

هكذا من الأصل

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16034 - 7 F

JEUDI 15 AOÛT 1996

FONDATEUR : HUBERT LAFAYE - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Blessés sur les routes
é depuis quarante ans

La recherche des entreprises françaises pâtît de la rigueur

L'ENQUÊTE du Monde sur les budgets de recherche en 1995 dans les entreprises françaises le montre : longtemps considérée comme un monde à part, la recherche-développement n'est plus épargnée par les mutations que connaît le monde. Pour la première fois, l'an dernier, des sociétés ont taillé dans leurs budgets. Conséquences : leur avenir se joue dans leurs laboratoires et leurs centres d'expérimentation, les directions n'en surveillent pas moins de près les travaux et exigent des comptes. Plus que des chercheurs, elles veulent des « chercheurs ». Les départements de recherche sont réorganisés, les effectifs diminuent, la recherche fondamentale marque le pas au profit de l'innovation.

Lire page 10
et notre édition page 8

M. Juppé soutient M. Trichet

Mercredi matin 14 août, le premier ministre a écarté toute idée de conflit entre le gouvernement et la Banque de France.

Confusion en Tchétchénie

A peine annoncé, l'accord de cessez-le-feu intervenu entre les indépendantistes et les forces russes a été démenti par le commandant de celles-ci.

Perquisition à la Banque Rivaud

Policiers et agents des impôts ont perquisitionné à Paris, au siège de l'établissement, soupçonné de fraude fiscale.

L'héritage de Victor Segalen

Dijon accueille quelques-uns des trésors du Musée Guimet, dont ceux rapportés de Chine par Victor Segalen.

Nouvelles vagues

Lars, dix-neuf ans, entrepreneur et allemand, pèse déjà plusieurs millions de marks.

Surréaliste Bucarest

Notre visite de capitales de l'Europe d'aujourd'hui se termine dans la capitale roumaine, en proie à de mauvais rêves.

Jeux paralympiques à Atlanta

Cent vingt nations participent en Géorgie à des Jeux réservés aux handicapés.

Allemagne, 3 DM; Autriche-Guyane, 9 F; Belgique, 28 ATS; Belgique, 45 F; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 800 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 12 £; Grèce, 200 Dr; Hongrie, 140 Ft; Italie, 2700 L; Luxembourg, 45 F; Malaisie, 10 RM; Norvège, 14 KRW; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 Esc; République tchèque, 100 Kč; République de Corée, 1000 W; Royaume-Uni, 10 £; Singapour, 100 S; Espagne, 16 Ptas; Suède, 2,50 SEK; Suisse, 1 Franc; USA, 1 \$; USA (national), 2,50 \$.

M 0147 - 815 - 7,00 F



« Vache folle » : les farines animales restent potentiellement dangereuses

La Commission de Bruxelles veut imposer de nouvelles normes de fabrication d'ici le 31 mars 1997

LA CRISE de la « vache folle » connaît de nouveaux développements concernant les farines animales, produits fabriqués à partir des déchets d'abattoirs et destinés à être incorporés à des préparations alimentaires industrielles pour les animaux d'élevage. Au vu des dernières données scientifiques, la Commission de Bruxelles a décidé, pour des raisons sanitaires, que la fabrication de ces farines doit respecter une série de procédures drastiques visant à inactiver les agents infectieux non conventionnels que peut contenir la matière première biologique et qui sont à l'origine de l'épizootie. Elle a toutefois permis à l'industrie de l'équarrissage de continuer à fabriquer et à commercialiser jusqu'au 31 mars 1997 des farines selon des procédés qui, après cette date, seront interdits car jugés potentiellement trop dangereux.

Pour sa part, la France n'entend pas mettre en œuvre la décision de l'Union européenne. Le gouvernement français estime suffisantes les



mesures sanitaires qu'il a prises à la lumière des conclusions de ses experts et qui consistent à éliminer les tissus potentiellement infectieux de la chaîne de production des farines. Ces mesures, que Paris n'a pas réussi à faire adopter par Bruxelles, provoquent depuis le mardi 13 août une série de manifestations spectaculaires dans plusieurs régions d'élevage, les principales entreprises françaises d'équarrissage ayant décidé de ne plus assurer à l'échelon national la collecte des cadavres d'animaux. Une somme de 125 millions de francs doit être trouvée, les négociations conduites sous l'égide des préfets n'ont pas permis d'élaborer une solution et le conflit pourrait rapidement faire surgir de nouveaux problèmes sanitaires. Dans un entretien accordé au Monde, le directeur du cabinet de Philippe Vasseur, ministre de l'Agriculture, annonce que la loi sur l'équarrissage va être prochainement modifiée.

Lire page 5

Han-Devant-Pierrepont, nouveau village de Meurthe-et-Moselle

NANCY

de notre correspondant

Pierre Jacques, maire de Han-Devant-Pierrepont, dans le département de la Meuse, bricolait dans son champ, lundi matin 12 août, lorsque sa femme est accourue annoncer la bonne nouvelle : le premier ministre avait enfin signé le rattachement de Han-Devant-Pierrepont à la Meurthe-et-Moselle. La procédure, rarissime, a pris du temps, beaucoup de temps. Pierre Jacques n'y croyait presque plus. Jusqu'au décret, Han-Devant-Pierrepont était un petit village meusien de cent vingt habitants, à un jet de pierre de la Meurthe-et-Moselle. Le village, que les Belges tout proches investissent doucement en rachetant les massives maisons de pierre grise, constitue même une enclave en terre mosellane.

C'est bien là le problème. Depuis 1990, le village est parti en croisade pour obtenir son rattachement à la Meurthe-et-Moselle, vers laquelle il se sent naturellement attiré. En apprenant la nouvelle, Pierre Jacques a soupiré : « Enfin la vie communale va être en phase avec la vie administrative. » Jusqu'ici, la situation administrative des habitants n'était pas

simple. Leurs voitures sont immatriculées en Meuse (55) mais le code postal est celui de la Meurthe-et-Moselle (54). Pour l'eau, l'électricité et le téléphone, c'est encore la Meurthe-et-Moselle.

Mais, pour les impôts, c'est la Meuse. Et quand on appelle les pompiers, sur le papier ce sont ceux de Longuyon, plus proches, qui arrivent les premiers. Pour l'école, c'est tout aussi compliqué. Le car scolaire qui passe à Han-Devant-Pierrepont est payé par... la Meuse, pour amener les enfants dans les établissements de Meurthe-et-Moselle. « Le collège de Damvillers-en-Meuse n'a pas assez d'élèves, explique Pierre Jacques. On nous oblige quasiment à envoyer nos enfants là-bas alors que Longuyon est plus proche. »

Rien ne prédisposait le maire, agriculteur en retraite, à affronter une telle épreuve. « Nous demandions seulement une régularisation ! », s'exclame-t-il, désespéré devant la complexité de la démarche et le silence de l'administration, ajoutant que son village était désireux d'intégrer un département à l'image plus dynamique. D'ailleurs, dans les faits, le processus

était largement engagé. En matière d'intercommunalité, Han-Devant-Pierrepont est déjà associé à des projets meurthe-et-mosellans.

« Le problème, c'est qu'au conseil municipal, on n'est pas trop formé pour régler ce genre d'affaires. » Et d'évoquer les multiples contacts noués auprès des parlementaires. « On les a tous alertés, députés, sénateurs... »

Tous assuraient Han-Devant-Pierrepont et son conseil municipal de leur soutien. Mais rien ne venait. Le processus était bloqué en raison d'une succession de consultations électorales. La loi interdit de modifier une circonscription électorale l'année précédant l'échéance du renouvellement des assemblées concernées. En octobre 1995, le ministre de l'Intérieur avait avisé le conseil que tous les avis étant favorables, il avait décidé d'engager les procédures administratives. Las de ne voir rien venir en mars, le conseil avait pris une délibération solennelle. Il s'émouvait d'une « telle lenteur ». Aujourd'hui, Han-Devant-Pierrepont savoure sa joie d'être meurthe-et-mosellan.

Monique Raux

Le futur marché monétaire européen inquiète la City

LES BRITANNIQUES ne pourront bénéficier pleinement des avantages du futur marché monétaire européen intégré dont l'entrée en vigueur est prévue en 1999, sous la houlette de la Banque centrale européenne. La City, en particulier, s'en inquiète. Un rapport publié par l'Institut monétaire européen s'interroge sur la possibilité qu'auront les pays qui ne feront pas partie de l'union monétaire de bénéficier de certaines avances consenties par la Banque centrale. Les Allemands sont d'autant moins disposés à faire des concessions à Londres que leurs finances publiques ne s'améliorent pas. Le rapport mensuel de la Bundesbank souligne à ce sujet la dérive du déficit budgétaire fédéral.

Lire page 2

Un doublé dans l'Himalaya



JEAN-CHRISTOPHE LAFAILLE

NI L'ACCIDENT dans lequel son compagnon, Pierre Beghin, a trouvé la mort sur les pentes de l'Annapurna en 1992, ni un nouvel échec dans la face sud de ce sommet en 1995 n'ont dégoûté de l'Himalaya Jean-Christophe Lafaille. Professeur à l'école nationale de ski et d'alpinisme de Chamoussy, ce guide, né il y a trente et un ans à Briançon, a vaincu deux sommets pakistanais de plus de 8 000 mètres, les Gasherbrum I et II, en quatre jours sans repasser par son camp de base.

Lire page 13

La sécheresse dans le Nord-Ouest

LE NORD-OUEST de la France fait l'apprentissage de la sécheresse. Le déficit pluviométrique a, en effet, atteint cet été des records : dans plusieurs départements, les précipitations n'ont représenté que 25 % de ce qui tombait en moyenne durant le mois de juillet ces cinquante dernières années. La Basse-Normandie fait partie des régions les plus touchées. Si la situation n'est pas encore jugée catastrophique, elle oblige les collectivités locales, en particulier la ville de Cherbourg, et leurs services techniques à s'interroger : comment mieux gérer les ressources en eau ? Faut-il investir massivement dans de nouveaux réseaux d'approvisionnement ? Suffit-il de s'en remettre au bon vouloir du ciel ?

Lire page 6

International	2	Aujourd'hui	13
France	3	Agenda	15
Société	6	Almanach	15
Horaires	7	Météorologie	15
Cronos	7	Mots croisés	15
Entreprises	10	Culture	16
Finances	11	Radio-Télévision	19

Mars, tremplin de la NASA

LA PLANÈTE MARS vient de faire une entrée bruyante dans la campagne électorale américaine. Indifférent au scepticisme affiché par des scientifiques, le président Bill Clinton a tenu à commenter, mercredi 7 août, l'annonce faite le jour même par des chercheurs américains affirmant qu'ils avaient détecté dans une météorite les traces de l'existence d'une vie primitive sur Mars (Le Monde du 8 août). Les conséquences de cette découverte, si elle est confirmée, « sont infinies », a-t-il déclaré. « Nous allons (...) continuer à chercher pour obtenir des réponses et enrichir nos connaissances sur ce qui est aussi vieux que l'humanité, mais aussi essentiel pour notre avenir. » M. Clinton a annoncé la tenue d'une conférence internationale sur l'avenir du programme spatial américain, en novembre.

Les États-Unis ont eu des difficultés à maîtriser l'organisation des Jeux olympiques. Ils cherchent depuis plusieurs semaines les indices d'un éventuel attentat sur une épave d'avion gisant sur seulement 35 mètres de fond au large de leurs côtes. Mais ils ont découvert les preuves de la vie sur Mars. Une grande nation se doit d'être à la pointe de la recherche scientifique, de montrer l'exemple. « Il faut que les leaders mondiaux du spatial travaillent avec nous sur le sujet », a lancé Daniel Goldin, le patron de la NASA.

Les chercheurs aujourd'hui en vedette reconnaissent dans le compte rendu de leurs travaux d'analyse de la météorite d'origine martienne qu'aucune de leurs observations « n'est, en elle-même, concluante » pour prouver l'existence passée d'une vie sur Mars. C'est « pris collectivement et en particulier quand on tient compte de leur disposition » que, disent-ils, ces indices deviennent convaincants. Leurs collègues qui, pourtant, attendent avec impatience depuis une vingtaine d'années une découverte comme celle-ci, ont alors beau jeu de rétorquer que « faisceau d'indices n'est pas preuve ». Certains vont même plus loin, parlant de « problème de déontologie scientifique », et les accusent d'avoir « orienté » l'interprétation de leurs observations.

En tout état de cause, si, profitant du mois d'août, le patron de la NASA en personne n'avait pas pris l'initiative d'annoncer la nouvelle huit jours avant sa publication dans l'hebdomadaire Science, cette dernière n'aurait probablement pas connu un tel retentissement.

La ficelle peut paraître un peu grosse, mais cette médiation soigneusement orchestrée n'étonne guère les spécialistes.

Jean-Paul Dufour

Lire la suite page 8

Difficile
de retrouver
une tête coupée.
Surtout pendant
la Révolution...

TÊTE DE NÉGRÉ
Une Série Noire inédite de Daniel Picouly. À déguster après-demain dans
Le Monde

EUROPE Alors même que la SME (système monétaire européen) connaît de nouvelles tensions, l'IME (Institut monétaire européen), embryon de la future Banque centrale

européenne, vient de publier un rapport décrivant le fonctionnement du futur système Target qui, à partir de 1999, permettra aux banques européennes ayant constitué une union

monétaire de transférer en temps réel des fonds entre elles. ● LES SYSTÈMES NATIONAUX de règlement immédiat seront interconnectés pour permettre tout à la fois les avances

de liquidités à moins de vingt-quatre heures et la conduite d'une politique monétaire commune. ● LES BANQUES ANGLAISES s'inquiètent de ne pas pouvoir bénéficier de tous

les avantages du futur marché monétaire. ● EN ALLEMAGNE, la Bundesbank, dans son rapport mensuel, s'inquiète de la dérive du déficit du budget fédéral.

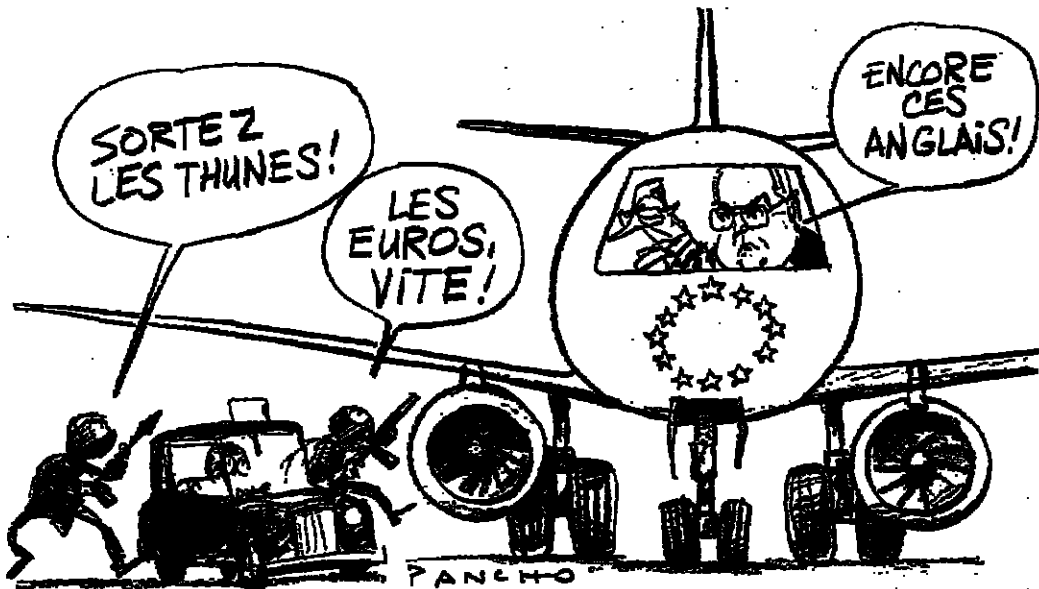
Le futur marché monétaire unifié oppose Londres à Paris et Bonn

Les banques britanniques, majoritairement favorables à la monnaie unique, s'inquiètent de ne pouvoir bénéficier pleinement des avances en euros de la future Banque centrale européenne et craignent d'être ainsi défavorisées par rapport à leurs concurrentes

LA CITY de Londres broie du noir. Depuis quelques semaines, les banques britanniques ont compris que la place qui leur serait faite à partir de 1999 au sein de l'Union monétaire ne serait ni pleine ni entière si leur pays n'entre pas dans la zone euro. Cette inquiétude, dont la presse financière britannique s'est fait largement l'écho, se cristallise autour du projet concocté à Francfort par l'Institut monétaire européen (IME) de faire fonctionner dans deux ans et demi un marché monétaire connecté entre pays ayant adopté l'euro comme monnaie unique.

Un marché monétaire européen, c'est, à l'échelle des quelques pays qui auront adopté l'euro, l'exacte réplique des marchés qui, chaque jour, dans tous les pays développés, permettent notamment aux banques de ne jamais manquer de liquidités en dépit des dizaines de milliers de paiements qu'elles effectuent pour le compte de leurs clients. En France, les règlements interbancaires représentent chaque jour 1 200 milliards de francs, prenant la forme de trente mille opérations d'avances faites à moins de vingt-quatre heures par les établissements bancaires excédentaires aux banques manquant momentanément de liquidités. C'est dire que, quotidiennement, transitent en d'incessantes va-et-vient des montants considérables d'avances gratuites, représentant tous les six jours l'équivalent du produit national de la France. Chiffres qui seront décuplés par l'extension des marchés nationaux à un ensemble européen intégré.

Les banques britanniques ne se sont donc pas trompées : leurs inquiétudes sont à la mesure d'enjeux considérables. Et chacun sait bien maintenant que ni la France



ni l'Allemagne n'accepteront d'ouvrir complètement le futur marché interbancaire européen à un pays qui non seulement n'envisage pas de réintégrer le système monétaire européen (SME), mais dont on peut penser qu'il ne participera pas - ou pas tout de suite - à l'Union monétaire et n'adopte pas l'euro comme monnaie unique.

De ce point de vue, la façon de traiter des pays officiellement candidats, comme l'Italie ou l'Espagne, pourrait être différente. Ce qui fait dire à certains hommes d'affaires de la City que l'Angleterre va commencer à payer le prix fort pour son refus d'un engagement européen qui n'a que trop duré.

Dans le rapport qu'il vient de publier, l'IME, qui préfigure la future banque centrale européenne (BCE), ne tranche pas le problème de savoir dans quelle mesure, et à

quelles conditions, les banques des pays « out » - celles qui ne feront pas partie de la zone euro - pourront accéder aux liquidités intra-day du futur marché interbancaire unifié.

Pour la City, l'Angleterre va commencer à payer le prix de son refus d'un engagement européen...

On ne s'étomera pas de cet oubli tactique que les autorités monétaires et politiques des quinze vont tenter de mettre à profit pour trouver un compromis entre des

positions situées aux antipodes les unes des autres : celles de la Grande-Bretagne et celles de pays comme la France et l'Allemagne.

Le rapport de l'IME est évidemment au cœur du sujet avec le projet d'installation entre les pays de l'Union monétaire d'un système connecté de transferts de fonds en temps réel, ce que les spécialistes appellent Target (Trans-European Automated Real-time Gross settlement Express Transfer system), ou système européen de transfert express automatisé à règlement brut en temps réel, qui ne concernera, pour les avances à moins d'une journée, que les gros paiements. Les banques centrales nationales, voire la future banque centrale européenne, devront intervenir pour aider les banques présumées à bouclier chaque jour leurs comptes, qui dans presque tous les pays, à l'exception peut-être des Pays-

Bas, sont structurellement déficitaires.

Ce qui suscite tant de colère - ou d'inquiétude - en Grande-Bretagne est la décision prise par les banques centrales européennes de fournir gratuitement et en quantités illimitées les liquidités additionnelles à moins d'un jour dont aura besoin quotidiennement le marché interbancaire de la zone euro. Non pas que les banques britanniques se plaignent de la sécurité qu'apporteront ces avances. Mais en ne disant pas tout de suite que les pays « out » bénéficieront des mêmes avantages, l'IME a montré la couleur.

Londres a compris que l'opposition franco-allemande avait marqué des points : les banques des pays « out » connectées à Target n'auront qu'un accès limité aux crédits intra-day. Limité par le biais des quantités distribuées, des heures d'ouverture ou par l'obligation de provisions en euros déposées auprès de la banque centrale européenne ou des banques centrales nationales par la Banque d'Angleterre, qui devrait, pour se les procurer, vendre des livres. Quelle que soit la forme qu'elles prendront, ces restrictions - car il s'agit bien de cela - limiteront l'action des banques anglaises et les forceront à plus de prudence. Difficile à accepter quand on est anglais.

C'est la perte de compétitivité qui en résultera dont risque de souffrir la City. Les banquiers anglais, qui sont de plus en plus nombreux à souhaiter rejoindre l'Union monétaire, ne pèseront pas assez lourd pour faire basculer un rapport de forces qui reste outre-Manche assez profondément défavorable à l'Europe. Non seulement l'opinion publique est majoritairement hostile à l'abandon de la livre, mais la City et ses problèmes ne sont pas en odeur de sainteté dans le pays. Autant dire qu'un compromis sur Target apparaît peu probable et qu'il faudra attendre 1999 pour que la banque centrale européenne - dominée par le couple franco-allemand - tranche le problème, dans un sens qu'il n'est pas difficile d'imaginer.

Outre le fait qu'elles font partie du marché unique et que la monnaie est une marchandise qu'il faut laisser librement circuler, les banques anglaises assurent qu'il ne sera pas nécessaire de limiter leur accès aux liquidités intra-day en euros. Il suffirait, selon elles, de pénaliser sévèrement les avances non remboursées le soir même. Allemands et Français répondent invariablement que toutes les pénalités du monde ne supprimeront pas le risque de voir un jour les banques anglaises incapables de rembourser à temps les sommes empruntées pour quelques heures, transformant ainsi des avances en véritables emprunts capables, eux, d'influencer la future politique monétaire européenne, qui reste pour l'Europe l'affaire importante.

Les économistes estiment, de façon sans doute un peu arbitraire,

qu'à moins de vingt-quatre heures les avances et autres découverts n'ont aucune influence sur l'évolution de la masse monétaire et des prix. A partir d'un jour, commence à jouer le temps monétaire : les crédits se paient et influencent l'activité économique. C'est dire qu'ils relèvent alors de la politique monétaire, comme les impôts relèvent de la politique budgétaire. Le changement de nature serait donc total entre avances à moins d'un jour et crédits à court terme, dont les banques centrales fixent les prix en fonction de la conjoncture ou d'objectifs de change, fournissant ou retirant des liquidités au marché à travers les prises en pension et les appels d'offres. Gardienne de la stabilité de la monnaie et des prix, la banque centrale européenne, acteur important de la vie économique, si-

Des règlements bruts en temps réel

Dans les avances que les banques se font à moins de 24 heures, de nombreux transferts fonctionnent encore, comme en France, sur des règlements nets en fin de journée. C'est dire que les positions débiteuses et créditrices des différentes banques ne sont soldées une fois pour toutes que le soir.

Ce qui peut fonctionner de façon relativement sûre à l'intérieur des frontières d'un pays poserait problème à l'échelle d'un marché européen intégré. Une banque défaillante en milieu de journée pour des sommes importantes pourrait entraîner une cascade de défaillances, ce que les banquiers appellent un « risque systémique ». Aussi le système Target que l'IME propose aux banques fonctionnera-t-il en temps réel et sur des règlements bruts irréversibles. A tout moment, les paiements des banques devront donc être soit provisionnés, soit immédiatement compensés par une autre banque. D'une certaine façon, des compensations bilatérales immédiates se substitueront à un système multilatéral différé.

mulera l'activité en réduisant les taux à court terme ou combattant l'inflation en renchérissant le prix de l'argent. La BCE déterminera même, indirectement, le taux de change de l'euro en faisant varier les taux d'intérêt, rendant la future monnaie européenne plus ou moins attractive par rapport au dollar et au yen.

Une grande partie du débat est là : Target, considéré par les Anglais comme un moyen pratique d'approvisionnement et de paiement en euros : Target considéré par le couple franco-allemand comme le moyen le plus efficace de mener au sein de la zone euro une véritable politique monétaire intégrée, signe d'une nouvelle forme de souveraineté. Difficile, en tout cas, de vouloir bénéficier de tous les attributs d'une communauté dont on rejette certaines institutions essentielles : les Anglais ne demandent pas à participer à la future politique monétaire unifiée dont Target sera l'instrument.

Jamais, peut-être, les différences de philosophie ne se sont aussi clairement exprimées sur l'Europe entre les Anglais et leurs partenaires. La Bundesbank, qui voit s'approcher, sans joie excessive, l'heure où il faudra abandonner le mark au profit de l'euro, ne badinera pas avec les principes. La politique monétaire de la future banque centrale européenne aura pour tâche principale, n'en doutons pas, de conserver à l'euro la crédibilité du mark.

G. H.

Alain Verhulst

Des taux d'intérêt strictement encadrés

Le marché interbancaire voit transiter des quantités importantes d'avances gratuites à moins de vingt-quatre heures que se font les banques entre elles pour satisfaire leurs besoins de paiement. Ces avances sont complétées par celles des banques centrales. Les prêts à plus de vingt-quatre heures relèvent, eux, de la politique monétaire, strictement encadrée par les banques centrales. Celles-ci font monter ou baisser les taux d'intérêt à court terme sur le marché monétaire. En France, la banque centrale détermine le prix de l'argent à court terme de deux façons : par les taux de ses « appels d'offre » qui sont des prises en pension limitées d'effets publics ou privés, et par les taux de ses prises en pension à cinq ou dix jours, sans limite de quantité mais à des coûts plus élevés. La Banque de France détermine ainsi les bornes d'un couloir de prix à l'intérieur duquel évoluent les taux du marché monétaire.

Les pays restés hors de l'UEM pourront se connecter au système de paiement Target

L'INSTITUT monétaire européen (IME) a publié, mardi 13 août, à Francfort, un rapport sur le futur système de paiement Target qui fonctionnera entre les banques de la zone euro et seulement pour les montants élevés. Le rapport aborde quatre sujets : l'implémentation du système en liquidités intrajournalières, les tarifs, les horaires de fonctionnement, les règlements, l'organisation du projet.

« La liquidité intrajournalière sera fournie par les banques centrales nationales aux participants des systèmes de paiement à travers deux mécanismes : les découverts intrajournaliers garantis et les pensions livrées intrajournalières », écrit l'IME dans un résumé du rapport. Avec les premiers, l'emprunteur conserve la propriété des titres qu'il fournit en garantie ; avec les seconds, l'emprunteur perd la propriété des titres remis en caution. « Les participants à Target pourront également avoir recours, s'ils le souhaitent, à leurs réserves libres. Si des réserves obligatoires sont instaurées dans le cadre de la mise en œuvre de la politique monétaire, elles pourront être utilisées en cours de journée pour assurer la liquidité du système de paiement. Le crédit intrajournalier sera intégralement couvert par des sûretés appropriées et de-

viendra être octroyé à titre gratuit par les banques centrales nationales.

« Le système Target aura pour objectif essentiel de couvrir les coûts engagés et devrait prendre en compte trois contraintes principales : ne pas influencer la politique monétaire, maintenir l'égalité de traitement entre les participants et contribuer aux politiques de réduction des risques au sein des systèmes de paiement.

Toutes les composantes du système Target fonctionneront sur de larges plages horaires avec une heure de clôture commune : 18 heures (Central European Time) ; l'ouverture du système Target devrait intervenir environ 11 heures plus tôt.

« Le système Target sera opérationnel dès le début de la phase III de l'Union économique et monétaire (UEM), le 1^{er} janvier 1999, et ne traitera que les transactions en euros. Les systèmes de paiement à règlement brut en temps réel (RTGS) situés dans les pays de l'UE ne faisant pas encore partie de l'UEM seront autorisés à se connecter à Target. Les conditions d'utilisation de Target par les établissements de crédit de ces pays seront aussi proches que possible de celles qui seront appliquées aux établissements de crédit de la zone de l'UEM. Les options relatives à l'octroi de crédit intrajournalier en euro aux banques centrales nationales des pays ne faisant pas partie de l'UEM et aux participants au système RTGS de ces mêmes pays sont encore à l'étude. »

La Bundesbank s'inquiète de la dérive du déficit budgétaire allemand

LE RAPPORT MENSUEL de la Bundesbank, publié mardi 13 août, arrive si l'on peut dire à point. En confirmant la dérive du déficit budgétaire allemand et en soulignant de manière plus générale la nécessité pour les grands pays industrialisés de réduire leurs déficits pour ne pas « pomper » excessivement l'épargne mondiale, il va nourrir un débat sur les déficits et la fiscalité qu'avait déjà relancé le chancelier Helmut Kohl, en suggérant de relever le taux de TVA en Allemagne au cours de la législature 1998-2002.

En effet, la Bundesbank confirme que, comme on le redoutait, le déficit du budget fédéral dépassera en 1996 les 60 milliards de marks (plus de 200 milliards de francs)

prévus par le gouvernement du chancelier Kohl, même si la Banque centrale est aujourd'hui dans l'incapacité de calculer le montant de cette dérive.

Par ailleurs, plus généralement, la Bundesbank invite les grands pays industrialisés à réduire leurs déficits pour éviter d'absorber une part croissante de ressources d'épargne déclinantes. Elle constate que la baisse du taux d'épargne dans ces pays au cours des dernières années et l'insuffisance de celle-ci pour faire face aux investissements ont pesé sur l'épargne mondiale. La baisse prévisible de l'épargne dans les pays « émergents », notamment d'Asie, oblige donc les nations industrial-

sées à économiser, notamment en réduisant leurs déficits publics.

En Allemagne, le montant du déficit de l'Etat fédéral devait de toute façon augmenter d'environ 10 milliards de marks en 1996 par rapport à 1995, en dépit d'économies de quelque 25 milliards (1,3 %) par suite de l'amélioration de l'aide aux familles, du relèvement du niveau de l'exonération fiscale exigée par la Cour constitutionnelle de Karlsruhe et par la suppression du « Kohlfennig », la taxe destinée à couvrir les subventions aux charbonnages. Mais la faible croissance de l'économie va sans doute accroître cette dérive qui, selon les observateurs les plus pessimistes, pourrait atteindre 12 milliards de

marks sur l'année. Avec les dépenses des collectivités locales, le déficit public pourrait atteindre 4 % du PIB au lieu des 3,5 % escomptés. Ce qui pourrait remettre en cause les prévisions du projet de budget 1997 et la possibilité pour l'Allemagne de satisfaire, dans le cadre actuel, aux critères de Maastricht.

Le rapport de la Banque centrale avive le débat sur les moyens de réduire le déficit sans entraver la reprise économique qui reste languissante : dans un entretien accordé à l'International Herald Tribune, Oskar Issing, l'économiste en chef de la Buba, souligne que « la reprise n'est pas assez robuste pour que l'on puisse dire avec certitude qu'elle va continuer ». Dans un

document qu'il vient de publier, le Parti libéral (FDP) a demandé un plan d'allègement progressif de l'impôt sur le revenu qui commencerait à prendre effet dès 1998. Lors d'une réunion du FDP à Potsdam, lundi 12 août, Wolfgang Gehardt, le chef du parti, a rejeté la suggestion d'augmenter la TVA au cours des années à venir, formulée par le chancelier Kohl au cours d'une interview le vendredi 9 août, considérant qu'ouvrir de cette façon le débat sur la réforme fiscale était « pure folie », « je veux discuter de la baisse des impôts et, dans ce contexte, pas de l'augmentation de la TVA », a-t-il déclaré.

G. H.

Alain Verhulst

Le Parti républicain et interdit l'expression

Bob De...

AN COURS DE LA...

SAN...

La...

San...

San...

San...

San...

San...

San...

San...

San...

San...

San...

San...

San...

San...

San...

San...

San...

San...

San...

San...

San...

San...

San...

San...

San...

هكذا من الأصل

فكرنا من الأصل

Le Parti républicain affiche son unité et interdit l'expression de ses divergences

Bob Dole affirme ne pas se sentir « lié » par le programme extrémiste de son parti

Au cours de la deuxième journée de leur convention, les républicains, échaudés par les discours extrémistes, se préjudiciaient lors de

l'élection de 1992, ont cherché à donner d'eux l'image d'un conservatisme de bon ton. Tous les discours ont été limités afin de présenter aux

électeurs une formation apparemment calée sur la même longueur d'onde. Mais, en réalité, le parti républicain abrite des sensibilités divergentes.

SAN DIEGO,

de notre envoyé spécial
La convention républicaine de San Diego est un miroir déformant. Parce que tout y a été conçu comme une chorégraphie médiatique où chaque acteur récite un script bien contrôlé. L'Amérique est censée retenir une impression d'unité, de paix retrouvée au sein du Grand Old Party. Pat Buchanan, le tribun populiste qui, il y a quatre ans, avait donné de la convention de Houston une image d'extrémisme et d'intolérance, est rentré dans le rang, apportant son soutien au ticket Dole-Kemp. Bob Dole s'est déclaré heureux de ce retour au bercail, mais la direction du parti n'est pas allée jusqu'à lui accorder un temps de parole.

Jack Kemp, pour sa part, a dû payer le prix de sa désignation comme colistier du candidat à la présidence. Il a donc mis une sourdine à des positions souvent en décalage par rapport à celles de M. Dole. Réflexion faite, il ne soutient plus - depuis vingt-quatre heures - le principe d'un référen-

dum populaire en Californie pour supprimer la politique d'affirmative action, cette « discrimination positive » en faveur des minorités raciales ou autres. Le président de la convention, qui est aussi celui de la Chambre des représentants, le speaker Newt Gingrich, a pour sa part, adopté un profil bas. Son intervention, dans la soirée de mardi 13 août, était d'une rare neutralité.

LE SORT DES RÉCALOTRANTS

M. Gingrich, qui incarne les excès de la « révolution » républicaine, pâtit d'un important déficit de popularité. Selon un sondage du Washington Post, il ne recueille que 25 % d'opinions favorables auprès des Américains. Quant aux récalotrans, leur sort a été traité sans ménagement. Pete Wilson, le gouverneur de Californie, qui n'a pas été autorisé à prendre la parole en raison de sa position en faveur du droit à l'avortement, avait rappelé quelques jours auparavant que 59 % des électeurs de Bob Dole, lors des élections primaires, se déclaraient hostiles à l'interdiction de l'IVG. « Nous

sommes la majorité à l'extérieur, avait-il ajouté, la prochaine fois, nous serons la majorité à l'intérieur. » Il y a en effet deux partis républicains. Le premier est celui des 1990 délégués réunis au centre des conférences situées au bord de la baie de San Diego, qui ont rédigé une plateforme à la tonalité radicale. Le second est celui des électeurs républicains, lesquels auraient parfois bien du mal à se reconnaître dans le premier. La plateforme, adoptée lundi soir dans une certaine discrétion, est un catalogue de principes ultra-conservateurs, qui représentent mal les vues nettement plus modérées de la majorité du parti.

L'amendement constitutionnel qui interdirait tout avortement, sous exception, celui prévoyant un strict respect du droit de posséder et de porter une arme, les mesures visant à nier les droits des homosexuels, à interdire aux immigrants illégaux le bénéfice des avantages sociaux de l'Etat-providence, celles, enfin, qui envisagent de revenir sur la politique d'affirmative action sont autant de dispositions qui

marquent l'influence des activistes de la Coalition chrétienne.

Dans quelle mesure le candidat républicain à l'élection présidentielle devra-t-il respecter, s'il est élu, ce programme ? L'histoire montre qu'une fois installés à la Maison Blanche les présidents américains, républicains ou démocrates, prennent leurs distances avec les dogmatismes. Mais il est peut-être sans précédent que, avant même d'être officiellement investi, le candidat - en l'occurrence Robert Dole - déclare tout de go qu'il ne se sentira pas « lié » par un programme qu'il n'a d'ailleurs « pas lu ».

Hayley Barbour, le président du parti républicain, a tenté d'expliquer, mardi, que personne n'était obligé « d'être d'accord sur tout », mais l'aveu de M. Dole fait quand même mauvais effet. Avec un tel message, l'ancien sénateur du Kansas peut-il espérer agir en rassembleur ?

Laurent Zecchini

Attachées à l'Etat-providence, les Américaines sont en majorité hostiles aux républicains

SAN DIEGO

de notre envoyé spécial

Elle est jeune - du moins dans une convention où 71 % des délégués ont plus de quarante ans -, elle est vive et spontanée, elle défend le droit à l'avortement, elle avoue avoir goûté à la marijuana (« c'était mal »), elle représente au Congrès, comme son père avant elle, la circonscription de Staten Island, à New York, elle est mariée à un autre membre républicain du Congrès. Et surtout elle est mère d'un bébé de trois mois, c'est-à-dire qu'elle incarne la mère active qui doit mener de front famille et travail. A l'heure où les femmes désertent le Parti républicain, qui mieux que Susan Molinari, pourrait les ramener au bercail ?

L'ETOILE MONTANTE

C'est donc à cette petite blonde de trente-huit ans, à la gouaille toute new-yorkaise, amateur de chewing-gum et de Coca Light, que les organisateurs de la convention de San Diego ont confié le rôle convoité d'orateur-vedette de la semaine. Etoile montante du parti, elle s'en est acquittée, mardi 13 août, avec l'assurance qu'on lui connaît, tandis que les caméras s'attardaient sur l'image hollywoodienne du mari modèle, puis du grand-père attendri qui, dans les travées, donnait le biberon au nourrisson en laissant couler une larme lorsque Susan Molinari rappela l'odyssée de sa famille venue d'Italie en 1904, « à la recherche d'un rêve qu'elle trouva sur la 104^e Rue, à Queens », où son arrière-grand-père ouvrit une échoppe de barbier.

Le nouveau rêve américain tel que le conçoit le Parti républicain, même évoqué par Susan Molinari, saura-t-il rallier un électoral féminin qui fait si cruellement défaut à Bob Dole ? Rien n'est moins sûr car, en se concentrant sur le thème de la famille et de la mère active qui parviendra enfin à joindre les deux bouts grâce aux réductions d'impôts promises par le candidat républicain, Susan Molinari a évité d'aborder

les thèmes qui, précisément, font douter les femmes au moment du vote : le droit à l'avortement, mais aussi l'égalité des sexes vers laquelle beaucoup d'Américaines estiment avoir progressé grâce à la politique d'affirmative action.

Les femmes américaines sont aussi préoccupées par le contrôle des armes à feu, qu'une majorité d'entre elles souhaiteraient voir renforcé, alors que le Parti républicain y est vigoureusement opposé. Enfin, elles suivent avec grand intérêt le débat sur le rôle de l'Etat dans tous les domaines sociaux, particulièrement attentives lorsqu'il s'agit d'éducation, d'immigration, de santé, d'aide aux plus démunis que sont les pauvres et les retraités. Alors que le Parti républicain fait énergiquement campagne pour la diminution du rôle de l'Etat dans tous ces secteurs, les femmes, dans leur majorité, sont favorables au maintien d'un « filet de sécurité ».

Ce thème, d'ailleurs que l'avortement, pensent les experts de l'opinion publique, se révélera déterminant au sein de l'électorat féminin qui, aux Etats-Unis, ne bénéficie ni de congés maternité rémunérés ni d'infrastructure publique d'accueil des enfants en âge préscolaire. « Les femmes continuent de croire au rôle de l'Etat, relevait récemment le chercheur Andrew Kohut. Elles sont plus sensibles à l'environnement, sont plus critiques vis-à-vis de l'entreprise privée et moins critiques à l'égard de l'Etat ».

Prenant la parole devant un groupe de républicains, Bob Dole, en mai dernier, avait reconnu qu'il paraissait avec un handicap dans l'électorat féminin. A l'époque, les sondages donnaient à Bill Clinton une avance de vingt-sept points sur son adversaire républicain parmi les électrices. « Est-ce que cela me trouble ? Bien sûr, avait commenté Bob Dole. Ce fossé ne devrait pas exister. Est-ce que j'ai un plan pour l'éliminer ? Bien sûr. Mais ce plan s'est limité à des textes législatifs sur les délinquants sexuels et la violence conjugale, tandis que, durant la prépa-

ration de la convention, les interminables batailles de Bob Dole avec la droite de son parti à propos de l'avortement avaient un effet désastreux.

L'exode des femmes hors du Parti républicain remonte aux années Reagan. Il n'a fait que s'accroître depuis, au fur et à mesure que le Grand Old Party poursuivait son virage à droite. En novembre 1994, lorsque les républicains triomphèrent aux élections législatives, emportant, pour la première fois depuis quarante ans, les deux chambres du Congrès, leur victoire fut présentée comme celle des « hommes blancs en colère ». En colère contre les valeurs de la « contre-culture », contre l'émancipation féminine qui les avait déstabilisés, contre l'affirmative action qui, parfois, les privait de postes convoités, contre l'Etat-providence qui créait une sous-classe d'assistés alors qu'eux travaillaient si dur.

LA « RÉVOLUTION » DE NEWT GINGRICH

Pour satisfaire ces hommes-là, le Parti républicain promettait d'abolir le contrôle des armes à feu, alors que quelques mois plus tard l'attentat d'Oklahoma City fixait les projecteurs sur le rôle des milices et des obsédés de la gâchette.

Enlaidi par son succès, le parti de Newt Gingrich paraît de « révolution », menaçant de démanteler les programmes d'assurance-maladie pour les pauvres et les vieillards. Les femmes restées fidèles au Parti républicain s'y reconforment de moins en moins, et Bill Clinton amorça sa remontée spectaculaire dans les sondages. Malgré les efforts de Susan Molinari et de quelques figures de proue féminines et républicaines, Bob Dole et Jack Kemp ont encore beaucoup de chemin à faire s'ils ne veulent voir l'élection du 5 novembre passer à la postérité comme celle des femmes en colère.

Sylvie Kauffmann

Warren Christopher réunit à Genève les présidents serbe, croate et bosniaque

SARAJEVO,

de notre correspondant

Le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, présidait, mercredi 14 août, à Genève, une rencontre entre les trois présidents qui ont signé l'accord de Dayton, Slobodan Milosevic (serbe), Franjo Tudjman (croate) et Alija Izetbegovic (bosniaque). Cette réunion, qui devrait être la dernière avant les élections en Bosnie, avait pour objectif de rappeler aux ex-belligérants leurs engagements de l'an dernier, alors que, sur le terrain, le processus de paix est au point mort. Les Occidentaux viennent même d'être confrontés à diverses crises, impliquant à la fois les nationalistes serbes et croates.

La force multinationale de l'OTAN (NATO) est finalement sortie indemne, mardi, de trois jours de tension avec l'armée serbe. Les Serbes avaient refusé, la semaine dernière, que les soldats occidentaux visitent la caserne de Han Pijesak, où se terre le général Ratko Mladic. Le but de l'OTAN n'était pas d'arrêter l'officier serbe, mais d'inspecter un dépôt d'armes qui avait été dissimulé aux observateurs internationaux.

L'état d'alerte a été déclenché par l'OTAN sur l'ensemble du territoire serbe. Les soldats occidentaux ont regagné précipitamment leurs casernes, et - mesure inédite qui n'a d'ailleurs pas été appliquée - les étrangers ont été priés de gagner au plus vite les zones bosniaques. Ensuite, après une journée de négociations à Pale, l'OTAN a finalement pu visiter le quartier général serbe de Han Pijesak, sans évidemment y rencontrer Ratko Mladic. L'OTAN a donc sauvé la face. Cependant, l'inspection n'est intervenue que quatre jours après le refus serbe, ce qui n'offre tout de même pas une image de fermeté absolue des troupes occidentales.

PAS D'ACCORD FINALISÉ

Côté croate, le soud des Occidentaux est d'obtenir la dissolution de la République d'Herzég-Bosna, l'autoproclamée par les séparatistes dans le sud-ouest du pays. Après l'échec de la réunification de Mostar par l'Union européenne, les Croates ont encore accentué leur refus de fonder leurs institutions nationalistes dans celles de la Fédération croato-bosniaque. Des négociations ont eu lieu, ces derniers

jours, à l'ambassade américaine à Sarajevo, sans qu'un accord soit finalisé. La Croatie aurait accepté de dissoudre l'« Herzég-Bosna », sur laquelle elle exerce une influence déterminante, mais les négociateurs n'auraient pu obtenir un calendrier précis de la disparition des structures séparatistes croates. Sarajevo et Zagreb ont estimé qu'un accord avait presque été atteint, avant d'être démentis par le président de l'« Herzég-Bosna », Kirsimir Zubak. Les discussions devaient donc se poursuivre à Genève.

Warren Christopher doit donner l'impression, avant de quitter Genève, qu'un scrutin démocratique peut se dérouler le 14 septembre en Bosnie-Herzégovine. Le « succès » de ces élections serait une victoire diplomatique pour Bill Clinton, à six semaines des élections américaines, et le plan de retrait des soldats de l'OTAN serait alors activé. Pourtant, aucune condition n'est remplie pour la tenue d'un scrutin « libre et démocratique », hormis le respect du cessez-le-feu. La Bosnie-Herzégovine est plus divisée aujourd'hui qu'à l'automne 1995, et les anciennes lignes de front de-

viennent de véritables frontières. Pas un seul réfugié n'a pu rejoindre son ancien foyer de l'autre côté du front, les « criminels de guerre » continuent de régner discrètement, et la campagne électorale est quasiment inexistante. Les partis d'opposition sont en effet soumis à des pressions permanentes, aussi bien dans les territoires serbe et croate, où survivent des régimes totalitaires, qu'en territoire bosniaque où le Parti d'action démocratique (SDA) du président Izetbegovic semble accaparer son projet d'un Etat peuplé des seuls Musulmans.

SE PRÉOCCUPER DE L'URGENCE

« La conférence de Genève va se préoccuper de l'urgence : la dissolution de l'« Herzég-Bosna », le respect de Dayton par l'armée serbe, le retrait effectif de Karadzic de la vie politique, précise un diplomate européen. Aucun problème de fond ne peut cependant être réglé, il est trop tard. Les élections ne seront pas seulement imparfaites, elles seront un cauchemar. Mais nos capitales, malheureusement, ne s'en rendront compte qu'après ».

Depuis la signature de l'accord de Dayton, les séparatistes serbes

L'échec du cessez-le-feu en Tchétchénie révèle la confusion de Moscou

L'armée russe bloque l'aide humanitaire à Grozny

A PEINE ANNONCÉ, l'accord de cessez-le-feu intervenu mardi 13 août entre le chef d'état-major des indépendantistes, Aslan Maskhadov, et le commandant par intérim des forces russes en Tchétchénie, Konstantin Poulikovski, s'est révélé mort-né, dans la matinée de mercredi, peu avant son entrée en vigueur.

« L'annonce d'un cessez-le-feu ne correspond pas à la réalité », a fait savoir le général Poulikovski à l'agence RIA-TASS mercredi matin, affirmant ne s'être « mis d'accord sur rien » avec Aslan Maskhadov. Le général russe s'était pourtant rendu, mardi après-midi, jusqu'au fief du chef d'état-major tchétchène, dans le village de Novye Atagi, à 25 kilomètres au sud de Grozny, où il avait eu plus de trois heures de discussion avec le chef d'état-major tchétchène, assis au beau milieu d'un champ.

BRUSQUE VOÛTE-FACE

Les télévisions russes avaient abondamment diffusé, mardi soir, les images de la rencontre, après que les indépendantistes avaient annoncé la conclusion d'une trêve dans les combats qui, depuis une semaine, font rage dans la capitale tchétchène. Selon le porte-parole des indépendantistes, l'accord prévoyait l'arrêt des combats dès mercredi 14 à midi (8 heures GMT), la « séparation des forces de part et d'autre des lignes de front, un contact radio direct entre les commandants locaux et l'échange des morts et des blessés ». Enfin, des couloirs humanitaires auraient dû être ouverts, permettant d'assurer une aide aux milliers de civils pris au piège des combats les plus violents, que la capitale tchétchène ait connus en vingt mois de guerre.

Cette brusque volte-face de la partie russe ne fait que confirmer la confusion régnant au sein de la direction russe et du haut-commandement militaire sur l'attitude à adopter dans le conflit. Alors qu'une petite brèche avait été ouverte par le général Lebed lors de sa visite impromptue au chef d'état-major des forces indépendantistes, Aslan Maskhadov, dans la nuit de dimanche à lundi, il semble aujourd'hui que le choix d'une solution de force ait emporté et on parle de plus en plus, à Moscou, de la perspective d'un durcissement du conflit tchétchène, lequel ne pourra être résolu, selon de nombreux observateurs russes, que par la tactique de la « terre brûlée ». Une formule qui laisse supposer le pire. « La tactique de la « terre brûlée » est bien le seul moyen d'en finir avec la guerre, mais elle pose des problèmes, notamment le fait qu'elle sera mal acceptée par la communauté internationale », expliquait

doctement mardi le quotidien libéral Nezavisimaja Gazeta.

Alors qu'Alexandre Lebed s'était attelé, mardi, à l'élaboration d'un décret présidentiel prévoyant le renforcement des pouvoirs du Conseil de sécurité, l'organe consultatif suprême qu'il dirige, le revirement sur le cessez-le-feu affaiblit sa position, donnant l'avantage aux partisans d'une ligne dure, comme M. Tchernomyrdine, le premier ministre, chanteur du renforcement des 40 000 soldats déjà sur place.

La visite du général Lebed, bien accueillie par la partie tchétchène, avait été très critiquée par la presse russe. « Non, le général Lebed ne s'est pas rendu à l'hôpital de Khankala (le quartier général des forces russes à Grozny), rempli d'infirmes et de blessés. L'ex-héros d'Afghanistan s'est rendu en secret, la nuit, au repaire des indépendantistes pour rencontrer les héros tchétchènes Maskhadov et Oudougov », constatait amèrement mardi le quotidien Komsomolskaïa Pravda.

Sans doute l'opinion publique russe préférerait-elle le général Lebed dans son rôle de militaire retors lorsqu'il organisa, le 5 juillet, deux jours après la réflexion de Boris Eltsine, des bombardements massifs sur les localités du sud de la Tchétchénie, au mépris des accords signés avec la direction indépendantiste en mai et juin. Ce sont précisément ces bombardements qui ont entraîné l'offensive tchétchène sur Grozny, Argoun et Goudermes le 6 août, et le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, a récemment reconnu la responsabilité de la partie russe dans la rupture des accords de paix.

Nul doute que l'accord de cessez-le-feu ait échoué sur le volet concernant la « séparation des forces » en présence. Les Tchétchènes, échaudés par le nombre d'accords systématiquement violés depuis le début du conflit, voulaient probablement garder leurs positions au centre-ville, toujours sous leur contrôle mercredi matin à l'aube, afin d'être en position de force pour négocier.

L'ARBITRAIRE DE L'ARMÉE RUSSIE

Les indépendantistes ont toutefois fait savoir mercredi qu'ils respecteraient le cessez-le-feu. De fait, à 12 heures, heure locale, les coups de feu avaient cessé. La balle est désormais dans le camp du Kremlin, déchiré par les luttes de clans. Celles-ci, suivies avec passion par l'opinion, ont l'avantage d'occulter les morts de Grozny et l'incapacité du président russe, dont la préoccupation semble moins d'arrêter la guerre que de jouer alternativement de la carotte et du bâton.

L'échec probable du cessez-le-feu risque d'empêcher l'établissement d'un corridor pour les quelque 13 000 civils bloqués à l'est de Grozny par l'armée russe et l'intervention du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) au centre-ville où des milliers de personnes dépourvues d'eau, de nourriture et de soins se terrant dans les caves depuis une semaine. Déjà, peu avant sa conclusion mardi, le CICR avait annoncé que l'armée russe empêchait un convoi humanitaire d'entrer dans Grozny. « Nous nous laisserons entrainer si vous nous donnez les camions et leur contenu. Si vous les gardez, vous resterez prisonniers ici », ont expliqué les soldats russes au chauffeur des camions, a rapporté M. Aalam, le chef du CICR à Grozny.

La population tchétchène reste donc livrée à l'arbitraire de l'armée russe, qui, dans son impuissance, s'acharne sur les civils. Les indépendantistes ont fait savoir que les milices russes du ministère de l'Intérieur étaient à l'œuvre à Grozny, dans les quartiers repris aux combattants, organisant des « purges » de représailles, comme lors des massacres de Samachki, en avril 1995.

Marie Jégo

Les Japonais reprochent aux fonctionnaires de mal assumer leur mission de service public

La collusion entre administration et milieux pharmaceutiques est mise en lumière

Un des éléments de la récente mais profonde « difficulté d'être » de la société japonaise est l'inadéquation de la fonction publique nationale

à la bonne marche d'un Etat moderne démocratique. Des affaires en cours illustrent ce malaise, notamment en matière de santé publique : les

autorités viennent ainsi de reconnaître leur manque de diligence face à l'intoxication de milliers de personnes par le colibacille O-157.

TOKYO

Le scénario de l'après-séisme de Kôbe (17 janvier 1995) se répète - de manière certes moins criante - avec l'intoxication alimentaire par le colibacille O-157, qui a fait, ces dernières semaines, huit morts et affecté plus de huit mille personnes : confusion et lentement dans la réaction sont au rendez-vous. Cette affaire révèle, une nouvelle fois, les carences de l'Etat nippon à affronter une situation de crise.

Les conflits de compétence entre plusieurs ministères (éducation, santé, agriculture, transports) se sont traduits par une quasi-paralysie de l'appareil bureaucratique. Le ministre de la santé, Naoto Kan, a admis que les autorités n'avaient pas fait preuve de diligence pour déterminer les origines de l'intoxication et définir les traitements appropriés. L'opinion se montre très irritée par cette nouvelle preuve de l'inefficacité de l'appareil étatique.

Si les autorités tardent à élucider les responsabilités dans l'affaire, bien plus dramatique, de la contamination de la moitié de la communauté hémophile (plus de 2 000 personnes) par le virus du sida, c'est aussi que les pesanteurs bureaucratiques ne sont pas seules en cause. La presse nipponne montre aussi du doigt des manquements de l'administration à

assumer sa mission de service public : sa collusion avec des milieux pharmaceutiques, au point de faire passer les intérêts industriels avant le risque de contamination d'innocents, rappelle, en particulier, l'existence d'un important « pantouflage » dont le Japon a fait un élément de sa politique de gestion de carrière de ses bureaucrates.

L'affaire du sang contaminé jette aussi une lumière crue sur l'histoire et les pratiques d'entreprises pharmaceutiques engagées dans le commerce du sang. L'exemple de Midori Juji (Croix-Verte), premier producteur de plasma au Japon, est édifiant. Cette société fut créée en 1950 lorsque les Etats-Unis avaient besoin de sang pour leurs troupes qui combattaient en Corée. Alors dénommée Nihon Blood Bank, elle procédait à des prises de sang rémunérées dans les quartiers des plus déshérités : ceux des travailleurs journaliers, qui avaient subi le virus de la Vampirie. A sa tête, on trouvait d'anciens membres de la gauche « Unité 731 » qui procédaient en Chine à des expérimentations de guerre bactériologique sur des prisonniers. C'est le cas de Ryoichi Naito, bras droit du chef de ladite « Unité », Shiro Ishii (mystérieusement disparu) qui fut président de Midori Juji jusqu'en 1982.

A ce passé trouble, la Croix-Verte ajoute une connivence avec le ministère de la santé poussée à

un point tel qu'on disait qu'elle n'était qu'un « bureau détaché de son service de pharmacologie ». Cinq anciens bureaucrates étaient à sa tête au début des années 1980 lorsque la communauté hémophile fut infectée par transfusion par le virus du sida : son président, Renzo Matsushita, qui succéda à Ryoichi Naito, était l'ex-chef du service de pharmacologie du ministère de la santé, son vice-président un autre ex-bureaucrate et deux de leurs collègues occupaient des fonctions dirigeantes.

INTÉRÊTS COMMERCIAUX. Midori Juji entretenait en outre des relations particulières avec le docteur Takeshi Abe, dont le récent témoignage sous serment devant le Parlement a été scandalement dilatoire. Le docteur Abe, chef de l'équipe de la recherche sur le sida au ministère de la santé entre 1983 et 1984, recevait des subventions de Midori Juji pour une fondation qu'il avait créée pour le traitement des hémophiles. C'est lui qui fit pression sur le ministère pour qu'il s'occupe de l'importation des produits sanguins chauffés. En 1988, le docteur Abe reconnut, dans un entretien au *Mainichi*, qu'il entendait ainsi donner du temps à Midori Juji pour développer ses propres produits chauffés.

Non seulement Midori Juji prit le risque de contaminer les hémophiles, mais encore cette société

trahna les pieds pendant deux ans après que le ministère de la santé eut autorisé les produits chauffés, pour retirer du marché le sang potentiellement contaminé. Selon *Camouflage*, un livre-enquête de journalistes du quotidien *Mainichi*, Midori Juji et d'autres firmes pharmaceutiques ont importé, entre 1983 et 1985, du sang non chauffé des Etats-Unis à un prix très inférieur à celui auquel elles le mettaient sur le marché nippon.

L'exemple de Midori Juji est révélateur des dérapages inquiétants auxquels a donné lieu la pratique du « pantouflage » dénommée au Japon la « descente des dieux » (*amakudari*). Devant la montée des critiques, les ministères ont donné instruction à leurs fonctionnaires de faire preuve de retenue dans leur « parachutage » dans le secteur privé. Le développement du « pantouflage » s'est traduit par une dilution de la frontière entre contrôleurs et contrôlés. Mais avec le scandale du sang contaminé, la « descente des dieux » s'est révélée encore plus pernicieuse : les « parachutés » du ministère de la santé dans les entreprises pharmaceutiques ont contribué par leurs pressions sur leur administration d'origine à faire prévaloir les intérêts commerciaux sur le risque de contamination des hémophiles.

Philippe Pons

La « descente des dieux » des bureaucrates nippons

TOKYO

Le « pantouflage » systématique de fonctionnaires a commencé au Japon dès le lendemain de la guerre : afin de compenser la modeste des retraites, les ministères eux-mêmes ont entrepris de « recaser » leurs bureaucrates. Cette pratique ne manque pas de recevoir des justifications : garantissant des revenus substantiels après la retraite, fait-on valoir dans les milieux intéressés, l'administration brandit ainsi devant ses bureaucrates une carotte qui dissuade jusqu'aux plus vulnérables d'entre eux de se livrer à des malversations en cours de carrière. Bien qu'elle ne repose sur aucun texte, la « descente des dieux », pour lui donner son appellation traditionnelle, est ainsi devenue un élément important de la gestion du personnel public.

Le premier point de chute est toujours une « colonie » d'un ministère, c'est-à-dire une entreprise semi-publique. Après y avoir passé un ou deux ans, le « parachuté » touche une prime de départ et va dans le privé. A partir du grade de chef de direction, la plupart des retraités

vont dans une entreprise ayant des rapports avec leur ministère d'origine. Le parcours est bien balisé : ainsi un vice-ministre administratif des finances (sommet d'une carrière de bureaucrate) se verra offrir un poste dans une grande banque privée, tandis que le plus obscur directeur à la construction sait qu'un fauteuil l'attend chez un entrepreneur de travaux publics.

OSMOSE

Les « deuxième vies » des fonctionnaires nippons sont répertoriées en fonction de leur rang au moment de la retraite. Le plus gros contingent des « pantouffiers » vient des finances : vingt-trois présidents de banques privées en sont aujourd'hui issus. Selon le Livre blanc de la Haute Autorité de la fonction publique, quelque deux cents hauts fonctionnaires pantouffient chaque année. Ce n'est là qu'une infime partie du flux : ne sont recensés en effet que les membres sortant de la haute administration. Comme de nombreuses licences et autorisations sont requises pour la bonne marche de tout dossier, les entreprises sont évidemment incitées à entretenir de bons

rapports avec les ministères. Les « relations humaines », c'est-à-dire les réseaux de relations, sont de toute manière essentiels au Japon. Les liens ainsi créés vont jusqu'à la quasi-osmose dans le cas de la construction : en 1995, un tiers des membres des conseils d'administration des trente-huit premières entreprises nationales de ce secteur étaient d'ex-fonctionnaires. Des « pantouffiers » jouent un rôle crucial d'intermédiaire : ils permettent notamment d'opérer les « ajustements » au seuil des coûts (théoriquement tenus secrets) arrêtés par les pouvoirs publics dans les appels d'offre.

La collusion entre milieux politiques, administration et entreprises de travaux publics a conduit la presse à s'interroger sur la nécessité de garder un ministère de la construction tant cette instance est phagocytée par les intérêts privés. Contestable du point de vue de la démocratie, une telle collusion peut aussi se révéler tragique : c'est le cas lorsque les administrations concernées sont garantes de la santé publique.

Ph. P.

Amnesty International dénonce des massacres de civils au Rwanda

LA PREMIÈRE moitié de l'année a été marquée par une recrudescence des tueries par des membres de l'Armée patriotique rwandaise (APR) et des groupes d'opposition armés, indique Amnesty International dans un rapport rendu public, lundi 12 août. Entre avril et juillet, ces violences ont coûté la vie, selon cette organisation, à plus de 650 personnes, notamment des femmes, des vieillards, des enfants et même des bébés.

C'est ainsi que, les 9 et 10 juillet, à Gisenyi et à Nyanutera, au cours d'opérations de recherches, des soldats ont massacré 100 villageois, soupçonnés d'être des « taupes », alors que parmi les victimes figu-

raient des gamins de dix ans. Les membres des forces de sécurité ont aussi tué plusieurs responsables locaux, précise Amnesty, notamment, le 7 juillet, le bourgmestre et le procureur adjoint de Rushashi. D'une manière générale, les victimes sont choisies en fonction de leur origine ethnique, parce qu'elles sont soupçonnées de « collaboration avec l'ennemi », parce qu'elles ont tenté d'exposer la vérité, ou simplement parce qu'elles se sont trouvées au mauvais endroit, au mauvais moment.

« L'APR semble prendre prétexte de la « nécessité de combattre l'ennemi » pour éliminer les gens dont la

présence ou l'influence est perçue comme une menace pour le gouvernement », écrivent les auteurs du rapport. A les en croire, « dans le climat actuel du Rwanda, chaque assassinat porte en lui l'assurance de représailles ».

FUSILS ET GRENADES

En même temps, des groupes d'opposition armés, basés dans les pays voisins, continuent de se livrer à des tueries délibérées de civils, souligne Amnesty. Ces victimes sont massacrées presque toujours la nuit, souvent chez elles, et de manière particulièrement brutale. C'est ainsi que, le 27 juin, 28 personnes, parmi les-

quelles plusieurs enfants, ont été assassinées à Giciye.

Dans certains cas, il semble probable que les membres de l'APR soient en réalité responsables de meurtres qui ont été officiellement attribués à des groupes d'opposition armés. Comme, par exemple, dans la nuit du 19 au 20 mai, à Bugarama, où 46 prisonniers du centre local de détention ont été tués à coups de fusils et de grenades.

« Le gouvernement essaye de cacher la vérité au sujet des violations des droits de l'homme par ses propres forces, note l'organisation. Ceux qui osent parler sont les premiers à en souffrir. »

Plusieurs centaines d'étrangers ont quitté le Burundi

LE BOUCLAGE organisé par les pays de la région pour contraindre le régime du major tutsi Pierre Buyoya à rétablir la légalité constitutionnelle au Burundi est total après le décollage pour Bruxelles, mardi 13 août, dans la soirée, de deux DC 10 de la compagnie belge Sabena avec 400 personnes à bord, pour l'essentiel des étrangers de Butumbura, qui souhaitaient quitter le pays.

Parmi les passagers figuraient l'épouse du président déchu Sylvestre Ntibantunganya, réfugié, depuis le 23 juillet, à la résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis,

ainsi que la veuve du premier président hutu du pays, Melchior Ndadaye, assassiné le 21 octobre 1993. Selon des diplomates occidentaux, et à de très rares exceptions près - dont l'ancien ministre des finances, Salvator Toiyi, membre du Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu), le principal parti hutu -, le nouveau gouvernement n'a pas autorisé les Burundais à emprunter les vols de la Sabena.

Sept camions du Programme alimentaire mondial (PAM), chargés de haricots, devaient quitter, mercredi 14 août, la localité tanza-

nienne d'Isaka en direction du Burundi après la décision de la Tanzanie de laisser transiter sur son territoire l'aide humanitaire. Les camions, qui seront escortés par des militaires burundais, une fois franchie la frontière, transporteront 210 tonnes de haricots destinées aux réfugiés de Ngozi, dans le cadre des programmes « nourriture contre travail ». Dans une lettre adressée, lundi, aux Nations unies, le ministère tanzanien des affaires étrangères avait indiqué que « l'aide humanitaire est dispensée des sanctions économiques imposées au Burundi ».

Le nouveau ministre des affaires étrangères du Burundi, Luc Rukin-gama, qui s'était auparavant rendu en « visite privée » en Belgique, a été reçu, mardi, à Paris, par le directeur adjoint des affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay. Son interlocuteur français a insisté de nouveau sur la nécessité d'« engager très rapidement un dialogue avec toutes les composantes burundaises sans exclusive pour négocier un consensus institutionnel ». Le représentant du Quai d'Orsay a aussi lancé « un appel pressant à un comportement correct de l'armée » au Burundi.

L'Iran dépose une plainte contre les Etats-Unis

TÉHÉRAN. L'Iran a déposé, mardi 13 août, une plainte auprès du Tribunal arbitral américano-iranien de La Haye - chargé depuis 1981 de régler les différends entre les deux pays - contre la loi dite D'Amato-Kennedy, prévoyant des sanctions contre les pays qui investiraient plus de 40 millions de dollars par an dans les secteurs pétrolier et gazier iraniens. Téheran a demandé au Tribunal d'adopter des mesures conservatoires visant à « empêcher les Etats-Unis de mettre en œuvre » cette loi et le programme américain de 20 millions de dollars, destiné à financer des actes de déstabilisation en Iran.

A Bruxelles, lors d'une conférence de presse, le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, a réaffirmé que les Etats-Unis étaient très « préoccupés par le rôle de l'Iran en matière de terrorisme et son opposition au processus de paix » et qu'ils essaieraient de convaincre leurs alliés que « le commerce avec l'Iran n'est pas une bonne affaire ». - (AFP)

Bonn demande à l'Italie

l'extradition de deux criminels SS

BONN. Le gouvernement allemand a demandé aux autorités italiennes l'extradition de l'ancien capitaine SS Erich Priebke, a annoncé, mardi 13 août, le ministère allemand des affaires étrangères. A Rome, le ministère de la justice a confirmé avoir reçu lundi soir les documents officiels en allemand concernant Erich Priebke et, le 9 août, ceux concernant l'ancien major SS Karl Hass. Les autorités judiciaires allemandes entendent juger les deux anciens nazis, âgés respectivement de 83 et 84 ans, pour leur participation, en 1944, au massacre des fosses Ardeatines. 335 civils italiens avaient été exécutés en représaille à un attentat de la Résistance italienne qui avait coûté la vie à 33 soldats allemands. Le 1er août, un tribunal militaire de Rome avait déclaré Priebke coupable, mais avec des circonstances atténuantes qui ont entraîné la prescription des faits et la libération de l'ancien capitaine SS. Devant l'immense émotion soulevée par ce verdict, Priebke avait été de nouveau placé en détention quelques heures plus tard en vertu d'un mandat d'arrêt pour meurtre délivré par le parquet de Dortmund (Allemagne). Quant à Karl Hass, il n'était que témoin au procès Priebke en Italie et n'a jamais été jugé. - (AFP)

Impasse à Genève sur l'interdiction

des essais nucléaires

GENÈVE. Les négociations sur le traité d'interdiction des essais nucléaires sont dans l'impasse, par la volonté de l'Inde, de l'Iran et du Pakistan. Ces trois pays qui s'opposent à l'accord ont reçu le soutien, au cours des consultations qui se sont déroulées dans la nuit du 13 au 14 août, du Sri Lanka, de l'Egypte et du Mexique. L'Inde s'oppose violemment à ce que le projet de traité soit communiqué à l'Assemblée générale de l'ONU, en septembre, à New York. Elle refuse même que ce texte soit soumis à la réunion plénière de la Conférence sur le désarmement, jeudi 15 août, à Genève. La représentante de New Delhi bloque ainsi la procédure qui permet de rendre public ce texte. - (Corresp.)

Le conflit rebondit

entre le Yémen et l'Erythrée

à propos des îles Hanish

SANAA. Les forces érythréennes ont occupé l'île de la petite Hanish, située à l'entrée sud de la mer Rouge et revendiquée par le Yémen et l'Erythrée, a affirmé, mardi 13 août, une source officielle yéménite. Dans un communiqué, le gouvernement a estimé que cette « présence érythréenne est une violation flagrante de l'accord signé entre le Yémen et l'Erythrée, le 21 mai, à Paris, et des arrangements techniques relatifs à l'application de cet accord ». En vertu de ce document, conclu grâce à une médiation française, les deux pays s'engageaient à soumettre leur litige sur l'archipel des Hanish - dont ils revendiquent tous deux la souveraineté - à un tribunal arbitral, dont la création est en principe prévue à l'automne. - (AFP)

Trêve entre Kaboul et le chef

de guerre de l'Afghanistan du Nord

KABOUL. Le nouveau premier ministre d'Afghanistan, le leader intégriste pashtoun Gulbuddin Hekmatyar, a annoncé, mardi 13 août, la signature d'une trêve entre Kaboul et le chef de guerre ouzbek Rashid Dostom, naguère « patron » de milices pro-communistes et actuel « homme fort » de la partie septentrionale du pays. L'ouverture de la route du Salang, qui relie la capitale à Mazar, « capitale » du nord de l'Afghanistan, devrait être le premier signe de l'application de cet accord. Trahissant le président Najibullah, qui avait été installé au pouvoir par l'envahisseur soviétique, le général Dostom avait aidé, au printemps de 1992, à la prise du pouvoir à Kaboul du commandant tadjik Ahmed Shah Massoud, avant de s'allier, début 1994, à M. Hekmatyar contre le président Rabbani. Par ailleurs le Pakistan a indiqué, lundi 12 août, qu'il allait rouvrir son ambassade dans la capitale afghane. Elle avait été fermée en 1995 après que des émeutiers l'eurent envahie et en partie brûlée. - (AFP)

■ LIBYE : les accrochages entre islamistes armés et les forces de l'ordre ont repris depuis une semaine dans la région de Derna, dans l'est de la Libye, ont rapporté, mardi 13 août, des voyageurs. Selon eux, des avions de type MIG 23 et Sukoi bombardent depuis une semaine la région montagneuse où sont retranchés les islamistes. Plusieurs affrontements sanglants entre forces de sécurité et islamistes armés ont été signalés au cours des derniers mois par l'opposition en exil. Ils auraient fait 250 morts dans les rangs de la police et 350 parmi les islamistes. - (AFP)

■ GRÈCE : une frégate de la marine turque s'est échouée, mardi 13 août, à l'est de l'île grecque de Kos, indique un communiqué du ministère grec de la défense, publié mercredi. La Grèce et la Turquie étaient convenues, au début du mois de juillet, de ne pas procéder à des manœuvres militaires en mer Egée entre le 1er juillet et le 1er septembre, mais les relations entre Ankara et Athènes se sont de nouveau détériorées après la publication, il y a une semaine, par le quotidien turc *Cumhuriyet*, d'un rapport militaire turc revendiquant une centaine d'îles, d'îlots et rochers grecs à l'est de la mer Egée. - (AFP)

« VACHE FOLLE »
Le projet de loi sur la
dépense d'imposition des
animaux pour la santé

Bruxelles incrimin

La Commission européenne
afin de...

LES MÉTHODES
de détection des
animaux...

En effet, la présence
d'un animal...
dans un...
peut être...

La Commission européenne
afin de...

LES MÉTHODES
de détection des
animaux...

En effet, la présence
d'un animal...
dans un...
peut être...

La Commission européenne
afin de...

LES MÉTHODES
de détection des
animaux...

En effet, la présence
d'un animal...
dans un...
peut être...

La Commission européenne
afin de...

LES MÉTHODES
de détection des
animaux...

En effet, la présence
d'un animal...
dans un...
peut être...

La Commission européenne
afin de...

LES MÉTHODES
de détection des
animaux...

En effet, la présence
d'un animal...
dans un...
peut être...

La Commission européenne
afin de...

LES MÉTHODES
de détection des
animaux...

En effet, la présence
d'un animal...
dans un...
peut être...

La Commission européenne
afin de...

LES MÉTHODES
de détection des
animaux...

En effet, la présence
d'un animal...
dans un...
peut être...

La Commission européenne
afin de...

LES MÉTHODES
de détection des
animaux...

En effet, la présence
d'un animal...
dans un...
peut être...

La Commission européenne
afin de...

LES MÉTHODES
de détection des
animaux...

En effet, la présence
d'un animal...
dans un...
peut être...

La Commission européenne
afin de...

LES MÉTHODES
de détection des
animaux...

En effet, la présence
d'un animal...
dans un...
peut être...

La Commission européenne
afin de...

LES MÉTHODES
de détection des
animaux...

En effet, la présence
d'un animal...
dans un...
peut être...

« VACHE FOLLE » La Commission de l'Union européenne vient de décider d'imposer des normes drastiques dans l'utilisation des cadavres d'animaux pour la fabrication de farines destinées à l'alimentation des porcs, des volailles et du poisson.

LES MÉTHODES ACTUELLES ne garantissent pas la destruction du prion, l'agent infectieux responsable de la transmission de la maladie de la « vache folle ». La France n'approuve pas la solution retenue par Bruxelles, estimant qu'elle ne correspond pas à ce que préconisent les scientifiques français.

● L'INDUSTRIE de l'équarrissage, victime de la crise de la « vache folle », a décidé de rendre payant l'enlèvement des cadavres d'animaux. Une décision qui provoque la colère des éleveurs.

Dans un entretien au Monde, le directeur du cabinet du ministre de l'Agriculture annonce que la loi sur l'équarrissage va être modifiée.

Bruxelles incrimine les méthodes de fabrication des farines animales

La Commission européenne a décidé d'imposer, d'ici le 1^{er} avril 1997, de nouvelles normes de production des aliments pour animaux d'origine carnée, afin de prévenir tout risque de transmission de l'encéphalopathie spongiforme bovine. La France conteste les choix techniques retenus

LES MÉTHODES ACTUELLES de fabrication des farines animales ne garantissent pas leur innocuité. En effet, la plupart d'entre elles ne peuvent garantir la destruction du prion, l'agent infectieux responsable de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB ou maladie de la « vache folle »). Aussi la Commission de Bruxelles a-t-elle pris une décision, publiée au Journal officiel des Communautés européennes du 24 juillet, qui impose des modes drastiques pour la transformation des carcasses d'animaux en aliment pour bétail. Mais elle n'entraîne en application que le 1^{er} avril 1997, soit dans plusieurs mois. De plus, sa mise en œuvre sera particulièrement difficile en France dont les usines ne ré-

pondent pas aux nouvelles normes. Le gouvernement français estime d'ailleurs que d'autres solutions existent, aussi efficaces que celles décidées par les instances européennes.

Depuis le début de la crise de la « vache folle », les termes de la polémique et les raisons de l'inquiétude sont connus. Le risque sanitaire qui accompagne la fabrication d'aliments pour bétail à partir des carcasses et des déchets animaux n'est en rien théorique. Dès les années 1988 et 1989, des travaux d'épidémiologie vétérinaires, conduits en Grande-Bretagne, ont permis d'établir que ces farines étaient bien directement impliquées dans l'apparition de la nouvelle affection transmissible bo-

vine qu'est l'ESB. En d'autres termes, depuis six ans sinon plus, on sait que ces farines, tout comme leur mode de production et leur usage commercial sont potentiellement dangereux. On découvre aujourd'hui que cette dangerosité est, de facto, toujours d'actualité.

HAUTE TEMPÉRATURE

Au début des années 90, une série d'études, menées avec le soutien de la Communauté européenne, avaient été mises en œuvre en Grande-Bretagne afin de déterminer quelles techniques industrielles pouvaient être retenues permettant de fabriquer des farines animales débarrassées du prion. Au terme de ces travaux,

une série de procédés furent interdits par Bruxelles en 1994. Cette décision ne devait toutefois pas concerner l'industrie française de l'équarrissage, les techniques mises en œuvre en France n'étant pas visées par cette mesure sanitaire.

Les Britanniques devaient toutefois continuer leurs recherches et découvrir ultérieurement que l'un des agents infectieux responsables de la « tremblante du mouton », affection neurodégénérative voisine de la « vache folle », n'était pas inactivé par les procédés qui avaient été précédemment autorisés, à l'exception toutefois d'un seul. Ce dernier impose une série de contraintes physiques drastiques, les farines ne pouvant être produites que si les matières pre-

mières animales sont soumises à une température de 133 degrés sous une pression de 3 bars. C'est dans ce contexte que la Commission de Bruxelles vient de prendre la décision de ne pas autoriser la transformation des déchets animaux dès lors que la méthode utilisée ne répond pas à ces critères physiques. Une inactivation insuffisante comporte, comme l'a amplement démontré l'épidémie britannique, un risque majeur : celui de recycler et d'amplifier les agents responsables des maladies à prions et de contaminer dans le même temps d'autres sources alimentaires.

La décision de la Commission suscite une grande émotion dans les milieux industriels de l'équarrissage puisque la quasi totalité des unités françaises de fabrication des farines animales n'est pas équipée comme le demande Bruxelles. On fait valoir, côté français, que les mesures récemment prises par le gouvernement à la lumière du rapport du comité des experts présidé par le docteur Dominique Dormont sont a priori suffisantes d'un point de vue sanitaire. Elles consistent, schématiquement, à exclure les tissus animaux potentiellement dangereux et les cadavres déclarés impropres à la consommation humaine des matières premières organiques destinées à être transformées en farine. Paris n'envisage donc pas pour l'instant d'appliquer en l'état la réglementation européenne.

LE PORTUGAL INQUIÈTE

La situation actuelle est d'autant plus complexe que la France n'a pas réussi à obtenir de ses partenaires qu'ils mettent en œuvre les

mesures préconisées par le comité Dormont. Une majorité des pays de l'Union estime que les nouvelles contraintes physiques de fabrication (d'ores et déjà appliquées en Allemagne) sont suffisantes et que les recommandations françaises sont sans objet. Dans le même temps, aucune mesure n'interdit la libre circulation de ces produits au sein de l'Union européenne, certains experts ne cachant pas leur inquiétude quant à l'innocuité des produits en provenance du Portugal, pays particulièrement concerné par la maladie de la « vache folle ».

En d'autres termes, rien ne permet de fournir une garantie sanitaire quant au mode d'alimentation actuel des animaux d'élevage avec des produits industriels. Les incohérences politico-commerciales s'ajoutent ici aux incertitudes scientifiques quant à l'innocuité des farines actuellement fabriquées et commercialisées. La question est aujourd'hui prise très au sérieux par les responsables gouvernementaux. Pour sa part, le ministre français de l'Agriculture vient de demander au Centre national d'études vétérinaires et alimentaires d'étudier scientifiquement les procédés actuellement en vigueur, tout comme celui imposé par Bruxelles.

Plusieurs experts ont confié au Monde qu'il faut, en ce domaine, aller plus loin et plus vite. Ils estiment qu'il faut traiter ce problème de l'alimentation animale avec des dispositions aussi sévères et rigoureuses que celles mises en œuvre pour l'industrie pharmaceutique et la fabrication des médicaments.

J.-Y. N.

Les équarrisseurs veulent être payés pour collecter les cadavres

LES PRINCIPALES entreprises françaises d'équarrissage ont pris, mardi 13 août, la décision de ne plus assurer à l'échelon national la collecte des carcasses d'animaux morts dans les fermes. Cette mesure fait suite à la décision prise par le gouvernement d'interdire l'utilisation de ces carcasses dans la fabrication des farines destinées à l'alimentation des animaux (porcs, volailles et poissons) d'élevage. Cette mesure première biologique doit néanmoins être transformée en farine par les équarrisseurs, farine dont ils doivent ensuite assurer la destruction.

L'enlèvement de ses carcasses était avant la crise de la vache folle gratuit, le financement étant assuré par leur utilisation dans la fabrication de farine. Puis l'État avait accepté de le financer à 100 %, mais il vient de décider de ne prendre en charge que 50 % du coût (Le Monde du 10 août).

Les négociations établies sous l'égide des préfets n'ayant pas abouti et le gouvernement se refusant à augmenter le montant de sa participation, les entreprises d'équarrissage réunies au sein du syndicat national de protéines et

corps gras ont décidé de ne plus assurer les collectes ou, dans certains cas, de demander aux éleveurs de financer ces dernières.

Ces derniers ont décidé de conduire de spectaculaires actions de protestation. Le 13 août des militants de la Confédération paysanne de Seine-Maritime ont ainsi bloqué à Louvetot près de Rouen un camion de la société d'équarrissage Soppraga. Cette société avait décidé de ne plus collecter à partir du 12 août les matières à haut risque dont le détenteur n'accepterait pas de payer la somme de 250 francs.

POSSIBILITÉ DE RÉQUISITION

Les militants de la Confédération paysanne ont menacé de déposer les carcasses des animaux morts dans la soirée devant les grilles de la préfecture de Seine-Maritime, si la société d'équarrissage ne revenait pas sur sa décision. Pour sa part la préfecture a rappelé que « la décision unitaire de la société d'équarrissage est en complète contradiction avec les dispositions du Code rural », et ajoute que la société d'équarrissage « est tenue d'assurer la conti-

nuité du service d'utilité publique ». Le même jour une trentaine d'éleveurs des Deux-Sèvres ont, pour les mêmes raisons, déposé huit carcasses d'animaux (une génisse, cinq moutons, une chèvre et un bouc), devant la sous-préfecture de Parthenay. Cette action visait deux sociétés d'équarrissage installées à Cholet (Maine-et-Loire) et à Benet (Vendée) qui demandent respectivement 100 francs et 250 francs par cadavre enlevé.

A Plouvaré (Côtes-d'Armor), trois cents éleveurs bretons ont manifesté mardi devant la société d'équarrissage Française Maritime. La veille, à Plouaret (Côtes-d'Armor), une dizaine d'agriculteurs avaient bloqué pendant plusieurs heures un camion d'une

société d'équarrissage pour protester contre le paiement d'une somme de 125 francs pour tout enlèvement de cadavre.

« Nous demandons que le financement du service soit négocié au niveau national, et si la profession n'écarter pas la possibilité d'y participer, il faut, en attendant, que l'État continue à en payer la totalité », a déclaré Maurice Gueguen, directeur de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles des Côtes-d'Armor. Pour éviter que les sociétés d'équarrissage refusent d'enlever les carcasses, la préfecture du département a fait parvenir aux maires des modèles-type d'arrêtés de réquisition en vue d'assurer la continuité de la salubrité publique.

Légère reprise des transactions sur le marché européen de la viande

CE N'EST PAS encore la reprise, mais plusieurs signes d'un recul du pessimisme apparaissent sur le marché européen de la viande bovine. Selon la lettre de conjoncture d'août de l'Institut de l'élevage, « les cours des taurillons (des bovins d'environ dix-huit mois) à l'entrée des abattoirs ne plongent plus depuis la mi-juillet ». Les cours avaient encore reculé de 6 % pendant la quinzaine précédente. Par rapport à l'été 1995, le recul pour ce genre d'animaux est d'environ 3 francs le kilo de carcasse.

Cette stabilisation est d'abord apparue en Allemagne, où l'on a même noté un léger relèvement des cotations début juillet (+3 %). Les Pays-Bas ont suivi. En Italie, où la monnaie se rétablit sensiblement, « l'hémorragie est stoppée », indiquent les experts du Groupe d'économie du bétail (GEB). Ce coup d'arrêt à la dégradation n'est pas dû à un tarissement des dispo-

nibilités (les abattages de jeunes bovins n'ont jamais été aussi intenses depuis quatre ans) mais à deux facteurs : les achats d'intensification (pour stocker), portant sur des quantités importantes, décidés par la Commission de Bruxelles, et la reprise des exportations grâce notamment à un relèvement des subventions.

BAISSE DES REVENUS

Les expéditions de viande fraîche française regagnent un peu de terrain, notamment vers le sud de l'Europe. La consommation des ménages italiens, qui avait chuté de plus d'un tiers en avril, n'était plus en retrait que d'un quart en mai et d'un sixième en juin.

Cette timidité touche d'optimisme est encore plus notable dans le domaine des viandes congelées. Les exportations françaises ont doublé par rapport à mai 1995. Elles sont encore assez

faibles sur l'Égypte mais ont repris fortement sur l'Iran, un « bon » marché traditionnel. Une embellie qui risque de ne pas durer très longtemps car l'Irlande, qui va commencer sa campagne d'exportation de bœufs, vise les pays du Maghreb et l'Égypte (l'Iran lui étant pour l'instant interdit pour des raisons sanitaires).

Mais cette petite reprise des transactions ne se manifeste pas encore globalement sur les cours en France : la dégradation affectant les jeunes bovins se transmet aux vaches de réforme vendues pour la viande. Entre le début et le fin juillet, le kilo de carcasse a encore perdu 50 centimes. La chute du revenu de l'éleveur est en moyenne, selon les cotations officielles, souvent contestées par les éleveurs, de 15 % par rapport à 1995 et de 25 % par rapport à 1994.

François Grosrichard

La chute des cours en France



Le maintien de la viande semble en voie de stabilisation. Cela contraste les jeunes bovins dont les exportations ont repris.

Georges Dutruc-Rosset, directeur de cabinet du ministre de l'Agriculture

« Il faut modifier profondément la loi sur l'équarrissage »

« Quelle est la position actuelle du gouvernement face aux décisions prises par les sociétés françaises d'équarrissage de ne plus procéder à l'enlèvement des carcasses des animaux d'élevage ?

« Il faut ici distinguer deux problèmes de nature différente. Il y a d'abord celui des déchets d'abattoirs qui, à la suite du rapport du comité des experts présidé par le docteur Dormont, sont considérés comme étant à risque. Il appartient aux abatteurs, qui sont en quelque sorte propriétaires des déchets, de trouver des accords avec les collecteurs et les équarrisseurs afin d'assurer l'élimination de ces déchets. L'autre problème, plus difficile encore, est celui des carcasses d'animaux qui se trouvent chez les éleveurs. Ce service fonctionnait grâce à la valorisation commerciale des farines fabriquées à partir de ces carcasses. Il faut ici trouver un système juste-ment équilibré. L'État a décidé d'apporter une subvention de 50 %, soit environ 125 millions de francs d'ici la fin de l'année, à un service qu'il convient d'organiser au plan local. Je rappelle que les dispositions législatives donnent aux maires des communes la responsabilité, et donc le pouvoir, de faire assurer la collecte des carcasses.

« En pratique, comment pensez-vous pouvoir prévenir les ac-

tions spectaculaires qui commencent à se développer dans différentes régions ?

« Nous avons demandé aux préfets de saisir les partenaires locaux pour essayer de trouver les sommes nécessaires. Il faut impérativement que des solutions soient trouvées à cet échelon, au moins jusqu'à la fin de l'année, de manière que nous ayons le temps de modifier profondément la loi de 1975 sur l'équarrissage. Cette modification est devenue nécessaire compte tenu de la situation nouvelle résultant de la crise bovine. Ce dossier sera ouvert dès la semaine prochaine. Il nous faudra trouver une solution équilibrée et équitable tout en tenant compte des nouveaux problèmes techniques et financiers auxquels sont confrontées les sociétés d'équarrissage. Ces dernières doivent en effet trouver les possibilités d'incinérer les farines grossières qui doivent être éliminées. Aujourd'hui, on envoie ces farines grossières dans les incinérateurs d'ordures ménagères, qui n'ont pas été prévus à de telles fins. Les prix dans ce secteur commencent à s'envoler. Nous cherchons actuellement d'autres possibilités d'incinération, notamment à travers les fours industriels et les fours de cimenterie. »

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

De Charroux vers Paris, la « marche de la dernière chance »

POITIERS

de notre envoyée spéciale
Le soir tombe. Au pied de l'hôtel de ville de Poitiers, des vaches blondes paissent dans un enclos de fortune comme si elles avaient toujours été là. Autour, c'est la fête. On se régale de viande grillée et de mijoté (soupe de pain et de vin). Les organisateurs de la « marche sur Paris » sont un peu débordés par le succès. Le folklore paysan, ce été, se déroule sur fond de drame. Ils ne veulent pas qu'on oublie. « Ici on part gentils, après ce sera triste. C'est la marche de la dernière chance », confie un éleveur.

Au départ, c'est une idée un peu folle. Un pari lancé il y a un mois entre une poignée de copains de Charroux, dans le sud de la Vienne. « Ce qu'il faut faire, c'est amener cent vaches à Paris », a dit l'un. Les autres ont rigolé. Puis réfléchis. Pourquoi ne pas tenter l'impossible quand tout le reste a échoué ? « La crise de la viande est sans précédent, dit un vieil éleveur, c'est comme le phylloxera qui avait ravagé la viticulture. »

Seul Dieu et Chirac pouvaient les sauver. L'idée de marcher sur Paris, « pour le ren-

baroque, admet Pierre, chef de la petite troupe, mais elle a plu ». Aux réunions ils ont d'abord été quarante, puis soixante, puis quatre-vingt-dix. Tous ont accepté de fournir bêtes, tracteurs, bétailières, etc. Les coopératives, négociants, fournisseurs et jusqu'aux vétérinaires ont versé leur obole au projet. Les grands syndicats, FDSEA et CDJA, ont aussi soutenu... avant de se rétracter, deux jours avant le départ. Sans eux l'entreprise s'aurait beaucoup plus hasardeuse, malgré le soutien de la Coordination rurale, de la Confédération paysanne et du Modet. Mais le mouvement était lancé. Les vaillants éleveurs de Charroux n'allaient pas fléchir ! Alors ils sont partis, dimanche 11 août, syndiqués et non syndiqués, avec vingt-six vaches, dix tracteurs et un courage gros comme ça !

GESTES DE SOLIDARITÉ

Depuis, ils s'étonnent eux-mêmes de leur triomphe. « C'est presque le Tour de France. A tous les carrefours on nous salue. Je n'ai jamais été autant applaudi. » On leur donne des fruits, du vin, du foie. Dimanche matin, une boulangère les attendait avec des pains au chocolat. Toutes les municipalités leur ont of-

fert un gîte pour la nuit, et la gendarmerie, bienveillante, veille efficacement sur le cheminement du cortège qui s'étire sur un bon kilomètre. Les vaches enfin se sont miraculeusement accoutumées à marcher ensemble bien qu'elles n'appartiennent pas aux mêmes troupeaux. Pas de friction, pas d'affolement. Mieux, elles prennent spontanément le relais, comme des cyclistes : ce n'est jamais la même qui tire le peloton !

Reste le plus dur. Jusqu'ici, nos éleveurs étaient en pays connus. Beaucoup retournaient même à leurs fermes pendant la nuit. Mais plus ils s'éloignent de leur base, plus l'entreprise sera délicate. « On n'est pas rendus à Paris », admettent-ils. Après la Vienne, il faudra traverser l'Indre-et-Loire, puis le Loiret et surtout la Beauce, fier redouté des grands céréaliers. Heureusement, la solidarité s'organise. D'autres, espèrent-ils, prendront le relais. Déjà on annonce une délégation d'éleveurs de La Roche-sur-Yon (Vendée) et de Bressuire (Deux-Sèvres). « Le problème, c'était de démarrer. Mais ça se passe bien. Ça ira loin. Si on ne fait rien, on est cuits. »

Véronique Maurus

SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 15 AOÛT 1996

ENVIRONNEMENT La plus grande partie du nord de la France connaît une sécheresse persistante depuis quelques mois. Mais au ministère de l'environnement, on se

refuse à se montrer trop alarmiste, la situation n'étant pas jugée « dramatique ». **DANS LA MANCHE**, la région de Cherbourg, qui ne dispose pas de nappe phréatique

proche, traverse une période délicate. Les restrictions de consommation devraient permettre de faire la jonction avec la prochaine période pluvieuse. Cependant, la question

de la prévision de ces épisodes secs se pose : faut-il aménager les principaux cours d'eau de la région pour parer à des situations qui restent, finalement, exception-

nelles ? **LES AGRICULTEURS ET ÉLEVÉS** de la Manche semblent assez sereins. Le bilan de leur manque à gagner éventuel ne pourra être dressé qu'en fin d'année.

Le nord-ouest de la France fait l'apprentissage de la sécheresse

Le manque de précipitations a atteint cette année des niveaux record. En Basse-Normandie, une des régions les plus touchées, élus et responsables techniques s'efforcent de mieux gérer les ressources en eau et s'interrogent sur l'opportunité de nouveaux aménagements

CHERBOURG
de notre envoyée spéciale
La Basse-Normandie apprend progressivement à gérer la sécheresse. Région la plus durement touchée, elle s'interroge sur cette situation apparemment paradoxale qui veut que le nord-ouest du pays manque d'eau, alors que le sud de la France ne connaît pas ce problème. L'alerte, en fait, avait été donnée dès le printemps : la faiblesse des précipitations de l'hiver (il a plu deux fois moins que d'habitude) promettait un été difficile. Le scénario s'est confirmé, aggravé même, avec un déficit pluviométrique qui a atteint 85 % en juillet.

La situation a beau être exceptionnelle, elle succède à plusieurs étés où « les cours d'eau ont certes tenu », mais donné quelques frayeurs. Les collectivités locales et leurs services techniques s'interrogent : comment mieux gérer les ressources en eau ; faut-il investir massivement dans de nouveaux réseaux d'approvisionnement ; suffit-il de s'en remettre au bon vouloir du ciel ? « La Normandie est réputée pour être arrosée, concède en souriant Denis Wahl, chef de cabinet du préfet de la Manche. Il serait étonnant qu'en septembre ou en octobre il ne pleuve pas », prédit-il pour parer à tout catastrophisme. Les avertis du dernier week-end n'ont offert qu'un répit, d'une semaine environ, aux réseaux d'eau potable. Faute de nouvelles précipitations, la situation se tendra à nouveau.

Pour préserver les ressources, les préfetures des trois départements

de la Basse-Normandie (Manche, Orne, Calvados), ont pris tour à tour des arrêtés limitant les usages de confort de l'eau. L'irrigation des champs aux heures les plus chaudes de la journée a ensuite été interdite, puis les arrosages de pelouses, le lavage des véhicules, le remplissage des piscines. Dans plusieurs endroits du département de la Manche, « où des difficultés d'approvisionnement en eau potable sont apparues », l'arrosage des terrains de sport, greens et hippodromes ainsi que des jardins a été circonscrit à certaines heures tardives. Le lavage des bateaux à l'eau

douce a été limité à deux fois par semaine. Ces décisions se veulent d'abord pédagogiques. Comment en effet se persuader qu'un département comme la Manche, irrigué par plus de 4 500 kilomètres de cours d'eau (une des plus fortes densités françaises), puisse se retrouver en situation de pénurie d'eau ? L'agglomération de Cherbourg connaît la situation la plus délicate. Son alimentation en eau potable dépend à 70 % de la Divette. Le débit de la rivière a chuté mi-juillet à 800 mètres cubes par heure, alors que la ville en pompe plus de

700 mètres cubes dans le même temps... La législation sur l'eau interdit pourtant de laisser moins de 20 % d'eau dans une rivière.

Mais la ville de Cherbourg ne peut compter que sur quelques forages. La nappe phréatique la plus proche - la seule du département - celle de Carentan, est trop éloignée pour que la communauté urbaine (CUC) puisse compter dessus. Des connections nécessaires des travaux difficiles dans une région vallonnée, pour un coût jugé pharaonique. « La ville doit-elle investir pour résoudre une situation exceptionnelle,

ou faut-il prendre des mesures ponctuelles qui embêtent le consommateur ? », résume Rémy Brun, responsable de la mission interservice de l'eau (MISE) à Saint-Lô.

FAIRE DES ÉCONOMIES

D'aucuns estiment que Cherbourg, où les arsenaux doivent prochainement perdre 2 000 emplois, ne pourrait supporter un tel investissement et que les priorités sont autres. A Granville, sur la côte ouest, la problématique est sensiblement la même : la ville, qui passe de 5 000 habitants l'hiver à 30 000 l'été, doit-elle envisager des

travaux d'envergure en tablant sur l'intensification de son activité touristique, ou continuer de compter sur une météo clémente, c'est à dire pluvieuse ?

La solution des retenues d'eau est jugée tout aussi réaliste. L'ampleur des crues imposera la construction d'ouvrages aux dimensions la plupart du temps inutiles, et les sites favorables sont rares. Sur un de ces cours d'eau déjà aménagés, il a d'ailleurs fallu ouvrir un à plusieurs biefs pour sauvegarder les élevages piscicoles. Les deux derniers sont, eux, restés fermés : des activités nautiques s'y sont développées, et en privant les vacanciers aurait suffi à les faire fuir. En outre, ces installations imposent des contraintes : il faut gérer des « lachures » en période de crues ou de sécheresse, en prévoir le franchissement par les espèces migratrices, et enrayer la prolifération d'algues microscopiques qui rendent difficile le traitement de l'eau.

A défaut de trancher, Cherbourg s'organise. Une unité de traitement des eaux mobiles de la Compagnie générale des eaux (CGE) pourrait être installée sur un cours d'eau non encore exploité, si la sécheresse ne cesse pas rapidement. La municipalité de Cherbourg multiplie les messages à destination des habitants et a précisé que l'arrosage des massifs de gazon dans la ville était fait avec de l'eau non potable.

A mesure que la saison avance, l'espoir d'échapper à une situation réellement catastrophique grossit. « Pour commencer, l'évaporation va s'amoindrir », expliquent Lionel Chevalier et Frédéric Gresselin, de la direction départementale de l'environnement (DIREN). La végétation va entrer dans une phase moins consommatrice d'eau, les cultures arriver « en bout de pousse ». Par ailleurs, après le « pont du 15 août », redouté pour son afflux de vacanciers, la population du département va retrouver son niveau normal. Enfin, il serait étonnant que l'automne n'apporte pas son lot d'averses « efficaces ». C'est pourquoi les hydrologues de la DIREN estiment qu'avant d'envisager des aménagements d'envergure dont la rentabilité reste à démontrer, il faut sans doute songer à « développer les économies d'eau ». Environ 30 % de l'eau disparaît dans des fuites, s'inquiète Lionel Chevalier. Vérifier l'étanchéité des réseaux, c'est une mine de gains en eau et en argent possibles. Cela permettrait de passer plus facilement des périodes tendues au lieu de penser à surdimensionner les installations. »

Aude Dassonville

Agriculteur, Jean-Paul n'aime guère « s'affoler »

MANCHE

de notre envoyée spéciale

Jean-Paul James, agriculteur à Héauville, à une vingtaine de kilomètres de Cherbourg, regarde les réserves de nourriture pour ses cent vingt têtes de bétail s'amoindrir. Depuis le mois de juin, l'herbe ne repousse plus très vite, il a dû compléter l'alimentation des génisses et des vaches avec un ensilage qu'il n'aurait dû entamer qu'à l'automne. Ses cultures de maïs ont également moins bien profité. Assouffis à la floraison, les plants donneront moins cette année. « Je ne suis pas du genre à m'affoler », sourit pourtant ce cultivateur au visage tanné comme celui d'un marin.

Depuis 1989, Jean-Paul James s'est équipé pour irriguer ses cultures, parfois situées sur des terrains sablonneux. Cette année, il a dû arroser plus que d'habitude. L'eau est pompée dans le Petit Douet, un ruisseau qui passe près de ses terres. Quatre restrictions imposées par la préfecture, qui interdisent l'arrosage

entre 13 et 17 heures, il se joue un peu d'elles. « On y fait attention, mais les jours où le temps est couvert, l'eau s'évapore moins, alors on continue d'arroser », lâche-t-il. Les autres jours, si le cycle d'arrosage n'est pas terminé à l'heure imposée, il le laisse s'achever sans trop s'affoler. De toute façon, son ruisseau « n'a pas trop baissé », assure-t-il.

PLUS MALHEUREUX QU'EUX

La sécheresse était bien plus sévère en 1976, estime Jean-Paul James, et puis, il y a plus mal loti que lui. Les maraîchers du val de Saire, à l'est de Cherbourg, souffrent davantage. Eliane et Charles Enquibecq, producteurs de pommes de terre, de carottes et de choux-fleurs à Citroux, en savent quelque chose. Leurs parcelles sont bien trop dispersées pour qu'ils aient un jour envisagé d'investir dans un forage.

Pas question donc d'arrosage intensif. Ils estiment que les pertes de production pour-

raient atteindre les 30 % à 40 % suivant les variétés. « C'est dur, parce qu'on aime bien être récompensés de notre travail, dit Eliane. Cette année, c'est la sécheresse. Une autre année, on perd des légumes à cause de maladies déclenchées par un excès d'eau. Il est rare que le rendement soit de 100 %. » Les carottes ne seront donc pas lisses comme les aiment les Parisiens. En revanche, les pommes de terre ont gagné en qualité et se conserveront mieux.

Eliane et Charles estiment eux aussi que les conditions climatiques ont fait de plus malheureux qu'eux : les légumes du pays de Crèances, sur la côte ouest, dont les terrains, exposés au vent qui dessèche, sont en plus sablonneux. Mais Philippe Jean, producteur dans cette région, ne tire pas encore la sonnette d'alarme : « La pluie du week-end passé est tombée au bon moment, la situation n'est pas irrémédiable », dit-il.

A. Da.

Un déficit pluviométrique préoccupant

DEPUIS le début de l'année, le nord de la France connaît une sécheresse record, qui s'est encore aggravée récemment : le mois dernier, les précipitations n'ont représenté dans plusieurs départements que 25 % de ce qui tombait en moyenne durant le mois de juillet, ces cinquante dernières années (voir carte ci-contre). La Basse-Normandie, le Bassin parisien, la Lorraine, le Pas-de-Calais et le nord de la Bourgogne sont les régions les plus touchées par ce déficit pluviométrique persistant. En revanche, la sécheresse a épargné le Sud et notamment le Languedoc-Roussillon, particulièrement arrosé.

En dépit de ce constat, Noël Godard, sous-directeur de la gestion des eaux du ministère de l'environnement, reste confiant. « Cette sécheresse estivale n'est pas dramatique et rien ne porte à croire qu'elle puisse s'aggraver, estime-t-il. L'expérience montre que les pé-

nuries d'eau préoccupantes en juillet ne le sont plus dès la fin de l'été. D'ailleurs, « une vingtaine de départements seulement ont pris des mesures de restriction de la consommation de l'eau ».

Pas de comparaison possible avec l'été 1976, celui de l'« impôt sécheresse », durant lequel aucune région de France n'avait été épargnée.

Si certaines régions sont plus déficitaires que d'autres, c'est aussi en raison de leur activité agricole. En Beauce, en Aquitaine, ou en Poitou-Charentes, par exemple, l'arrosage des cultures accentue le déficit en eau. L'équation de la sécheresse est finalement simple : plus les apports d'eau sont faibles d'un côté, plus la demande est forte de l'autre. L'absence de pluie n'explique pas, à elle seule, la baisse du niveau des nappes.

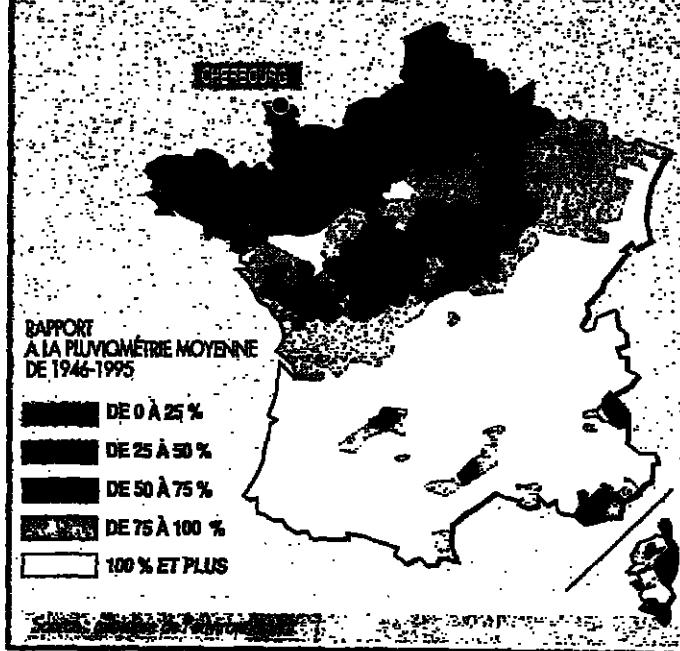
Ces dernières risquent-elles pour autant de s'assécher à force d'y puiser cet or qui fait cruelle-

ment défaut en surface ? Certes, leur niveau a parfois diminué de plusieurs mètres, comme en Beauce. Mais, assure Noël Godard, les pluies d'octobre à juillet rechargent naturellement ces immenses réservoirs d'eau qui ne risquent pas de s'épuiser. Il n'est pas de même des rivières. Dans certaines régions, la baisse du niveau des nappes a une influence spectaculaire sur le débit des cours d'eau qui y prennent leur source. C'est le cas, par exemple, de la Loire, en Eure-et-Loir, ou de la Saône.

Une vague pluvieuse, comme celle qui traverse actuellement la France, passe bien des blessures. Si les averse ne sont pas encore suffisantes pour remettre à niveau les nappes phréatiques, les précipitations alimentent les rivières, dont le débit augmente déjà, affirme Noël Godard.

Sophie Coisne

Un mois de juillet 1996 très sec dans le Nord-Ouest



La gendarmerie enquête sur une double disparition dans le Sud-Est

LE PARQUET de Digne (Alpes-de-Haute-Provence) a ouvert une information judiciaire pour enlèvement et séquestration, mardi 13 août, huit jours après la disparition d'une grand-mère et de son petit-fils dans le sud-est de la France. Suzanne Ayme-Jouve, âgée de soixante-quatre ans, et Nicolas-Paul, huit ans, avaient quitté Avignon le lundi 5 août au matin à bord d'une Peugeot 106 rouge. Ils devaient se rendre à Pra-Loup, une station alpine où ils avaient réservé un studio pour une semaine de vacances. Or ils n'ont pas donné signe de vie depuis leur départ de la Cité des papes. Ils ne se sont pas non plus présentés, lundi 12 août, à Nice, au domicile des grands-parents maternels du petit garçon, chez lesquels il devait poursuivre ses vacances.

Les recherches terrestres et aériennes effectuées sur l'itinéraire Avignon - Pra-Loup sont restées vaines. Les différents témoignages signalant la présence d'une 106 « Kid » rouge dans la région n'ont pu être confirmés. Bien

qu'aucune demande de rançon ne lui soit parvenue, la famille commence à écarter l'hypothèse d'une fugue ou d'un accident dans ce secteur montagneux, pour privilégier celle de l'enlèvement. Philippe Ayme-Jouve, fils de M^{me} Ayme-Jouve et père de l'enfant, a donc déposé plainte contre X... lundi, auprès de la gendarmerie de Barcelonnette. « Je ne vois pas quel intérêt il y aurait eu à les enlever mais, les recherches n'ayant rien donné, nous sommes bien obligés de l'envisager », a-t-il indiqué au Monde mardi soir.

Cette plainte, qui a conduit le parquet de Digne à ouvrir une information judiciaire, donne une nouvelle orientation à l'enquête confiée au juge d'instruction Philippe Assonin.

Au-delà des simples recherches, les gendarmes vont pouvoir enquêter dans l'environnement familial et professionnel des disparus. Selon son fils, directeur d'une société d'agroalimentaire en région parisienne, Suzanne Ayme-Jouve n'avait « pas particulièrement de

l'argent ni le besoin d'en avoir ». Après avoir été mariée à un responsable du groupe Saint-Gobain en poste en Italie, elle vivait seule en Avignon. Toujours d'après son fils, elle fréquentait un « nombre considérable de gens » et participait souvent à des sorties culturelles en Provence.

UNE VIE PAISIBLE

La dernière personne à l'avoir vue en compagnie du petit garçon est le responsable de la mission catholique italienne d'Avignon, le Père Davino. Arrivé en France au mois de décembre 1995, ce dernier a pris des cours de français auprès de M^{me} Ayme-Jouve, qui habitait le même quartier : « Elle est très pratique, elle vient souvent à l'église, nous a-t-il expliqué. Au mois de mars, je lui ai demandé si elle serait prête à m'aider pour mes visites aux familles italiennes installées dans le Gard et la Vaucluse. Je savais qu'elle travaillait bénévolement pour le centre de transfusion sanguine d'Avignon. Elle s'est gentiment chargée de mon secrétariat. Je connais

aussi le petit Nico. Il était arrivé le jeudi en avion. Lundi, lorsque je les ai vus partir, tout avait l'air normal. Je ne comprends pas ce qui a pu se passer. Nous prions tous les jours pour eux. »

Dans un premier temps, Philippe Ayme-Jouve avait évoqué une possible « amnésie momentanée » de sa mère. Après avoir mené ses propres investigations en Avignon avec son frère et sa sœur, il s'orienta aujourd'hui prudemment vers l'« environnement » de sa mère : « Je ne me permets pas de mettre en cause qui ce soit, mais maman est en parfaite santé mentale. Elle n'a pas pu faire une fugue avec mon petit garçon. Elle n'a pas retiré d'argent ni fait de dépenses depuis le jour de leur disparition. Quant à la mission du Père Davino, elle n'a rien de sectaire, contrairement à ce qu'on a pu entendre ça et là. Vous savez, nous avons une vie familiale des plus paisibles. Nous sommes dans le flou le plus complet et c'est dramatique. »

Philippe Broussard

27 kilos de billets ont été dérobés sur l'aéroport de Perpignan

UN COMMANDO armé a intercepté, mardi 13 août sur l'aéroport de Perpignan-Rivesaltes (Pyrénées-Orientales), un Airbus A 330 d'Air Inter Europe, en provenance de Paris, qui venait d'atterrir. A 18 h 20, les passagers qui allaient embarquer dans le même appareil sur le vol retour ont été avertis qu'« un incident en bout de piste retarderait le départ du vol Perpignan-Orly ». Deux hommes armés de fusils mitrailleurs et cagoules sont arrivés à la hauteur de l'Airbus en criant : « Arrêtez les moteurs, c'est un hold-up ! » Des coups de feu ont été tirés, l'un des projectiles touchant le cockpit. Les braqueurs se sont directement dirigés vers la soute n° 5 qui contenait plusieurs sacs, dont 27 kilos de billets de banque destinés à la société de convoyage de fonds Brink's. Les cinq ou six hommes se sont enfuis à bord d'une des trois fourgonnettes dans lesquelles ils étaient arrivés. La préfecture a aussitôt déclenché le plan « Epervier ».

« On a affaire à du gros gibier », a commenté l'un des enquêteurs. Le montant exact du vol n'a pas été communiqué. (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **CAMPING** : le juge des référés du tribunal de grande instance d'Armeny (Haute-Savoie) a ordonné, mardi 13 août, l'évacuation, avant le 17 août, du camping du Lachat, situé sur un terrain inondable, à Thônes, et qui faisait depuis le 15 juillet l'objet d'un arrêté préfectoral de fermeture.

■ **CORRUPTION** : une information judiciaire a été ouverte par le parquet de Besançon, mardi 13 août, contre le vice-président du conseil général du Doubs, André Cuinet, maire (PR) de Pontarlier, soupçonné d'avoir procuré des marchés publics à son entreprise d'études thermiques.

هكذا من الأصل

« Big boss »
dès l'adolescence
il épate son mon
par son cuio
et sa réussite
précoce.
L'enfant prodige
pèse
déjà plusieurs
millions de mark
il s'attaque
au marché
asiatique,
et son instinct
des affaires fait
réver les vieux.
Une audace
qui s'oppose
à la « mentalité
d'artisans »
traditionnelle
du pays

Lars, 19 ans, entrepreneur et allemand

HORIZONS

PORTRAIT

Lars, 19 ans, entrepreneur et allemand

« Big boss » dès l'adolescence, il épate son monde par son culot et sa réussite précoce. L'enfant prodige pèse déjà plusieurs millions de marks, il s'attaque au marché asiatique, et son instinct des affaires fait rêver les vieux. Une audace qui s'oppose à la « mentalité d'artisans » traditionnelle du pays

QUITTEZ le lycée avant le baccalauréat, fondez une entreprise à l'âge de seize ans, spécialisez-vous dans l'informatique et brassez des millions de deutschemarks de chiffre d'affaires avec la Chine, le Vietnam et l'Asie tout entière... Telle est la philosophie que Lars Windhorst, dix-neuf ans, s'est promis d'inculquer à ses compatriotes à partir de son expérience personnelle. Les Allemands, éberlués de la réussite précoce de ce millionnaire au visage encore couvert d'acné juvénile, ne parlent plus que de lui. Petit génie du marketing ou imposteur de talent ? Les avis divergent, mais le parcours singulier de Lars ne laisse personne indifférent. Réussir jeune : voilà qui ne passe pas inaperçu dans un pays qui s'interroge sur le maintien de sa compétitivité économique et sur les conséquences à long terme d'une démographie déclinante.

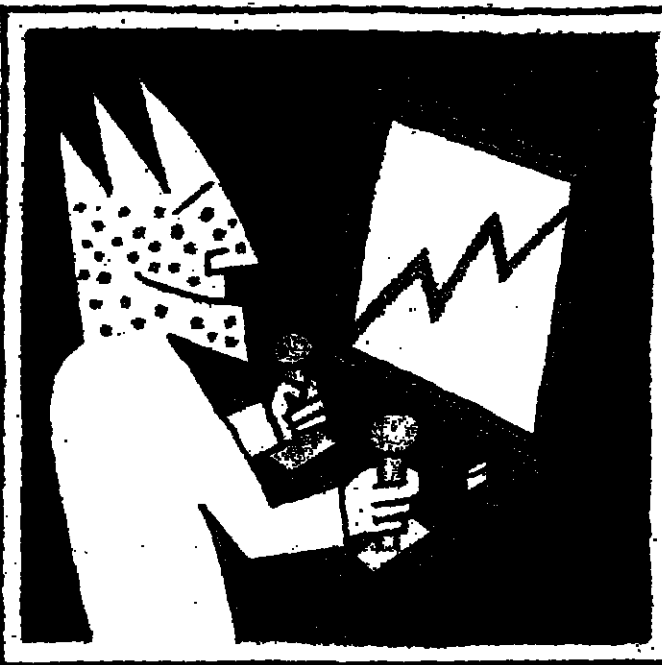
« J'ai un instinct particulier pour l'économie. Je n'ai besoin que de très peu de temps pour faire une synthèse des informations et des idées qui me viennent en tête. Tout d'un coup ça fait « clic » et je sais soudain ce qui va me rapporter de l'argent », disait récemment Lars Windhorst dans une interview au Spiegel. En Allemagne, on n'est pas vraiment habitué à entendre des propos aussi directs, à la mode américaine, sur le thème de l'argent et de la réussite sociale.

Celui qu'on qualifie communément de « plus jeune manager allemand » fascine en même temps qu'il attire les soupçons. Après en avoir fait un Wunderkind (un « enfant prodige ») de l'économie allemande, la presse allemande a démolie le piédestal qu'elle avait dressé pour lui. Le Spiegel mais aussi le Stern enquêtent avec beaucoup de soin sur certaines méthodes douteuses du jeune patron - abus de confiance, liquidités insuffisantes et publicité mensongère - et dénoncent sa « folie des grandeurs ». En revanche, Focus, un hebdomadaire plus conservateur et proche du pouvoir, soutient le jeune prodige au nom des vertus de la réussite sociale et de l'économie de marché.

On saura bien un jour ou l'autre si le jeune homme n'était qu'un

chiffre d'affaires proche de 200 millions de deutschemarks (700 millions de francs environ). L'audace du jeune homme a rapidement séduit l'opinion publique et les dirigeants de Bonn.

L'entrée dans la vie active, en Allemagne, s'effectue en général après de très longues études. Aussi Helmut Kohl cite-t-il Lars Windhorst en exemple pour encourager les jeunes générations de son pays à faire preuve d'initiative : « C'est de jeunes gens comme lui dont nous avons besoin. » Le chancelier l'a emmené avec lui lors d'un voyage en Asie l'an dernier, se faisant photographier à ses côtés à plusieurs reprises. L'occasion, pour le chef du gouvernement, d'entendre de la bouche du jeune entrepreneur des propos comme ceux-ci : « L'Allemagne possède une mentalité d'artisans, mais pas d'entrepreneurs », ou bien « On peut évoquer le thème des droits de l'homme avec des interlocuteurs chinois, mais pas en permanence ».



Bernard Tapie allemand en culottes courtes ou s'il a été manipulé par des associés moins jeunes et moins idéalistes que lui... Quoi qu'il en soit, et au bénéfice du doute, son curriculum vitae a de quoi impressionner. Né en 1977, il s'est mis à bricoler des ordinateurs dès l'âge de treize ans dans son garage, avant de partir à la conquête des marchés lointains de l'Asie. Il avait pris soin d'apprendre des rudiments de chinois.

Quelques années plus tard, le voici qui dirige, alors qu'il n'est même pas âgé de vingt ans, un empire sur lequel le soleil ne se couche jamais ! Son groupe compte aujourd'hui, selon ses propres dires, 370 employés, dont 220 rien qu'en Asie. L'Asie, ah ! l'Asie... « Deux milliards de personnes, et la moitié d'entre elles au-dessous de vingt-cinq ans. C'est là que tout va se passer », dit-il à toute vitesse, en avalant les mots.

Avec vingt filiales réparties essentiellement entre l'Allemagne et la Chine, le Konzern qui porte son nom aurait réalisé en 1995 un

« Je ne suis pas le Bill Gates allemand », dit Lars Windhorst, qui ajoute avec un brin de morgue : « Il n'avait pas fondé, lui, une entreprise à l'âge de seize ans. » En effet, contrairement au fondateur de Microsoft, Windhorst est un commerçant et non un inventeur de technologies nouvelles. L'entreprise de cet adolescent allemand avait pour principal objectif, au tout début, de faire venir en Allemagne des pièces détachées d'ordinateurs fabriquées à bas prix en Chine. Le teenager avait déjà testé la qualité du matériel importé à l'occasion de réalisations personnelles : « A quinze ans, j'avais déjà plusieurs clients en Allemagne, pour qui je fabriquais des ordinateurs ou à qui je livrais des pièces. »

Agé de seize ans, Lars Windhorst quitte le lycée. « Aujourd'hui, n'importe qui passe le bac », explique-t-il à sa mère un peu interloquée, mais qui se rassure en se disant que son fils est peut-être un gurdou (« Il a commencé à parler à un an »). D'abord dubitatif, un homme d'affaires chinois, rencontré à Düsseldorf, accepte finalement de prêter son concours à l'aventure : M. Chang devient le premier partenaire de Lars Windhorst, qui apprend le mandarin auprès de son épouse. « Les entreprises allemandes n'ont aucune idée de la façon dont on fait des affaires en Chine », dit aujourd'hui Windhorst avec l'assurance d'un expert. Lui a mis très tôt en place, notamment dans les provinces du sud de la Chine, un réseau de contacts personnalisés auprès des dirigeants locaux. En échange de l'attention que ceux-ci portent à ses affaires, il leur offre de menus services, comme la livraison d'une Porsche ou l'obtention d'un visa pour l'Allemagne.

Très vite, le marché se révèle porteur. Les bénéfices réalisés permettent un début de diversification des activités. Windhorst s'approprie ainsi à construire une immense tour de bureaux de cinquante-cinq étages à Ho Chi Minh-Ville (ancienne Saïgon) bien qu'il n'ait pas encore obtenu de permis de construire. Il vend ses services dans l'import-export à des entreprises de tous les secteurs, y compris dans celui de l'énergie avec l'exportation clés en main de centrales électriques.

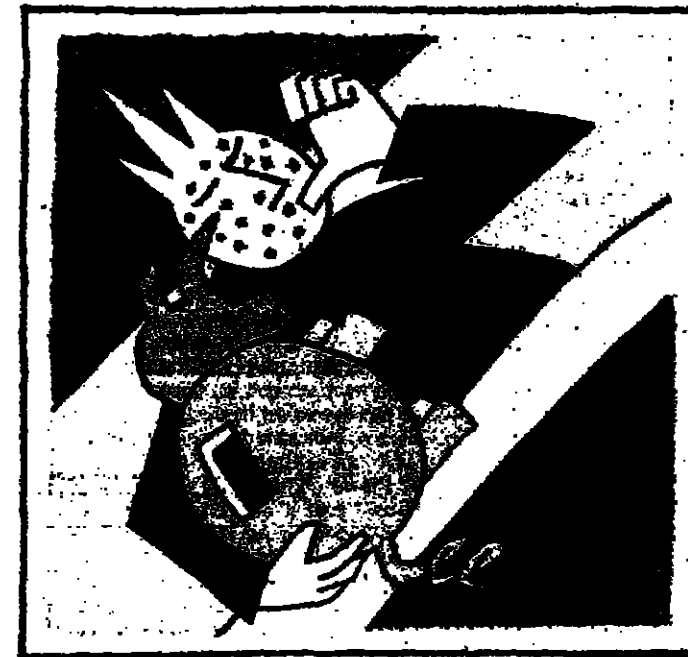
A peine majeur, Lars Windhorst n'a pas encore eu l'occasion de voter. Il affirme « avoir déjà vécu l'essentiel de ce qu'on doit avoir vécu à mon âge, mais de manière comprimée ». Il a arrêté de fumer à quinze ans, mais boit toujours du Coca-Cola, de préférence mélangé à un peu de bière. S'il vient tout juste d'avoir son permis de conduire, c'est pour rouler, déjà, au volant d'une Mercedes 600. Il habite toujours une chambre de garçon chez ses parents mais s'habille chez Armani, dans des costumes qui paraissent trop grands pour lui. Interrogé sur ses ambitions secrètes par la presse allemande, il répond : « Trouver la femme de ma vie. »

Lars Windhorst, un jeune qui fait rêver les vieux ? Ceux qu'il fascine n'ont pas son âge. « Mes amis ne

NOUVELLES VAGUES

Une série de portraits qui jalonnent les continents pour décrire la jeunesse du monde

Demain : Fabio, 24 ans, journaliste et sicilien

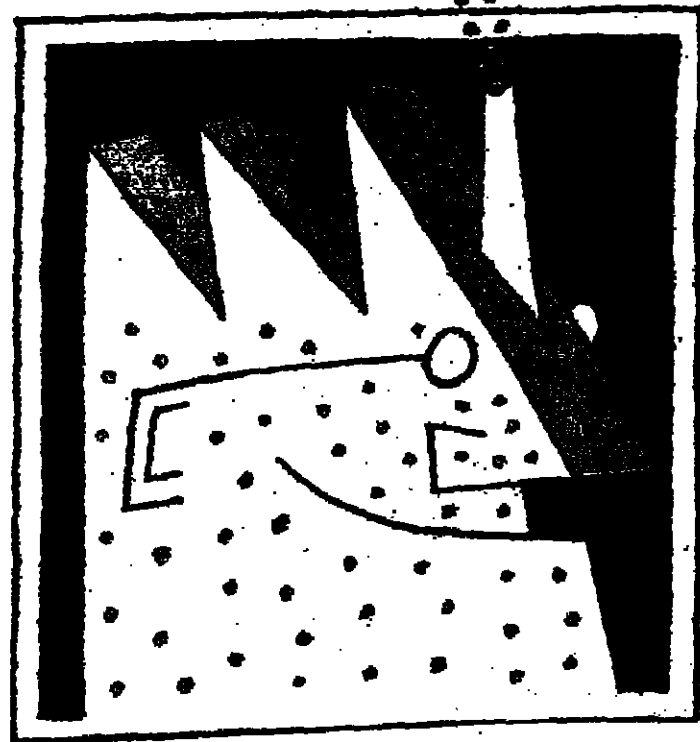


m'envient pas, dit-il. Ils me disent qu'ils n'aimeraient vraiment pas avoir une vie stressée comme la mienne. » Le plus jeune patron d'Allemagne professe un mépris souverain pour les discothèques et passe l'essentiel de son temps avec des hommes de quarante ans ou plus. « Au jardin d'enfants, je m'ennuyais. A l'école, j'ai commencé à trouver plus de distractions. J'aimais discrètement le Handelsblatt (le quotidien des affaires allemand) et je le lisais sous ma table. »

L'ingrédient premier de sa réussite réside dans le bluff. Le bluff, c'est se faire photographier avec une mappemonde entre les mains ou dans la posture de Rastignac sur un chemin de corniche dominant Hongkong. Bluff toujours : Lars Windhorst a choisi d'établir son QG asiatique à Hongkong, où le groupe loue 300 mètres carrés de bureaux pour 150 000 francs par mois au quarante-troisième étage d'une des plus luxueuses tours de l'enclave. Mais à Rahden, sa petite ville natale de la campagne westphalienne, le siège social du groupe, qui va bientôt s'étendre, est installé dans une modeste construction aux abords de laquelle règne un parfum d'herbages et de vaches.

Le bluff, c'est aussi savoir s'exprimer à son aise face à tous les publics, même les plus choisis. Lars Windhorst rassemble régulièrement autour de lui les plus éminents dirigeants allemands - y compris le président de la République - pour des dîners de gala ou des concerts de bienfaisance. Les revenus de la soirée, chaque fois, sont entièrement reversés à une association de secours aux victimes d'accidents du cerveau et de la moelle épinière dirigée par Hannelore Kohl, l'épouse du chancelier. Décidément, Lars Windhorst dispose d'un « instinct particulier » pour la réussite de ses affaires. Mais il le concède aujourd'hui : « Mon image de Wunderkind a disparu. Peut-être qu'on prend désormais au sérieux mes talents d'entrepreneur. »

Lucas Delattre
Dessin : Sergueï



Le Monde

ÉDITORIAL

La France et l'innovation industrielle

LES entreprises rognent sur la recherche sous l'effet de la crise. C'est un paradoxe. Elles devraient au contraire gonfler leurs budgets. Dans la compétition mondiale, la recherche est le seul moyen de garder une longueur d'avance sur ses concurrents. Donc d'augmenter ses parts de marché et de s'ouvrir de nouveaux territoires.

Sur les produits banalisés, la bataille est féroce et se joue sur les coûts de production les plus bas possibles. La France a peu de chances de gagner cette bataille-là. Pour trouver sa place dans l'économie internationale, il lui faut faire ce que les autres ne savent pas faire. Ainsi le constate-t-on dans le textile où, dès qu'une entreprise possède un savoir-faire technologique, elle se met hors de portée de la concurrence des pays à bas salaires.

La recherche est, avec la formation des hommes, le moyen de conserver une industrie prospère et, avec elle, des emplois. Il est dommage que les entreprises ne le comprennent pas assez et, avec elles, les pouvoirs publics. Pourquoi ne pas injecter dans la recherche une partie des aides à l'emploi jugée inefficace ou mal utilisée ?

Les Français ont la réputation d'être des ingénieurs et des créateurs. Deux atouts que l'on ne retrouve pas assez dans le profil de leur industrie. Alors que les entreprises allemandes réalisent deux tiers de leur chiffre d'affaires avec des produits nouveaux, la proportion n'est que d'un tiers dans les sociétés françaises.

L'innovation est un état d'esprit. Il doit régner dans l'entreprise comme dans le reste de la collectivité nationale. Aussi faut-il regretter qu'au-delà des discours de principe les structures ne s'adaptent pas. Combien de jeunes entreprises françaises innovantes ne trouvent à se financer... qu'au-delà de l'Atlantique ? La profession de financier du capi-

tal-risque s'est raréfiée en France. L'un des handicaps de l'innovation en France tient sans doute au fait que, par tradition corporatiste, le citoyen comme l'entreprise attendent tout, ou presque, de l'Etat.

Il est vrai que les grands programmes nationaux civils et militaires (aérospatial, nucléaire, téléphone...) ont tiré la recherche. Mais il existe aussi des secteurs (pharmacie, matériaux, équipements automobiles) particulièrement riches en découvertes, qui ne doivent rien à ces grands programmes.

L'Etat compte encore pour 50 % dans le financement de la recherche en France, contre 35 % aux Etats-Unis et en Allemagne, et 20 % au Japon. Ce poids de l'Etat a donné la primauté en France à la recherche fondamentale liée à l'université plus qu'à ses traductions innovantes dans l'entreprise. Résultat : les firmes françaises sont moins proches du marché et des besoins des clients et des consommateurs que leurs homologues japonaises, américaines ou allemandes.

Si l'Etat ne peut « faire » de l'innovation à la place de l'entreprise, tout au moins peut-il créer des conditions qui lui soient favorables.

Commémorations : l'art d'être-dans-le-temps

par Jean Chesneaux

LE projet commémoratif, selon Paul Garde (*Le Monde* du 7 août), se situe à l'opposé même de la réflexion historique. En dissociant un événement de son contexte et en le dotant d'un statut symbolique déréalisé – ainsi le baptême de Clovis ou la déroute du catholicisme irlandais à la bataille de la Boyne (1690) ou encore l'héroïsme serbe face à l'invasion turque à Kosovo (1999) – la commémoration le rend intelluctuel.

Cette histoire sélective est ainsi une histoire mensongère, une histoire qui, par surcroît, aboutit à révéler les pires antagonismes entre les peuples.

On ne peut que saluer ces salutaires avertissements, envers une mode des « grands anniversaires » qui n'opère finalement que comme une potion sédatrice, bien incapable de répondre aux interrogations réelles de nos sociétés inquiètes. L'occasion s'offre ainsi de pousser plus avant la réflexion sur la conscience historique, la relation entre passé et présent, sinon la temporalité même, la capacité des humains à être-dans-le-temps.

Constations d'embûche que les commémorations ne prolifèrent pas par génération spontanée ! Elles sont, le plus souvent, le fait des appareils d'Etat, toujours soucieux de contrôler le temps lui-même pour mieux contrôler les esprits ; le choix de ces anniversaires est tout sauf innocent, il a quelque chose d'orwellien.

Le temps, la durée du temps dans sa vivante plasticité, sont ainsi prédominants, réduits à l'état d'artefacts. Certes, sur un mode très différent, et selon une logique qui est celle des économistes et non plus étiatique, n'est-ce pas la même réification qu'opèrent les « marchés », à travers ces autres artefacts temporels prédominants que sont les échéan-

ciers financiers et les calendriers spéculatifs ! Ce dont témoignent sur un mode comique les vicissitudes du tunnel sous la Manche, et les réajustements de la dette des pays du Sud sur un mode tragique.

Face à la double rigidité du temps selon l'Etat et du temps selon le marché, la société en tant que telle peut-elle retrouver une maîtrise du flux temporel, dans une relation de lucidité, de souplesse, de disponibilité, de responsabilité civique également ?

De tels artefacts temporels, et notamment les grands anniversaires, nous posent en second lieu la question de l'articulation entre moment et durée.

Le moment est tout sauf un point figé, étroitement circonscrit, du devenir humain. Il n'existe que

effectuation. De ce fait, les moments singuliers du devenir concret sont en définitive bien plus lourds que les célébrations officielles.

Les générations à venir considéreront sans doute que le véritable bicentenaire du 14 juillet 1789, en tant que montée soudaine de forces historiques en mouvement, s'est tenu non à Paris, selon un scénario programmé de longue date, mais plutôt à Berlin quelques mois plus tard, lors de la chute impérial du « Mur ». Irruption qui, comme celle tout aussi imprévue de 1789, avait été cependant préparée par un long travail souterrain du temps et de la société et qui, en retour, annonçait l'ouverture de temps nouveaux – si incertains et troubles qu'ils fussent, dans les deux cas.

Nous sommes orphelins du temps. Notre manie des anniversaires solennels n'est qu'un palliatif dérisoire face à cette déréliction temporelle

dans sa relation à la durée, dans sa combinatoire en mouvement : l'étiologie nous confirme l'unité fondatrice entre *momentum* et *momentum*.

Isoler un événement promu à la dignité réifiée du symbole idéal, le baptême de Clovis ou naguère la prise de la Bastille, c'est s'interdire de saisir dans sa complexité le flux temporel auquel il appartient, c'est laisser ainsi s'atrophier notre conscience civique.

Le moment représente une rupture de la durée, une « brèche » disait Hannah Arendt, une interruption ; et pourtant son mouvement, sa dynamique s'inscrivent dans cette même durée, ils en réalisent une condensation soudaine, une

On est ainsi conduit – troisième direction vers laquelle s'élargit la critique des pratiques commémoratives – à la relation-clé entre le passé et l'avenir, entre le « champ d'expérience » et l'« horizon d'attente », ces deux termes du devenir dont l'historien Reinhart Koselleck a souligné le lien indissociable.

Au-delà des repères réifiés que sont le baptême de Clovis, la bataille de la Boyne, le carnage de Kosovo, pour reprendre ces trois exemples, c'est bien de l'avenir propre de la France, de l'Irlande, de la Serbie qu'il s'agit.

L'avenir, a montré Heidegger – envers qui on contracte ainsi, disait Lévinas, une dette dont on doit s'excuser – est bien la plus

prégnante, la plus mobile, finalement la plus fondatrice des trois « ek-stases » du temps. L'avenir tire à lui le mouvement même du flux temporel, et c'est par rapport à cet avenir qu'on pense, pas toujours en se l'avouant, et les enjeux du présent et les acquis du passé.

On n'envisage absolument pas le futur de la même façon, selon qu'on identifie ou non le devenir français, irlandais ou serbe à des références rigides et stéréotypées comme 496, 1690 ou 1389, à l'imaginaire conservatrice et réductrice de la « France chrétienne », de l'intolérance orangiste, du chauvinisme grand-serbe. L'avenir de ces trois pays – et de tous les autres – est ouvert dans son principe même, il est à « inventer ».

Nos temps de crise sont frappés d'une crise du temps. Nous sommes obsédés du temps, dans notre vie quotidienne, dans les combinaisons financières de nos « plans » de toute espèce, dans notre imaginaire aussi, et les commémorations historiques font partie de ces obsessions.

Et pourtant, nous sommes orphelins du temps, nous nous trouvons démunis, dit-on communément, de tout sens et de tout projet ; notre manie des anniversaires solennels n'est qu'un palliatif dérisoire, face à cette déréliction temporelle.

Il nous faut retrouver, selon une formule qu'affectionnait Jean-Marie Tjibaou et dont ses écrits récemment publiés se font maintes fois l'écho, l'art « d'habiter le temps ». Il nous faut, sans nous abandonner aux injonctions ni de l'Etat ni du marché, vivre chaque moment dans la conscience d'une durée elle-même conjointement inscrite dans l'expérience et dans l'attente.

Jean Chesneaux est historien, professeur émérite à l'université Paris-VII.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombier
Directeur : Jean-Marie Colombier ; Directeur général : Noël-Jean Longpré ; Directeur général adjoint :
Directeur de la rédaction : Séverin Picot
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Perrenet, Robert Solé
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Gellier, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Jean-Pierre Lhomme, Marcel Luchet, Luc Rosenzweig
Directeur artistique : Dominique Royon
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourmont
Directeur adjoint : Eric Paillet ; Directeur délégué : Anne Chausson
Conseiller de la direction : Alain Koller ; Directeur des relations internationales : Daniel Verzet
Médiateur : André Laurens
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Benne-Midy (1949-1969), Jacques Fauvet (1969-1992), André Laurens (1992-1995), André Fontaine (1995-1999), Jacques Lescourge (1999-1994)
Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 950 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Benne-Midy, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Privatisation
Siège social : 10, rue Claude-Bernard - 75006 PARIS CEDEX 06
Tél. : (01) 46 17 20 40. Télécopieur : (01) 46 17 20 41. Fax : 206 806 F

Mars, tremplin de la NASA

Suite de la première page

Bill Clinton, qui n'a jamais caché son intérêt pour l'espace, n'a aucune raison de négliger une possibilité de remobiliser l'opinion autour d'un grand projet. Les premiers pas sur la Lune restent l'un des grands moments de l'histoire des Etats-Unis. Daniel Goldin y a vu, pour sa part, une occasion inespérée pour tenter de desserrer les contraintes financières qui étranglent la NASA.

Car l'époque glorieuse d'Apollo est loin. La crise est là et les chômeurs électorisent une tendance à regarder plus volontiers leur assiette que les étoiles. Depuis le début des années 90, le Congrès ne perd pas une occasion de tailler dans le budget de la NASA. En désaccord avec cette politique d'austérité, l'astronaute Richard Truly avait démissionné de son poste d'administrateur de l'Agence spatiale américaine en 1992. Son successeur, Daniel Goldin, est le premier industriel à occuper ce poste. Il a été nommé avec la mission de « faire le ménage » au sein de cette administration à l'image ternie après une série de revers ayant commencé avec l'explosion de la navette *Challenger* en mars 1986.

En 1992, les prévisions budgétaires pour l'an 2000 fixaient le budget de la NASA à 22 milliards de dollars. Il se monte actuellement à 13,8 milliards de dollars et la Maison Blanche voudrait le faire baisser jusqu'à 11,6 milliards d'ici à la fin du siècle. La future station spatiale internationale a été la première victime de ces coupes. Mais les programmes scientifiques, eux aussi, ont souffert, à l'exception de ceux dont les applications « utilitaires » sont évidentes.

UNE NOUVELLE DEVISE

L'exploration martienne ne fait pas partie de ceux-là. En 1969, au lendemain des premiers pas sur la Lune, la NASA envisageait la possibilité d'un débarquement humain sur Mars à partir de 1980. Mais, après la rafale de sondes Mariner des années 1960-1970, l'envoi des deux engins automatiques Viking, lancés en 1975, fut suivi d'une pause d'une quinzaine d'années. Il fallut attendre le début des années 1990 pour que les Etats-Unis renouent avec l'avenue martienne. Le résultat fut catastrophique : le 21 août 1993, alors qu'elle approchait de Mars au terme d'un voyage de onze mois, la sonde *Mars Observer* cessait brutalement d'émettre. Une perte de 1 milliard de dollars.

Cet échec ne fut pas sans conséquences. Le programme Mesur (Mars Environmental Survey), qui prévoyait l'envoi de seize modules munis de stations de mesure automatiques et de petits véhicules entre 1999 et 2003 pour environ 1 milliard de dollars, n'y a pas survécu. A la fin de l'année, la NASA lancera quand même la *Mars Pathfinder*, qui déposera un micro-robot sur la planète l'an prochain ; ainsi que *Mars Global Surveyor*, le premier de deux petits orbiteurs (l'autre partira en 1998), destinés à remplacer en partie *Mars Observer* perdu en 1993, qui vont tourner autour de la planète rouge pour

RECTIFICATIF

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Nous avons indiqué par erreur, dans notre classement des pays d'Europe où les routes sont les plus sûres, qu'après la Grande-Bretagne et la Suède l'Irlande venait en troisième position (*Le Monde* du 14 août). Il s'agit en fait de l'Italie.

tenter d'assurer une partie des observations que devaient faire la sonde naufragée.

Pour la suite, la nouvelle devise de la NASA, « *Small is beautiful* », s'applique dans toute sa rigueur. Le programme d'exploration martienne dispose, pour la première fois, d'un budget sur dix ans, mais qui se limite à 100 millions de dollars par an. « Avec cela, on ne va pas très loin », souligne un expert européen qui évalue à « 800 millions de dollars au moins en serrant les budgets au maximum » le coût d'une mission automatique sur Mars avec retour sur Terre d'échantillons de sol. Celui de l'envoi d'un vaisseau habité, plus susceptible de mobiliser l'opinion, avait été estimé en 1989 par la NASA à 400 milliards de dollars !

Mais Daniel Goldin ne s'avoue pas vaincu. Il y a deux mois, il a proposé à ses homologues étrangers un programme à long terme baptisé *Mars Road Map* et prévoyant un recueil d'échantillons de sol martien avec retour sur Terre pour 2005 et l'envoi d'hommes sur la planète rouge en 2018. Le tout mené dans le cadre d'une coopération internationale avec une participation technique et financière européenne, japonaise et russe.

Heureuse coïncidence ? La médiatisation de la découverte des chercheurs américains ne peut que favoriser l'émergence de ce projet. Personne ne s'en offusquera. Les Européens ont été contraints d'abandonner récemment pour raison budgétaire leur projet intermarsoet. Quant aux Russes, ils devraient, certes, lancer le 16 novembre la sonde *Mars-96*, réalisée en coopération avec la France et l'Allemagne, mais aucune suite n'est prévue pour l'instant à cette mission, déjà reportée deux fois.

Chercheurs et gestionnaires mêlés, tous les acteurs du spatial sont donc ravis du sursaut américain. Peut-être permettra-t-il la réalisation de la première partie du plan Goldin. L'impact de la découverte éventuelle, à cette occasion, des fossiles de bactéries martiennes que les chercheurs américains croient avoir décelés dans leur fragment de météorite sera-t-il suffisant pour aller au-delà ? Le 20 juillet 1989, à l'occasion du vingtième anniversaire des premiers pas sur la Lune, George Bush avait annoncé solennellement qu'un Américain prendrait pied sur Mars vers 2020. A l'époque, le futur vice-président Al Gore avait qualifié cette proposition de « véritable rêve éveillé ».

Jean-Paul Dufour

La seule révolution encore possible est celle de l'école

par Max Dorra

ON entend souvent déplorer l'absence d'un « projet de société ». Les tragiques erreurs commises dans ce domaine incitent à se demander si ce qui manque le plus n'est pas un « projet d'individu ». La seule révolution encore possible sans doute, pour un temps, est celle de l'école qui aujourd'hui, trop souvent, déprime au lieu d'épanouir, d'armer. L'axe d'un nouveau système éducatif : apprendre à reconnaître et à analyser son angoisse pour devenir capable de la maîtriser. Pour des autres, de leur regard, peur de la culture, peur de ne pas avoir de travail, d'être malade, de vieillir, de mourir. Peur de s'opposer, seul, dans un groupe.

Une pédagogie de l'angoisse, ce serait du même coup un démontage de tous les pouvoirs : ils ont en commun la capacité d'angoisser. Mais aussi le contrôle possible de la violence, toujours l'envers de la peur. Et puis apprendre à écouter, écouter réellement, oser cette activité révolutionnaire.

Démâser la peur de la mort, qui n'est qu'une angoisse d'exclusion. Sur la vieillesse, une réflexion est indispensable, urgente – les vieux, insidieusement relégués, indésirables, dans nos sociétés. Les hystériques, à la fin du siècle dernier, n'intéressaient personne, sauf Charcot et Freud ; le déchiffrement de leurs symptômes devait être celui de l'inconscient. Peut-être, au seuil du XXI^e siècle, les vieux, scandaleusement dévalorisés à leurs propres yeux – surtout s'ils sont pauvres –, détiennent-ils la clé d'une autre dimension, aussi secrète que celle de l'inconscient : le continent, méconnu, de la méconnaissance. Méconnaissance des clivages sociaux, déni du monde de la valeur, ce monde où tout a un prix, même la représentation de nous-mêmes que l'on cherche à nous imposer.

Une modification des programmes déconstruirait les disciplines, par exemple « littéraires » et « scientifiques », démythifierait les « sciences humaines ». Quelle que soit la filière choisie, une ma-

tière principale : la maîtrise du langage. Il faut lire (dans les travaux du GREPI) la discussion d'élèves de sixième à propos du mythe platonicien de la caverne pour comprendre ce que pourrait donner un enseignement précoce de la philosophie. Et une pédagogie de l'écriture où aurait toute sa place le rôle mystérieux, décisif, de la métaphore. D'où l'histoire de la création. Les techniques de recherche littéraire : de l'écriture automatique des surréalistes aux contraintes créatrices oulpiennes, en passant par Queneau, Roussel et Perec. Le style comme moyen de se reconstruire. Mais aussi l'histoire des découvertes scientifiques – le détail qui ne collait pas et que l'on se refusait à percevoir –, celle des mathématiques avec son alternance d'associations analogiques (Galois) et d'opérations axiomatiques (Bourbaki).

Fonner un individu, c'est lui enseigner la résistance aux modes, à la manipulation. Le concept, capital, de problématique, ces faux di-

lemmes dans lesquels les « machines à influencer », fauses d'opinion – médias, publicitaires, sondes –, inlassablement, tentent de nous enfermer. Apprendre à critiquer un exposé bourré de chiffres, à débusquer les biais statistiques, à ne plus faire aveuglément confiance aux « experts ». Qu'apparaissent enfin alors le véritable intérêt de la « croissance » : elle doit dégager du temps libre, le temps nécessaire pour qu'advienne un surcroît de sens, le surcroît de valeur étant produit pendant le temps de travail. Montrer que l'argent est un problème philosophique. Qu'il n'est pas d'inflation que monétaire. Plus de monnaie que de marchandises, mais aussi plus de mots que de choses : les anticipations « porteuses » sont aussi difficiles à contrôler que le désir et le bluff.

Un changement profond, radical, des programmes et du style de l'enseignement, armant contre tous les pouvoirs, transformerait à lui seul, peu à peu, les rapports de force – donc les contraintes straté-

giques pesant sur un projet plus global. Bref, la lutte des classes, autant l'appeler par son nom. Concept pas ringard du tout, hélas ! puisqu'il faut encore se battre durement, douloureusement, pour la moindre diminution du temps de travail, la plus minime augmentation de salaire. Puisqu'on voit encore des gens à l'accent distingué – il y a une violence latente dans cet accent – expliquer sans rire que « les Français vivent au-dessus de leurs moyens » et que, dans une économie « mondialisée », le marché est un monstre anonyme contre lequel il serait irréaliste de se révolter.

Mais qui formera les formateurs, leur rappellera que l'enseignement marche à l'identification, leur donnera l'ambition et le goût d'être pour les enfants non des « méprisateurs » distribuant des classements, mais des « passeurs » donneurs de sens ?

Max Dorra est professeur de médecine à l'université Paris-VI.

هكذا من الأصل

DISPARITIONS

Antonio de Spínola

Le premier président du Portugal démocratique

L'UNE DES FIGURES les plus insolites de la révolution portugaise de 1974, le maréchal Antonio de Spínola, est mort des suites d'une maladie cardiaque et respiratoire, mardi 13 août, dans un hôpital de Lisbonne. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

Le maréchal Spínola fut, sans doute, le dernier grand chef de guerre portugais, un grand militaire, un homme d'honneur et de dignité, a commenté l'ancien président socialiste Mário Soares, qui, dans le Portugal apaisé des années 80, fit de lui son conseiller pour les affaires militaires.

Son parcours fut « sinués » et parfois « décevant ». Peut-être, mais le temps lui a permis de devenir – ou de redevenir – un « modèle de référence démocratique ». A l'annonce de son décès, le gouvernement socialiste portugais a décrété deux jours de deuil national.

L'homme au monoclé, avec ses allures de von Stroheim hystérique, n'avait rien a priori pour faire un héros de la gauche. Ce rigide militaire, né dans une famille d'origine italienne le 11 avril 1910, à Estremoz, non loin de Lisbonne, entre dans l'armée en 1933. Il est très vite confronté aux événements politiques de son temps : en 1938, il rejoint les « chemises vertes », ces volontaires portugais qui luttent aux côtés des franquistes contre

les républicains espagnols et, en 1941, est envoyé comme observateur auprès de l'armée allemande sur le front de l'Est.

La suite de sa carrière le conduit en Afrique, d'abord en Angola, dans les années 60, puis en Guinée-Bissau comme chef du corps expéditionnaire portugais. Il s'y distingue en tant que militaire, sans scrupules quant aux moyens, mais aussi en introduisant des réformes dans l'armée coloniale, recrutant massivement des Africains qui représenteront bientôt la moitié de ses troupes.

En février 1974, devenu chef d'état-major adjoint, il publie un livre *Le Portugal et l'avenir*, dans lequel il se prononce pour un changement radical en métropole et une négociation avec les « rebelles » africains et pour une association de type fédéral avec les colonies. Limogé par le premier ministre Marcelo Caetano, le successeur de Salazar, il canalise les sympathies et les espoirs des jeunes officiers portugais. Il adhère au Manifeste du 22 mars, matrice du Mouvement des forces armées (MFA), qui prendra le pouvoir lors du coup d'État du 25 avril 1974. Membre de la junte de sept membres qui s'empare alors des commandes, il reçoit la reddition de Marcelo Caetano.

Le 15 mai, les nouvelles institu-

tions provisoires étant mises en place, Antonio de Spínola devient le premier président de la République du Portugal démocratique. Mais l'effervescence gauchiste qui suit la « révolution des œillets » vient rapidement à bout de sa patience : il est, et reste, un homme d'ordre. En désaccord sur la politique du MFA qui consiste à accorder l'indépendance immédiate aux colonies africaines, lui-même préfère, conformément aux vœux des Américains, une transition plus lente et favorable aux mouvements de libération anticolonialistes, il préfère démissionner le 30 septembre 1974. Il sera ensuite compromis dans une tentative de coup d'État contre le nouveau régime, le 11 mars 1975, et fuira le pays pour se réfugier d'abord en Espagne, puis au Brésil.

Son retour au Portugal s'effectue discrètement trois ans plus tard. Réintégré dans les forces armées, il est finalement promu maréchal, en décembre 1981, par des autorités portugaises assagies, qui saluent en lui l'un des initiateurs de la « révolution des œillets », mais aussi celui qui s'est opposé parmi les premiers à la tentation communiste. Sa carrière militaire s'achève plus brillamment que sa trajectoire politique.

Sophie Gherardi

Buland Al Haydari

L'un des pionniers de la poésie arabe moderne

LE PORTE IRAKIEN Buland Al Haydari est décédé, mardi 6 août, à Londres, où venait de paraître son dernier recueil, *Semiers de l'œil*.

Buland Al Haydari est né à Arbil, ville du nord de l'Irak, le 26 septembre 1926. Une année à marquer d'une pierre blanche pour la littérature arabe, car elle vit naître deux autres grandes figures de la poésie moderne, Badr Chaker Al Sayyab et Abdel Wahab Al Bayati. Avec la légendaire Nazek Al Malaika, cette « bande des quatre » a incarné, dans les années 40, une école irakienne bouillonnante de créativité, avide d'expériences poétiques nouvelles. Elle aura une influence décisive sur l'ensemble du mouvement littéraire arabe.

Issu de l'aristocratie kurde irakienne, Buland Al Haydari avait l'âme d'un rebelle cheville au corps. Dès l'adolescence, il a rompu avec son milieu familial. De même, il a prématurément abandonné ses études secondaires pour poursuivre son instruction en autodidacte. « Je ne comprenais pas mon père, lui non plus, disait Al Haydari. Alors j'ai troqué les palais et la famille pour les rues de Bagdad. »

En 1946, son premier recueil, *Le Puits de la boue*, transgresse les règles qui figent le poème arabe depuis plus de quinze siècles, notamment l'emploi d'une rime et d'un mètre uniques, ainsi que d'un vocabulaire immanquablement emphatique et grandiloquent quel que soit le contexte. La poésie

d'Al Haydari surgit limpide, vive, imagée, d'apparence facile, et ses thèmes sont résolument contemporains.

La revue *L'Ecrivain arabe*, dirigée par le prestigieux auteur égyptien Taha Hussein, le qualifie alors de « révolutionnaire ». Son deuxième recueil, *Chansons de la ville morte* (1952), est de la même veine. Opposant au régime monarchique hachémite et à la mainmise britannique qu'il autorise sur l'Irak, Buland Al Haydari est contraint de s'exiler. Il quittera Bagdad. Mais celle-ci ne le quittera jamais.

Au Liban, où il vécut treize ans, il connut l'éloignement, mais il y découvrit aussi la consécration et, au cours des années 60, le foisonnement du mouvement qu'il avait, avec d'autres, initié, celui de la « poésie libre ». Professeur de langue arabe et journaliste, il publiera, à Beyrouth, trois recueils : *Ras d'ail* (1965), *Voyage des lettres zéro* (1968) et *Chansons du gardien prostré* (1971).

De retour en Irak, où le parti Baas est arrivé au pouvoir en 1968, il publie *Dialogue à travers les trois dimensions* (1972). Ce fut ensuite le début d'un long silence du poète. Douze ans durant. Mais le journaliste, lui, poursuit ses activités. Ainsi, de 1976 à 1980, il dirige la revue *Horizons arabes*, et publie des essais sur l'art et la littérature. Silence poétique, exil politique ? Son opposition au régime de Saddam Hussein l'amène à nouveau à quitter l'Irak. Il s'installe à Londres, en 1982, où il antenne une chronique dans un hebdomadaire arabe et participera, en 1991, après la guerre du Golfe, à la création de l'Union des démocrates irakiens. En 1993, il participe, avec d'autres intellectuels arabes, à un ouvrage collectif de soutien à Salman Rushdie.

Au lendemain de la mort d'Al Haydari, les autorités de Bagdad ont proposé à sa famille de l'inhumer en terre irakienne. L'offre a été déclinée. Il repose à Londres, où ses obsèques ont eu lieu vendredi 9 août. « Et nous marchions ensemble pas à pas / Vers les exils / Mon pays et moi / Et vers la terreur des nuits des déserts frères », a-t-il écrit dans son dernier recueil. Aucune des œuvres de ce grand poète n'a encore été traduite en français.

Véronique Mortaigne

Hani Boutros

Didi Duprat

Un guitariste, maître du musette

A PEINE réhabilité, notamment grâce au disque *Paris Musette*, le swing à la française, né de l'amitié des musiciens suédois et des immigrés italiens dans les environs de la rue de Lappe, tourne une troisième page noire de son histoire, après la mort de l'accordéoniste Jo Privat, le 6 avril – à l'âge de soixante-dix-sept ans –, et du guitariste-banjoiste Didier Roussin, décédé à quarante-sept ans, le 4 juillet. Autre personnage clé du renouveau du musette, le guitariste René Duprat est mort à son tour, le 8 août, des suites d'un cancer. Il était âgé de soixante-neuf ans.

René, dit Didi, Duprat, autodidacte et gaucher, était né le 12 octobre 1926 à Paris. Il avait commencé à étudier la mandoline, avant de suivre à la guitare l'exemple de Django Reinhardt et de reprendre le flambeau du musette swingant. A seize ans, Didi Duprat est engagé dans l'orchestre du violoniste Michel Warlop. En 1943, il joue avec Gus Viseur, puis avec Tony Murena, avant de rejoindre l'orchestre de Louis Ferrati, où il restera jusqu'en 1956. Il devient alors le complice de Marcel Azzola.

En 1958, Didi Duprat remplace Henri Crolla aux côtés d'Yves

Montand. Très recherché dans le milieu de la variété française, il accompagne également Dalida, Juliette Gréco, et Marlene Dietrich, avec qui il restera jusqu'en 1976. L'étiquette de guitariste musette, comme celle d'accordéoniste, est difficile à porter dans les années 60 et 70. Il faut attendre l'arrivée sur le marché du spectacle de talents nouveaux, tels l'accordéoniste diatonique Marc Perrone et l'inventeur du jazz-musette, Richard Galliano, ou la passion que témoignent au genre des amateurs par ailleurs célèbres, tels que le dessinateur de BD Philip Crumb (le créateur de Fritz le Chat, qui fêdera le groupe Les Primitifs du futur), pour redorer le blason de ces excellents musiciens que sont Duprat, Roussin, Azzola ou Privat.

En 1990, Didi Duprat avait été le maître d'ouvrage d'un disque annonçant la nouvelle ère du musette, *Paris-Musette* (La Lichère/Night & Day), où les traditions du jazz manouche, de la valse des faubourgs, de la java parisienne sont retravaillées au couteau de la nouvelle génération et quelques-uns, dont Didi Duprat, des maîtres du genre.

LE CARDINAL JAPONAIS JOSEPH ASAJIRO SATOWAKI, ancien archevêque de Nagasaki, est décédé le 8 août, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Né à Shitsui le 1^{er} février 1904, il avait été ordonné prêtre en 1932 et, en 1941, devenu premier évêque de Taiwan, alors territoire japonais (jusqu'en 1945). Après la guerre, il est rentré à Nagasaki, avant d'être nommé, en 1955, évêque de Kagoshima, alors connu comme centre de persécution militaire contre les missionnaires étrangers. Mgr Satowaki a participé au concile Vatican II (1962-1965), avant d'être nommé, en 1968, archevêque de Nagasaki, le plus grand diocèse du Japon. Créé cardinal au premier consistoire de Jean Paul II en 1979, il s'était retiré en 1990. La disparition de ce haut dignitaire de l'Eglise catholique du Japon ramène à 154 le nombre des cardinaux membres du Sacré Collège, électeurs du pape en cas de conclave.

Claude Julien

Jacques Boissel

L'ancien directeur juridique du « Monde »

JACQUES BOISSEL, qui fut pendant vingt ans (1964-1983) directeur juridique du *Monde*, est décédé, lundi 5 août, à Ménilodol (Vaucluse), à l'âge de soixante-neuf ans, après avoir lutté contre un cancer pendant une dizaine d'années. A la demande d'Hubert Beuve-Méry, il avait joué un rôle de premier plan dans la réforme des statuts de la SARL Le Monde qui, en 1966, fit une place importante aux sociétés de personnes.

Lorsque Jean Foyer, garde des sceaux dans le gouvernement de Georges Pompidou, entreprit une réforme du code de commerce, Hubert Beuve-Méry et Jacques Boissel élaborèrent une proposition de loi tendant à la création, pour les en-

treprises de presse, de sociétés commerciales à but non lucratif. Combattu par les diverses majorités parlementaires, cette initiative ne put jamais aboutir, ce qui ne dissuada nullement Jacques Boissel de poursuivre ses démarches en vue d'offrir aux entreprises de presse la possibilité d'opter entre un statut commercial et un statut particulier qui pourrait leur assurer une relative protection à l'égard des grands groupes. Homme de progrès, Jacques Boissel ne cessa jamais de maintenir le dialogue avec tous ceux qui se réclamaient des plus diverses convictions philosophiques, religieuses ou politiques.

Claude Julien

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Dominique et Paul-Henri AUMONT sont depuis lundi matin les heureux parents de

Arthur,

Bucarest à 22.
R-1111 Budapest.
Tél. : 19-36-1-166-08-01.

Décès

La famille Barges a la douleur de faire part du décès de

Louis BARGES,

survenu le 9 août 1996, à Palaiseau.

M^{me} Fernand Cazals, M. et M^{me} Philippe Cazals, Zoé et Charlotte, M. et M^{me} Stéphane Hazeu, Louise, Le docteur Maurice Frades, Les familles Cazals, Frayse, Cabu, Guigou, Parents et alliés, ont la profonde douleur de faire part à tous ceux qui l'ont connu et aimé du décès du

docteur Fernand CAZALS,

survenu à Albi, le 12 août 1996, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 14 août, en l'église Saint-Joseph d'Albi, suivie de l'inhumation dans le cimetière de Réquins (Aveyron).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

32, boulevard Andrieu, 81000 Albi.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Jean et Simone Dormont, Jean-Paul et Nicole Dormont, Jean-François et Claude Dormont, ses enfants, Didier et Alexandra Dormont, Brigitte Dormont, Fabrice et Séverine Brion, Jean-Baptiste et Irène Barthelemy, Jean-Michel et Agnès Grandchamp, Blainville, Marc, Laurent, ses petits-enfants, Sarah, Florie, Raffaello et Capucine, ses arrière-petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean DORMONT, ancien directeur à la société Alstom, chevalier de la Légion d'honneur,

entré dans la paix du Seigneur, le mardi 13 août 1996, dans sa cent unième année. Ses obsèques auront lieu en l'église Saint-Joseph d'Enghien-les-Bains, à Paris, où l'on se réunira le vendredi 16 août, à 14 h 15, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière sud d'Enghien-les-Bains.

Le présent avis tient lieu de faire-part. 61, rue de l'Avenir, 92170 Vanves, 10, rue de Lourdes, 98000 Nover, 9 bis, avenue des Sablons, 91400 Orsay.

— Les familles Blanchard, Delhay, Lou, Fimo, Wecop, ont la douleur de faire part du décès de

Louis GABRIELLI,

survenu à Paris, le 9 août 1996, dans sa quatre-vingt-dixième année, après le décès de son épouse,

Marie-Madeleine GABRIELLI,

survenu le 20 juin.

L'inhumation aura lieu le 17 août, au cimetière de Toulon dans le Var, dans la plus stricte intimité.

M. et M^{me} Delhay, 142, rue Cambes, 62400 Béthune, M. et M^{me} Lou, Chemin de Fontaine, 13770 Venelles.

— M^{me} Denise Levy, son épouse, M. et M^{me} Léon Levy et leurs enfants, M. et M^{me} Miller Levy et leurs enfants, Ses fils, M. et M^{me} Georges Mundy, sa sœur, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques LEVY,

le 9 août 1996, à l'âge de quatre-vingt ans.

L'inhumation a eu lieu dans la stricte intimité, au cimetière parisien de Pantin.

12, rue Furando-Heine, 75014 Paris.

— Jean-Pierre Maquillot, son épouse, Lucie, Denis, ses enfants, Toute la famille, Et ses amis, annoncent avec tristesse le décès de

Françoise MAQUILLOT,

diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, agrégée d'anglais, maître de conférences à l'université de Rouen, survenu le dimanche 4 août 1996.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— M^{me} Aline Rousselle, son épouse, M^{me} Renée Meloux, sa belle-mère, Claire, François, Sarah Meloux, Catherine, Marianne, Olivier Esbère et leurs conjoints, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Jean MÉLOUX,

avocat à la cour, survenu le 9 août 1996.

Il a été inhumé le 14 août, à Montpellier.

8, rue Gravier, 34070 Montpellier.

— M^{me} Michel Scherrer, son épouse, Christelle-Marie, Priscille et Amélie, ses filles, Sa famille, Et tous ses amis, font part du décès de

Michel SCHERRER,

décédé brutalement le lundi 12 août 1996, à Tournai, à l'âge de quarante-sept ans.

Il vous invite à participer ou à vous unir d'intention à la messe célébrée le mercredi 14 août, à 15 heures, en l'église Saint-Denis de Tournai.

Ni fleurs ni couronnes.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Mas Le Kallista, Domaine de Saint-Pierre, 83690 Tournai.

21, boulevard de La Reine, 78000 Versailles.

— Blainville et Pierre-Yves, ses enfants, Catherine Hergu, Hugo Stintzy, Et leurs proches, ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Marie STINTZY,

survenu le 9 août 1996, à l'âge de soixante ans.

Nous nous souvenons de son épouse Huguenot, décédée en 1993.

Les obsèques ont été célébrées le 12 août.

130, rue Compans, 75019 Paris.

7, rue de Saint-Léonard, 67530 Boersch.

— Anne Marie Van Hees a la douleur de faire part du décès de son mari,

Alain VAN HEES,

survenu le 30 juillet 1996. Selon sa volonté, son corps a été incinéré dans la plus stricte intimité.

4, boulevard Arago, 75005 Paris.

— M. Tibor Szucs, Rodolphe et Siegfried, ses enfants, Ses petits-enfants, Toute sa famille, Et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Suzanne SZUCS,

née JAILLET (dite Frédérique), sage-femme, directrice de crèche, croix de la valeur militaire, croix du combattant, titre de reconnaissance de la Nation,

survenu le 4 août 1996, à Montpellier.

L'inhumation a eu lieu le 7 août, dans l'intimité, selon la volonté de la défunte.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

30570 Notre-Dame-de-la-Rouvrière.

Anniversaires de décès

— En souvenir de

Rose BUKA,

décédée le 13 août 1992.

Danièle-Eve, née Enighoffen, sa fille, Albert, Philippe Rubman, Elsa, son gendre, son petit-fils, sa sœur, Selma, Rémi, Et tous ceux qui l'ont aimée.

— Il y a dix ans, le 15 août 1986,

le docteur Albert JUGNET

quittait les siens.

A tous ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé, à Nice, du Maroc au Plateau d'Assy, il est demandé une pensée dans le souvenir.

Marie-Françoise Jugnet et ses enfants, 06000 Nice.

CARNET DU MONDE

Télécopieur :

42-17-21-36

— Il y a deux ans, le 15 août.

NICHOLAS

... By a sleep to say we end The heart-ache and the thousand natural shocks That flesh is heir to... Shakespeare, Hamlet.

Messes anniversaires

— A l'occasion du bicentenaire de la mort de

Jean-François HACHE, (1730-1796), ébéniste à Grenoble,

une messe sera dite lundi 19 août 1996, en la cathédrale Notre-Dame de Grenoble, à 11 heures.

Nous rappelons également à votre souvenir la mémoire de son père,

Pierre HACHE, (Grenoble 1705-1776),

et de son grand-père,

Thomas HACHE, (Toulouse 1654 - Grenoble 1747).

Ils furent, tous trois, ébénistes de Mgr le duc d'Orléans.

De la part des amis des Hache.

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

Renseignements :

42-17-21-36 ou 20-26 ou 38-42

Télécopieur : 42-17-21-36

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 108 F

Abonnés et actionnaires 96 F

Thèmes étudiants 85 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur le base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

PALMARÈS La recherche-développement reste dominée par les grands groupes. Comme en 1993, Alcatel-Alsthom, Aerospatiale, Thomson arrivent en tête du classement, établi par Le

Monde, des entreprises investissant le plus dans leur recherche. En 1995, pour la première fois, certains ont réduit leurs budgets. En moyenne, les dépenses des quarante premiers

groupes français ont augmenté au même rythme que l'inflation, autour de 2 %. LES LABORATOIRES ne sont plus un monde à part dans les entreprises. Ils sont soumis aux mêmes in-

terventions de rigueur que les autres départements dans les groupes. CE CONTRÔLE SERRÉ des dépenses s'accompagne d'une réorganisation profonde des centres de recherche. Les ef-

fectifs diminuent. La nature des travaux change. Pour relancer la demande, les groupes entendent axer leur recherche sur l'innovation (lire aussi notre éditorial page 8).

La recherche-développement se met à l'heure de la rigueur

L'enquête du « Monde » sur les budgets 1995 des entreprises de l'Hexagone souligne les changements intervenus avec la crise. Pour la première fois, des groupes réduisent leurs investissements de R&D. Tous les efforts sont orientés vers l'innovation

LONGTEMPS CONSIDÉRÉE comme un monde à part, la recherche-développement (R&D) n'est plus épargnée par les mutations à l'œuvre dans les entreprises, comme le montre l'enquête du Monde sur les budgets de recherche 1995. Comme les autres activités, elle est prise de s'adapter aux nouvelles règles de rigueur. Même si les directions des groupes sont conscientes qu'une partie importante de leur avenir se joue dans leurs laboratoires et leurs centres d'expérimentation, elles surveillent désormais de près les travaux et exigent des comptes.

Ce changement d'attitude, apparu avec la crise de 1993, n'a cessé de se renforcer depuis. Aux prises avec une conjoncture morose en 1995, les groupes ont calculé chaque denier. Pour la première fois, des sociétés ont choisi de baisser leur budget. Pressés par les difficultés financières, Alcatel-Alsthom et Thomson, qui figurent depuis des années en tête des premiers groupes pour leur R&D, ont ainsi décidé de reconduire en état les dépenses de l'année précédente.

Aerospatiale, autre grand de la recherche, qui menait jusqu'alors avec constance une politique suivie en ce domaine pour se maintenir face à la concurrence, a diminué ses dépenses de près de 3 %. Cette réduction n'est rien à côté de celle de L'Oréal, qui affiche un budget de recherche en chute de 13,4 % comparé à celui de 1994.

Le cas de Bull est encore plus inquiétant. Le groupe informatique a réduit ses dépenses de 12,8 % l'an dernier. En 1994, elles avaient déjà diminué de 32 %. La vente de filiales comme Zenith (micro-informatique) a sans doute contribué à cette diminution mais partiellement. Pour survivre, Bull paraît avoir fait le choix du risque de compromettre un peu plus son avenir, la technologie dans ce secteur étant l'élément décisif pour faire la différence dans la compétition mondiale.

ENGAGEMENT PRUDENT

Dans leur grande majorité, cependant, les groupes ont choisi de ne pas couper dans leurs dépenses. Mais leur engagement s'est fait prudent. A l'image des constructeurs automobiles Renault et Peugeot, il est augmenté en moyenne leur budget de R&D au même rythme que l'inflation,

soit 2 % environ. Quelques secteurs sont allés au-delà. Parce qu'ils savent que la recherche conditionne leur futur, les groupes pharmaceutiques n'ont pas voulu lever le pied : leurs dépenses ont augmenté de 6 à 7 % l'an dernier.

Sollicités de plus en plus par les

des dépenses globales, la recherche doit désormais rendre aussi des comptes sur ses méthodes de fonctionnement et ses travaux. Plus que des chercheurs, les directions veulent aujourd'hui avoir des « travailleurs ». Les laboratoires, qui avaient pris l'habitude

L'aéronautique, premier déposant français de brevets

Alors que la part des brevets déposés en Europe régresse par rapport à l'ensemble des pays du monde, celle de la France s'est améliorée ces dernières années, représentant 18,1 % du total européen. Le secteur français le plus dynamique est celui de l'aéronautique et de l'espace, qui compte pour 11 % des brevets mondiaux. En revanche, l'électronique est la faiblesse française, avec 2,3 % des brevets mondiaux.

Le nombre de brevets déposés est un indicateur significatif du dynamisme des entreprises françaises dans le secteur de la recherche et du développement. Avec 4 100 brevets déposés en 1995, dont une grande partie à l'étranger, Thomson devance largement les autres groupes français, tous secteurs confondus. Air Liquide, Servier, Valeo, Rhône-Poulenc viennent ensuite, revendiquant entre 500 et 800 dépôts de brevets en 1995. Ce classement, toutefois, n'est qu'approximatif, certaines entreprises se refusant à divulguer le nombre de leurs brevets, considérant ce chiffre comme confidentiel.

constructeurs pour être en mesure de leur fournir des fonctions complètes, les équipementiers automobiles sont dans l'obligation d'intégrer de plus en plus de recherche dans leurs métiers. Ces préoccupations se traduisent dans leurs budgets. En 1995, Valeo a augmenté ses frais de recherche de plus de 13 %. Le fabricant de sièges automobiles, Bertrand Faure, lui, a vu ses dépenses croître de 26 %. Un record qui s'explique en partie par une forte augmentation de sa recherche financée par des clients.

Au-delà d'un simple contrôle

de vivre à part de l'entreprise, se sont vu demandé de la réintégrer et de se soumettre aux mêmes impératifs de gestion. Résultat : en un an, les effectifs du département recherche d'Aerospatiale ont diminué de 600 pour atteindre 6 200 personnes, ceux de Saint-Gobain de 700 à 2 200, ceux de Total de 800 à 1 000.

Aux grandes équipes succèdent les petits groupes provisoires formés autour d'un projet qui rassemble des chercheurs, des ingénieurs de production, des spécialistes du marketing. Ces formules adoptées par PSA, Renault,

Thomson, Rhône-Poulenc, permettent d'intégrer très en amont les préoccupations de chaque département et de raccourcir les délais de fabrication, d'améliorer les coûts et les performances. Mais elles impliquent aussi un contrôle systématique par objectif, par rendement, qui n'est pas toujours bien vécu par les chercheurs.

Car leur travail aussi a changé. La recherche fondamentale, perçue comme un luxe dans ces périodes de restriction, a été cantonnée au strict minimum : elle représente au mieux entre 10 et 20 % des travaux des laboratoires. Tous les efforts sont mis sur l'innovation, les nouveaux produits.

DEMANDE LANGUISSANTE

Pour les groupes, cette réorientation est plus que nécessaire : alors que la demande est languissante, il convient de relancer l'économie par l'offre et d'être à l'écoute du marché. Cette démarche conquérante n'échappe pas toujours à une gestion serrée. Au mieux, cela se traduit, comme chez Renault, par la création d'une association avec les fournisseurs pour constituer ensemble un portefeuille de produits innovants. Au pire, par l'appel à des intervenants extérieurs.

L'alternative de faire soi-même ou d'acheter en dehors, qui est monnaie courante sur les sites de production, devient une réalité dans les centres de recherche. Par souci d'économie, de plus en plus de groupes choisissent les achats extérieurs. Certains redoutent que des travaux de recherche soient à leur tour « externalisés », comme le sont la maintenance informatique ou des parties de la production.

Ce bouleversement si rapide a déstabilisé de nombreux chercheurs dans les entreprises. Si beaucoup admettent la nécessité de quitter le monde tranquille de leur laboratoire pour s'impliquer totalement dans la vie de l'entreprise comme la réorientation de leurs travaux vers le marché, ils soulignent aussi que ces changements leur ont souvent été imposés sans grande explication.

A terme, le plus grand défi des entreprises est sans doute de poursuivre la rénovation de leur recherche, en lui inspirant un esprit de rigueur, sans pour autant brider l'imagination.

Martine Orange

Société	Budget 1995 (en millions de francs)	Budget 1994 (en millions de francs)	Évolution (%)
Alcatel-Alsthom	16 200	10,1	0
Aerospatiale	12 076	24,5	-2,9
Thomson	9 900	13,8	0
Renault	7 900	4,3	2,5
PSA Peugeot-Citroën	7 400	4,5	2,8
Rhône-Poulenc	7 100	8,4	6
L'Oréal	5 858	11,1	-13,4
Elf Aquitaine	5 595	2,7	8,3
Electricité de France	3 252	2	2,4
SNCF	2 729	61,8	1
Schneider	2 521	4,5	7,2
Bull	1 523	5,7	-12,8
Valeo	1 505	6	13,8
Servier	1 478	18,7	1,2
Saint-Gobain	1 430	2	1,4
Unilever	1 400	2,6	16,7
Unicredit	1 100	1,4	4,8
Elf	1 099	0,8	4,4
Carrefour	894	5	-2,8
Air Liquide	796	2,5	6,8
Matras	755	14,2	7
Peugeot	686	1	-3,8
Bois de France	626	5,6	26
Groupement	625	0,8	7,4
Legrand	464	4,2	2

Ce classement a été établi en fonction des réponses faites par les groupes à un questionnaire envoyé auprès d'une centaine d'entreprises. Entre 1994 et 1995, le palmarès de la recherche a peu changé. Alcatel-Alsthom, Aerospatiale, Thomson, Renault et PSA restent les cinq premiers groupes à dépenser le plus pour leur R & D.

Neuf candidats pour la reprise de la CGM

À l'ISSUE du délai fixé par le gouvernement aux candidats à l'achat de la Compagnie générale maritime (CGM), neuf sociétés ont remis des lettres d'intention, a indiqué mardi 13 août le ministère de l'économie. Cinq sont à capitaux français : la Compagnie maritime d'affrètement, Marseille Fret, Maritime Antilles-Guyane, Viking, et un groupe d'industriels et de financiers intégrant notamment la G 7, Messine Gestion et Scorimar. Les quatre entreprises étrangères sont l'allemand Deutsche Afrika Linien, le britannique OT Africa, la compagnie belge-sud africaine CMB-SAF Marine et le norvégien Wilhelmsen.

■ **ÉLECTRICITÉ** : l'organisme britannique de contrôle du secteur de l'électricité a demandé, mardi 13 août, à la compagnie privée National Grid, propriétaire du réseau d'infrastructures électriques, de baisser ses tarifs pour le transport de l'électricité de 20 à 26 % pour l'exercice 1997-1998.

■ **SWISSAIR** : la compagnie aérienne helvétique va recruter du personnel de cabine indien et thaïlandais sur ses vols à destination de ces deux pays. Elle pourrait étendre ce principe à d'autres vols long-courriers, tout en limitant le nombre d'étrangers à 10 % de son effectif.

■ **VIRGIN** : la compagnie aérienne britannique a bas pris EBA-Virgin Express a décidé d'offrir, à compter du 5 septembre, des vols au départ de Copenhague vers Rome, Madrid et Barcelone, via Bruxelles, à des tarifs de 50 % à 80 % inférieurs à ceux pratiqués par les compagnies concurrentes, notamment la SAS.

■ **CRÉDIT LYONNAIS** : le ministère de l'économie a indiqué, mardi 13 août, que les pertes annuelles de l'EPFR, l'établissement public qui finance le CDR, structure de cantonnement des actifs du Lyonnais, étaient connues depuis la mise en place du plan de sauvetage de la banque publique (Le Monde du 14 août). Une dotation en capital, financée par les recettes de privatisation, est prévisible, précise Bercy.

■ **MUNICH RE** : la compagnie allemande, premier groupe mondial de réassurance, a annoncé, mercredi 14 août, être parvenue à un accord pour la reprise de l'assureur américain American Re pour 3,3 milliards de dollars (16,5 milliards de francs).

Eric Fottorino

PROCHAIN ARTICLE
Ruggieri

Zodiac, sous le double signe de l'air et de l'eau

A l'occasion des vacances, nous publions une série d'articles, illustrés par Jacques Valot, retraçant l'histoire de produits et de marques associés à la période estivale.

C'EST UNE IMAGE qui émerveille les enfants et parfois même les adultes s'ils ont gardé leurs yeux d'enfants. Une image d'été, quand le ciel pur, au loin, semble rejoindre la

costages moutonneux, gobant le clapot et ignorant la gîte, bref une coque de noix gonflée. Jusqu'ici, la société Zodiac, créée en 1911 - après la fusion de la Société française de ballons dirigeables et des Établissements aéronautiques -, avait plutôt un cœur volant. Ses avions avaient bonne réputation. Elle participa à l'effort de guerre (la première) en livrant des avions. Quant au Zodiac flottant, expérimenté au cours du second conflit mondial, il ne fut commercialisé qu'à la Libération.

Les puristes de la navigation regardèrent avec un brin de mépris ce vilain petit canard. Etait-ce là le nouveau visage du nautisme ? Oui, mais d'un nautisme populaire, abordable, alliant le plaisir simple et la sécurité.

Lorsque, en 1953, Alain Bombard traversa l'Atlantique à bord de son canot pneumatique, le grand public applaudit des deux mains. L'avènement de la société des loisirs ouvre au Zodiac un immense terrain de

vagues, une infinité de mers patries, où chacun, sur son bateau tout rond, peut dessiner des ronds dans l'eau... Sur la Calypso du commandant Cousteau, chez les garde-côtes américains, les canots d'approche ou de sauvetage ne vont pas tarder à essaimer sous la marque Zodiac. Plaisanciers, plongeurs, pêcheurs, amateurs de sensations fortes et professionnels de la mer, la famille du bleu et du blanc (les couleurs de la firme) n'a cessé de s'agrandir. Près d'un million de Zodiac voguent aujourd'hui dans le monde entier, du Cadet de 2 mètres au Hurricane de 15 mètres.

Qui n'a jamais utilisé un petit bateau pliable qui se monte en un tour de main après avoir déplié la peau, installé le plancher et gonflé d'importance ? Au fil de l'eau - et des ans - les Zodiac ont changé. En développant son savoir-faire aéronautique (ballons scientifiques et météo, super-isolants pour satellites), la société a du même coup diffusé vers la branche marine des acquis technologiques majeurs. Notamment pour l'assemblage des matériaux composites souples. Ainsi ont été conçus la quille gonflable, le flotteur amovible, les valves semi-encastées, le plancher rempli d'air à haute pression, constitué de milliers de fils polyester croisés entre deux parois de tissu.

L'OISEAU FLOTTANT SORTI D'UN BALLON
Voici encore, sous les bateaux pliables comme sous les « semi-rigides » (flotteur gonflable et coque en dur) le carène Futura, en forme de V. Équipée de deux petits flotteurs d'amortissement situés au point de

contact entre le fond et les flotteurs principaux, cette carène permet au Zodiac bien déjaugé (à plat sur l'eau) de progresser rapidement. Le moteur transmet alors sa puissance aux « œuvres vives » de l'embarcation, c'est-à-dire les surfaces mouillées, ici réduites au minimum. Zodiac a ainsi lancé des bateaux de sport, de véritables 4 x 4 qui gardent leur cap sans déraper, comme guidés par d'invisibles rails. Certains de ces modèles ont la préférence des skieurs nautiques. D'autres, aux flotteurs d'amortissement surdimensionnés, offrent des sensations comparables à l'off-shore. Une sorte de retour aux sources pour cet oiseau flottant sorti du ventre d'un ballon...

Mais le Zodiac reste avant tout un bateau tranquille et sûr, avec ses boudins protecteurs, ses nombreux compartiments d'air qui permettent à l'embarcation de se maintenir à flot, même en cas de crevaisson. Charme du Zodiac avec ses dames de nage qui soutiennent les avirons, son banc transversal ou ses sièges polochons, ses poches fourre-tout à l'avant, ses poignées de portage pour le soulever sans effort dès les premiers pas dans le sable. Un bateau léger à faible tirant d'eau, facile à manœuvrer, qui donne aux horizons domestiques des airs de grand large et d'aventure, comme dans un film quand une voix crie : « Moteur ! »

Eric Fottorino

PROCHAIN ARTICLE
Ruggieri

HISTOIRES DE PRODUITS



Le groupe Zodiac, créé en 1911, réalise un chiffre d'affaires annuel de 3,1 milliards de francs. La division Zodiac International, qui regroupe les activités de marine et de loisirs, emploie plus de 730 personnes (dont 577 pour le bateau). Son chiffre d'affaires s'élève à 321 millions de francs.

هكذا من الأصل

LA BOURSE DE PARIS
mercredi, une troisième
grande. Au terme de la
séance, le CAC 40 a gagné
0,38 %, à 20 581,12 points.

LES PLACES BORSIÈRES

Repli dans le calme
à Paris

APRÈS la séance de mardi, la Bourse de Paris a ouvert mercredi sur une note calme. Le CAC 40 a gagné 0,38 %, à 20 581,12 points. Les investisseurs ont été attirés par les valeurs défensives, notamment les actions de la Compagnie générale maritime (CGM) et de la Compagnie nationale de réassurance (Munich Re). Les valeurs technologiques ont également progressé, notamment celles de la Compagnie nationale de réassurance (Munich Re) et de la Compagnie nationale de réassurance (Munich Re).

Nouvelle hausse à Tokyo

POUR LA TROISIÈME fois, la Bourse de Tokyo a enregistré une hausse mercredi. Le Nikkei 225 a gagné 0,38 %, à 20 581,12 points. Les investisseurs ont été attirés par les valeurs défensives, notamment les actions de la Compagnie générale maritime (CGM) et de la Compagnie nationale de réassurance (Munich Re). Les valeurs technologiques ont également progressé, notamment celles de la Compagnie nationale de réassurance (Munich Re) et de la Compagnie nationale de réassurance (Munich Re).

LES TAUX

Reprise du Matin

LE CONTRAT NOTIONNEL pour le transport de l'électricité a été signé mercredi 13 août. Le contrat prévoit une baisse de 20 à 26 % des tarifs pour l'exercice 1997-1998.

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	1995	1996	1997
France	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Allemagne	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Italie	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Grèce	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Portugal	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Espagne	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Irlande	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Autriche	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Belgique	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Canada	5,50 %	5,50 %	5,50 %
États-Unis	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Japan	5,50 %	5,50 %	5,50 %
UK	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Switzerland	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Norway	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Sweden	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Denmark	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Finland	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Iceland	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Luxembourg	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Netherlands	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Poland	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Czech Republic	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Slovak Republic	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Slovenia	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Croatia	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Serbia	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Bosnia and Herzegovina	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Montenegro	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Albania	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Moldova	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Ukraine	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Belarus	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Latvia	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Lithuania	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Estonia	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Marshall Islands	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Micronesia	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Palau	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Marshall Islands	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Micronesia	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Palau	5,50 %	5,50 %	5,50 %

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux	1995	1996	1997
France	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Allemagne	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Italie	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Grèce	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Portugal	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Espagne	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Irlande	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Autriche	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Belgique	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Canada	5,50 %	5,50 %	5,50 %
États-Unis	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Japan	5,50 %	5,50 %	5,50 %
UK	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Switzerland	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Norway	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Sweden	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Denmark	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Finland	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Iceland	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Luxembourg	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Netherlands	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Poland	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Czech Republic	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Slovak Republic	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Slovenia	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Croatia	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Serbia	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Bosnia and Herzegovina	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Montenegro	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Albania	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Moldova	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Ukraine	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Belarus	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Latvia	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Lithuania	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Estonia	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Marshall Islands	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Micronesia	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Palau	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Marshall Islands	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Micronesia	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Palau	5,50 %	5,50 %	5,50 %

AUJOURD'HUI

SPORTS

ALPINISME Le guide Jean-Christophe Lafaille a réussi, fin juillet, l'ascension de deux sommets de plus de 8 000 mètres, les Gasherbrum I (8 068 mètres) et II (8 035 mètres) en

quatre jours. ● CET ENCHAÎNEMENT avait été réalisé pour la première fois en 1984 par Reinhold Messner, qui avait été le premier vainqueur des quatorze « 8 000 » himalayens, et

par Hans Kammerlander. Il leur avait alors fallu sept jours pour réussir ce qui avait été considéré comme un exploit. ● LORS DE SA PREMIÈRE expérience dans l'Himalaya, Jean-Christophe Lafaille avait survécu à un

accident sur la face sud de l'Annapurna, où son compagnon de cordée, Pierre Béghin, avait trouvé la mort. ● AVEC QUATRE 8 000 à son palmarès, le guide envisage de retourner dans la face sud de l'Annapurna et de s'attaquer à de nouvelles voies au Nanga-Parbat (8 125 mètres) et au K2 (8 611 mètres).

En enchaînant en un temps record deux sommets de plus de 8 000 mètres, ce professeur à l'École nationale de ski et d'alpinisme de Chamonix s'impose, à 31 ans, comme un nouveau grand d'un hymalayisme en quête de nouvelles difficultés

Jean-Christophe Lafaille rebondit sur les Gasherbrum

En enchaînant en un temps record deux sommets de plus de 8 000 mètres, ce professeur à l'École nationale de ski et d'alpinisme de Chamonix s'impose, à 31 ans, comme un nouveau grand d'un hymalayisme en quête de nouvelles difficultés

« CE FUT VIOLENT, très court. J'avais très froid aux pieds et aux mains. Le vent avait rendu les dernières heures d'ascension pénibles. J'étais très diminué physiquement, ayant passé près de quatre jours à plus de 6 000 mètres d'altitude, et le mauvais temps était en train d'arriver. Au sommet, j'ai fait volte-face et plongé vers le bas. Ce n'est qu'en retrouvant mon camp que j'ai pu savoir. » De retour à Paris, l'alpiniste Jean-Christophe Lafaille a ainsi commenté, le 13 août, sa victoire, le 31 juillet, sur son quatrième « 8 000 » himalayen, le Gasherbrum I, un sommet de 8 068 mètres appelé aussi Hidden Peak et situé dans la chaîne de Karakoram, au Pakistan. Quatre jours auparavant, il avait gravi, également en solitaire, une cime voisine, le Gasherbrum II, 8 035 mètres, en onze heures et vingt minutes.

Âgé de trente et un ans, originaire de Briançon et professeur à l'École nationale de ski et d'alpinisme de Chamonix, ce guide a effectué son « voyage » à travers deux des quatorze « 8 000 » de la Terre sans retour au camp de base de l'expédition. Il a enchaîné les deux sommets en effectuant trois bivouacs, dont l'un à 5 900 mètres, sur le plateau d'où s'élevaient les six Gasherbrum, dont le plus bas atteint tout de même plus de

7 000 mètres. Jamais auparavant deux sommets de cette ampleur n'avaient été enchaînés en si peu de temps et en solitaire. Il y a douze ans, le grimpeur italien Reinhold Messner, qui avait été le premier vainqueur des quatorze « 8 000 » himalayens, et son compagnon de cordée Hans Kammerlander avaient ouvert cette double traversée en sept jours. Cette première fut à l'époque considérée comme un remarquable exploit malgré l'altitude relativement faible des Gasherbrum, notamment par rapport aux 8 848 mètres de l'Everest. Elle fut ensuite redoublée par Benoît Chomou, Eric Escoffier et Ehard Lorentan, mais avec plusieurs jours de repos entre les deux sommets. Avant de réussir ce doublé, Jean-Christophe Lafaille disposait d'un modeste palmarès himalayen : il n'avait vaincu que le Cho Oyu (8 210 mètres), en 1993, et le Shishapangma (8 096 mètres) en solitaire, en 1994. Le guide français vient donc de frapper un grand coup. Sa montée parmi les grands himalayistes actuels ne fait plus de doute. Il avait déjà prouvé ses exceptionnelles capacités d'adaptation à la très haute altitude lors du drame qui s'est joué en 1992 sur l'Annapurna (8 091 mètres). Il était alors engagé avec l'al-

niste Pierre Béghin dans la face sud de cette montagne quand celui-ci trouva la mort, alors que la cordée venait de surmonter les principales difficultés de l'itinéraire qu'elle convoitait. Resté seul à 7 400 mètres d'altitude, privé d'une large partie de son matériel, gravement blessé au bras par un rocher,

Jean-Christophe Lafaille, qui se mesurait pour la première fois à l'Himalaya, parvint à regagner le camp de base de l'expédition après cinq jours d'efforts. Les meilleurs spécialistes de ce milieu qualifièrent alors sa redescende de « héroïque ».

Au mois d'octobre 1995, le guide est retourné dans cette même face,

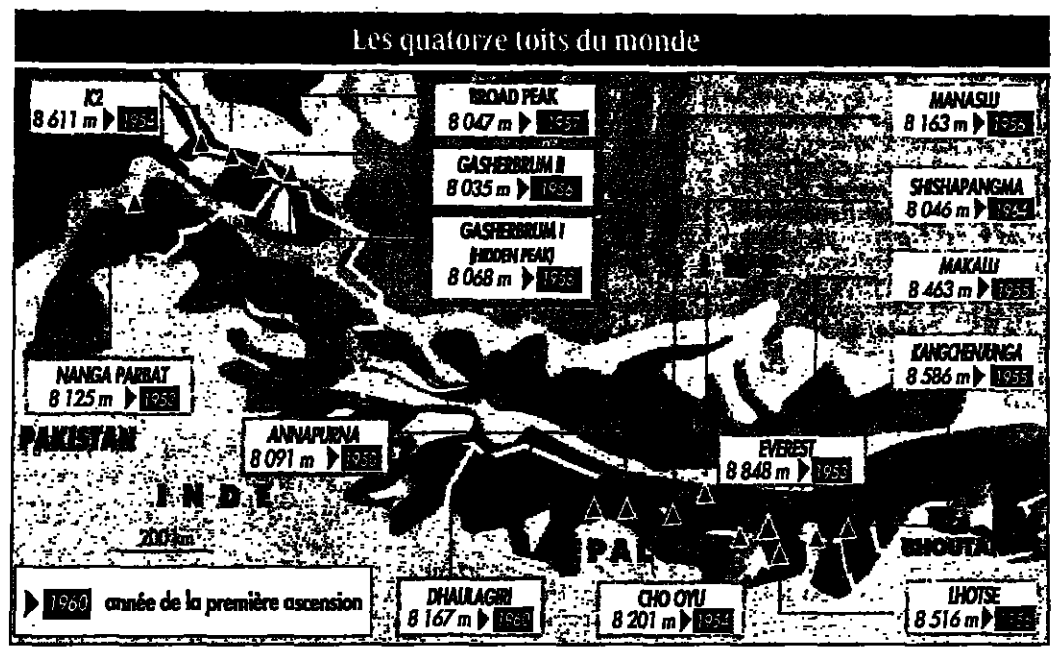
cette fois pour un exercice en solitaire. Il avait préparé cette ascension quelques mois plus tôt en effectuant un « voyage » de quinze jours à travers dix faces nord prestigieuses de l'arc alpin, notamment l'Eiger (3 994 mètres) et les Grandes Jorasses (4 208 mètres). Après deux assauts dans la très périlleuse face

sud de l'Annapurna, Jean-Christophe Lafaille renonça alors qu'il se trouvait à 7 400 mètres d'altitude.

En enchaînant en solitaire, à quelques jours d'intervalle, deux « 8 000 », l'alpiniste déclare avoir voulu, sur le « terrain d'expérimentation » à la haute altitude que constituent depuis une dizaine d'années les Gasherbrum, « prendre des repères physiques et mentaux pour s'attaquer à des voies beaucoup plus difficiles, plus longues et plus hautes », il ajoute : « Aujourd'hui, dans l'Himalaya, on essaie d'imaginer des choses exceptionnelles, comme on le faisait dans les Alpes il y a quelques années. Aux Gasherbrum, j'ai pu tenir la distance et cumuler quatre mille trois cents mètres de dénivelé en moins de quatre jours. Il doit être possible de répéter ce type d'efforts violents dans des faces plus hautes et encore plus difficiles ».

Après sa double réussite dans le Karakoram, Jean-Christophe Lafaille souhaite retourner dans la face sud de l'Annapurna. Mais il convoite également d'autres voies extrêmes au Nanga-Parbat (8 125 mètres) et au K2 (8 611 mètres), dont il a croisé les arêtes en se rendant au Gasherbrum.

Claude Francillon



Les Jeux paralympiques rassemblent 3 500 athlètes à Atlanta

ATLANTA

Une semaine, et même peut-être moins, a suffi à Atlanta pour reprendre visage humain. En ville, les vendeurs ambulants ont déserté les trottoirs et emporté avec eux cette odeur de kermesse qui avait tant déplié aux visiteurs étrangers, mais visiblement ravi le public américain. Le parc du Centenaire, où étaient installés les pavillons des partenaires et où a eu lieu un attentat le 26 juillet, a déjà pris l'allure d'un parc, un vrai, discret mais bien vivant. Le métro a retrouvé son vrai rythme, il est donc presque désert. Il fait chaud et humide. La norme, rien de plus.

La fête est finie. Et pourtant, les Jeux recommencent. Jeudi 15 août, le stade olympique reçoit sa deuxième cérémonie d'ouverture, celle des Jeux paralympiques, les dixième du nom. Il n'y a pas question de centenaire. Le défilé des délégations nationales, dont le nombre atteint « seulement » 120, promet d'être moins languissant. Les caméras de télévision de la chaîne NBC ont laissé la place à celles de CBS, mais celles-ci ne fonctionneront pas plus d'une heure. Et encore, le feront-elles pour le seul réseau local. La fête sera moins coûteuse, à peine un septième du budget déposé pour l'ouverture des Jeux olympiques d'Atlanta. Moins grandiose, plus humble, mais pas forcément moins réussie.

Ces Jeux paralympiques, la capitale de la Géorgie les attend avec une curiosité mêlée d'incertitude. « Les plus grands athlètes du monde viennent à Atlanta deux fois cette année », assure une affiche publicitaire placardée au-dessus de l'autoroute qui coupe la ville en deux. L'événement annonce fièrement ses chiffres : 3 500 athlètes, 17 sports, 550 épreuves, près de 200 millions de francs de partenariat privé. La deuxième compétition sportive du calendrier international pour 1996, affirment ses organisateurs. Sturement. « Une étape décisive dans l'histoire de notre mouvement », prétend Robert Steadward, le président du Comité international paralympique. Je n'ai jamais ressenti un tel intérêt populaire dans une autre ville ou un autre pays. Sans doute. Mais le plus

dur est encore à faire. Attirer les gens vers le stade. Et, plus encore, les convaincre de suivre le spectacle avec ce même regard admiratif et passionné qu'ils ont devant une épreuve sportive de haut niveau.

A Barcelone, en 1992, les Jeux paralympiques ont connu un succès populaire difficilement prévisible. Environ 1,5 million de personnes ont assisté aux compétitions. Une réussite. Mais les places étaient gratuites et les sites souvent faciles d'accès. A Atlanta, il en coûte de 50 à 500 francs pour entrer au stade. Cher, peut-être trop. Mais l'enjeu est d'importance. « Il est temps pour notre mouvement de trouver sa vraie place, explique Al Mead, le vice-président du Comité d'organisation des Jeux paralympiques (APOC). Nous devons ame-

ner cette compétition à un niveau plus élevé. Et nous aurons gagné si les gens voient leurs places pour assister aux épreuves. » A la veille de l'ouverture, la billetterie avait déjà rapporté plus de 5 millions de francs. Un résultat jugé prometteur, mais encore insuffisant.

RECONNAISSANCE

Phénomène rare, voire unique : athlètes et organisateurs se servent de mêmes mots pour décrire les vrais enjeux de la compétition. L'argent importe peu, pas plus que la notoriété. Seul compte le respect. Une recherche de reconnaissance que tous les participants se transmettent de main en main comme s'ils cherchaient à s'assurer que le message n'a été oublié de personne. Scot Hollonbeck, un Américain engagé dans les épreuves

d'athlétisme en fauteuil, est de ceux qui l'expriment avec le plus de force. « Les Jeux paralympiques, dit-il d'une voix soigneusement posée, n'ont rien à voir avec la pitié. Et ils ne sont pas non plus une question de courage. Ces Jeux ne sont même pas vraiment une affaire de handicaps. Il s'agit simplement d'une compétition qui réunit, une fois tous les quatre ans, des athlètes qui ont consacré des heures et des heures à s'entraîner pour être les meilleurs du monde. Et c'est pourquoi j'espère que les gens viendront assister à nos épreuves avec la volonté de voir les meilleurs l'emporter. J'espère que nos victoires sauront les inspirer et qu'ils auront envie d'être comme nous. Pas des handicapés, bien sûr. Mais des vainqueurs, seulement des vainqueurs. »

A quelques jours de l'ouverture, l'un des partenaires de l'événement a entamé une campagne de publicité dans la presse américaine en comparant le record olympique du 100m et celui, pour la même distance, des Jeux paralympiques. 9 s 84 pour le premier, 10 s 72 pour le second. Et cette simple phrase : « Parfois, la différence entre un athlète olympique et un athlète paralympique n'est pas toujours très évidente. » Un écart que les 3 500 participants de ces autres Jeux d'Atlanta se sont donné pour mission de réduire encore, d'ici au 25 août jour de la cérémonie de clôture.

Alain Mercier

120 pays représentés à la dixième édition

Les Jeux paralympiques d'Atlanta sont la dixième édition de ce rendez-vous mondial de l'élite sportive des handicapés, qui a succédé aux Jeux pour paralympiques, créés à l'hôpital de Stoke-Mandeville (Angleterre) le 22 juillet 1948, jour de l'ouverture des Jeux olympiques de Londres. A partir de 1960, ils sont disputés tous les quatre ans, quelques jours après les J.O., si possible dans le même pays (sauf en 1968 et 1980), et depuis 1992 dans la même ville

et sur les mêmes installations sportives que les Jeux. ● 1960 : Rome (Italie) 300 participants de 10 pays. ● 1964 : Tokyo (Japon) 400 participants de 22 pays. ● 1968 : Tel-Aviv (Israël) 750 participants de 29 pays. ● 1972 : Heidelberg (RFA) 1 000 participants de 43 pays. ● 1976 : Toronto (Canada) 1 500 participants de 45 pays. ● 1980 : Arnhem (Pays-Bas) 1 800 participants de 48 pays. ● 1984 : New York (Etats-Unis),

pour handicapés debout, 2 000 participants de 52 pays. ● 1984 : Stoke-Mandeville (Angleterre), pour handicapés en fauteuil, 1 700 participants de 52 pays. ● 1988 : Séoul (Corée du sud) 4 000 participants de 67 pays. ● 1992 : Barcelone (Espagne) 4 500 participants de 89 pays. ● 1994 : Atlanta (Etats-Unis) 4 800 participants de 120 pays. (Le nombre de participants englobe athlètes et encadrement.)

Un fauteuil roulant de haute technologie pour les sprinteurs français

LES CENT CINQUANTE sportifs français sélectionnés pour les Jeux paralympiques entendent bien défendre la quatrième place par équipes acquise en 1992 à Barcelone. Dans cette perspective, la Fédération française handisport (FFH) a confié à la direction des études et recherches d'EDF, pour la partie ingénierie, et à la société Poirier SA (constructeur français de fauteuils roulants), pour sa réalisation, la conception d'un nouveau fauteuil roulant d'athlétisme que l'on trouvera au départ du 100 m, du 200 m et du relais 4 x 100 m. « En l'espace de trente ans, les sportifs handicapés sont devenus de véritables athlètes de haut niveau », explique André Auberger, président de la FFH.

Il y a trente ans, les fauteuils utilisés par les athlètes ne se distinguaient guère de ceux de la vie courante. Depuis les années 70, chaque discipline sportive s'efforce

de mettre au point un fauteuil adapté à sa spécificité. L'athlétisme est en pointe : les fauteuils sont passés de quatre à trois roues (avec des roues arrière inclinées et parfois lenticulaires) et de plus de 20 kilos à 7 ou 8 kilos grâce à l'utilisation de matériaux toujours plus légers.

Selon Jean Minier, directeur technique fédéral de l'athlétisme handisport, d'énormes progrès ont déjà été réalisés, mais le principal obstacle à surmonter pour franchir une nouvelle étape reste le passage des virages.

Les athlètes atteignent désormais de telles vitesses en bout de ligne droite qu'ils doivent ralentir dans les courbes sous peine de sortir de leur couloir ou de chuter. Les études menées par les ingénieurs chargés de la conception du nouveau fauteuil ont donc été orientées vers la recherche d'une plus grande maîtrise directionnelle et d'un

gain de stabilité dans les virages. Elles se sont portées sur la partie avant du fauteuil et ont abouti à la création d'une nouvelle fourche avant « cassée » en aluminium d'aviation ultra-léger, alliant rigidité et flexibilité.

Hubert Locorocca, champion du monde du 100 m et troisième du 200 m en 1994, devrait s'aligner sur les deux distances à Atlanta avec ce nouveau matériel. Après un mois d'essai, il note déjà des progrès considérables par rapport aux fauteuils précédents. « Le nouveau fauteuil est plus long de 10 centimètres (1,70 mètre) et sa poutre plus haute, constate-t-il. Il se comporte nettement mieux dans les virages, et le positionnement plus à l'arrière des cale-pieds permet une meilleure propulsion. » Signe encourageant : lors des championnats de France handisport, au mois de mai, Hubert Locorocca a réalisé sa meilleure performance

personnelle sur 200 m en 27 s 42, soit 38 centèmes de moins que son ancien record. Ce fauteuil « révolutionnaire » permettra-t-il à Hubert Locorocca de décrocher l'or à Atlanta ? Jean Minier rappelle que cette évolution n'est qu'une étape, et que de nombreuses incertitudes demeurent sur la partie arrière du fauteuil, où s'exerce l'essentiel des forces de propulsion, ainsi que sur le positionnement de l'athlète, qui reste en grande partie incontrôlable. Parmi les améliorations apportées au fauteuil de compétition, certaines devraient pouvoir être transposées au fauteuil de la vie courante.

L'allègement et le gain de maniabilité des fauteuils dits « utilitaires » résultent déjà des innovations technologiques réalisées dans le domaine sportif.

Stéphane Mandard

Arsène Wenger prochain entraîneur d'Arsenal

LE FRANÇAIS Arsène Wenger devrait annoncer officiellement, jeudi 15 août, son arrivée comme entraîneur du club londonien de football Arsenal. Sous contrat jusqu'à fin novembre avec le club japonais de Nagoya Grampus Eight, l'ancien entraîneur de Monaco aurait, selon L'Equipe du 14 août, donné son accord aux dirigeants anglais pour remplacer l'écossais Bruce Rioch, limogé lundi 12 août à quelques jours de la reprise du championnat. Son nom avait été immédiatement avancé, ainsi que celui du Néerlandais Johan Cruyff. Après son expérience de deux saisons en J-League japonaise, le technicien français avait annoncé son intention de revenir en Europe. Il avait été pressenti par Glenn Hoddle, le nouveau sélectionneur anglais, ancien joueur de Monaco, pour rejoindre la direction technique de l'équipe nationale anglaise.

Le journal anglais The Independent évoque, mercredi 14 août, la possible arrivée aux Gunners d'Arsenal, dans le sillage d'Arsène Wenger, de l'avant-centre franco-libérien évoluant au Milan AC, George Weah, qui avait fait ses débuts professionnels à l'AS Monaco sous la houlette de l'entraîneur alsacien. Dans l'immédiat, c'est le Français Rémi Garde, en fin de contrat avec le RC Strasbourg, qui a signé, mardi 13 août, un contrat d'un an avec le club londonien.

A quarante-sept ans, Arsène Wenger sera le premier technicien français à prendre la responsabilité d'une équipe britannique. Il arrive dans un club en crise depuis le départ de l'entraîneur George Graham, convaincu en 1995 d'avoir touché des commissions occultes sur des transferts. Arsenal a été finaliste de la Coupe des coupes en 1994 face à Parme.

■ Diego Maradona est arrivé en Suisse, mardi 13 août, pour suivre une nouvelle cure de désintoxication. Le joueur, qui a été suspendu à deux reprises (en 1992 avec Naples et en 1994 avec l'équipe nationale argentine) pour consommation de stupéfiants, doit rester douze jours dans une clinique spécialisée de Clarens-Montreux, dans le canton de Vaud. (AFP, Reuters.)

Surréaliste Bucarest

Entre les séquelles de l'ère Ceausescu, le matraquage publicitaire, les excentricités des nouveaux riches et les casinos mafieux, la capitale roumaine fait de mauvais rêves

En revanche, le surréalisme persiste à s'égarer tout cru dans la chronique des loups : à cette capitale qui sue la misère et le besoin (les campagnes paraissent moins malheureuses), on vient d'annoncer, sous les seuls applaudissements de lointains financiers internationaux, que le pain augmentait de 52 %, l'électricité de 58 %, sans parler du métro, des chemins de fer, de l'essence...

Seuls les Tsiganes restent prolifiques. Officiellement 500 000, ils seraient, selon eux, 2 millions. Tous ne vivent pas dans des chariots bâchés à deux étages, aux allures mérovingiennes. Fane Spoltoru, réputé être le plus considérable mafieux gitan, a loué la Maison du peuple, palais large

Julien pour le moment se contentera de construire sur 6 000 m² de son fief champêtre une copie du Taj Mahal. L'imperator bâtisseur a un rival, Cioabe I^{er}, auto-proclamé aussi souverain des

vrai que Dracula - Vlad l'Empaleur qui « appliquait à nos ennemis turcs un supplice de leur invention » - est à la mode. Un hebdo porte son nom, là on fleurit sa statue, ailleurs on monte en pèleri-

Alors, que faire ? Fuir cette capitale désemparée, mise à l'encan, accablée de vertigineux problèmes sociaux et politiques mais occupée de futilités ? Traverser la Valachie pour aller se rafraîchir corps et âme dans le Danube ? Las ! un récent rapport parlementaire soulève le cœur à propos du fleuve bien en son delta : 500 000

● **Le Livre. Bucarest (Pion) de Paul Morand, publié en 1935 et réédité en 1990. Livre également Souvenirs merveilleux d'un ambassadeur des golans (Balland) d'A. Paiséologue. La fin de ceansule. Histoire d'une révolution (L'Harmattan) de Jean-Marie Le Breton, diplomate français ayant assisté aux événements de 1989 : pour les données économiques : La Roumanie contemporaine, nouvel ouvrage collectif (L'Harmattan).**

● **Contacts.** L'Association française pour le développement de l'étude du Sud-Est européen, présidée par Jean-Marie Le Breton, met en contact auteurs et universitaires français et roumains. Adesee, 2, rue Emile-Faguet, 75014 Paris, tél. : 45-39-64-73.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

L'idée de ce quotidien revient à un ancien journaliste sportif de l'ère communiste, Radou Bogdane, déjà propriétaire d'une feuille bucarestoise en anglais vendue sur abonnement et qui tirerait à 4 000 exemplaires. *Bucarest-Main* se trouvera en kiosque et compte vendre 5 000 exemplaires. Trouvera-t-il sa place parmi une presse roumainophone diversifiée ? Surmontera-t-il la rumeur qui fait de son animateur un proche des marxistes recyclés toujours au pouvoir ? Sera-t-il surtout, à l'image du *Progrès égyptien* au Caire, un in-

Parmi l'intelligentsia roumaine satisfaite de voir un média en français préparé chez elle, on aurait préféré une revue d'actualité sur les civilisations latines et les littératures francophones ou bien une plus forte présence radiotélévisuelle française en Roumanie. Chacun trouve en tout cas normal de voir renaître un média roumain « dans la langue de Molière ».

Le *Journal de la Roumanie* est le premier d'une série de journaux depuis le dix-huitième siècle via les Grecs de Constantinople qui les gouvernaient alors pour le compte de la Porte, les Roumains ont toujours regardé sans complexe le français comme « l'idiome roman le plus achevé ». Dans son premier éditorial *Bucurest-Matin* écrit : « Il n'y a pas de domaine où notre civilisation nationale ne soit d'une manière plus ou moins grande empreinte de l'esprit français ». Le sénateur roumain d'extrême gauche, le député de la gauche des français « dans une large mesure l'une de l'identité nationale roumaine » mais aus-

Espérons que le nouveau quotidien bucarestois aidera la Roumanie à retrouver son ancien niveau qualitatif en français. Une brochure, *Les Nuits de Bucarest*, offerte aux étrangers dans les hôtels, vante ainsi un bistro « *parisien* » local, le Café de la Joie : « Dans chacun (sic) de ses plats bien présentés une pincée d'amour pour le travail soigné, un nuage de plaisir, un soupçon de respect (re-sic) et un doigt de passion. »

I.-P. P.-H.

■ **L'AUTOMNE CANADIEN** Entre fin septembre et début octobre, chaque Canadien goûte les premières gelées morniques qui, en saisissant le feuillage, lui donnent des flamboyants couleurs. Canadian National propose de découvrir cet automne particulier lors d'un circuit de 11 jours au Québec et en Ontario, au départ de Paris. Avec les visites guidées de Montréal, d'Ottawa, de Toronto et de Québec, ainsi qu'une halte forcenée pédestre dans le parc Algonquin, Fort Marie en bordure de la grande cascade des Chutes du Niagara, une croisière dans les Mille Îles et la découverte de York, d'Orléans et le retour à Montréal par le Chemin du Roy, le long du Saint-Laurent. Départ le 28 septembre au soir à partir de 7 850 F par personne en chambre double avec l'avion, l'hébergement en hôtel, les transports en autocar et les visites.

■ Informations au (1) 47 42-76-50 et dans les agences de voyages.

■ **LA ROUTE DE LA SOIE PAR LE SUD.** Seule voie de contact entre l'Extrême-Orient et l'Occident durant l'Antiquité et le Moyen-Age, la mythique route de la soie partait de l'ancienne capitale chinoise, Xian, pour d'une part rallier la Mer caspienne via le bassin du fleuve jaune, d'autre part l'Inde et le Proche-Orient. La route la plus connue était celle du nord. China Travel Service programme cette année un circuit de 20 jours, de Pékin à Shanghai; sur la route sud qui longe le désert de Taklamakan et fait étapes dans des lieux récemment ouverts aux étrangers. Deux départs sont prévus les 13 et 20 septembre. Le prix est de 21 800 F par personne avec les vols France-Chine, les vols intérieurs, les trajets en train, en bus et en 4x4, le logement en chambre double et petit-déjeuner, la pension complète et les guides.

■ **China travel service France, 32 rue Vignon, 75009 Paris, tél. : 44-54-54-54.**

ALBANIE

*Vacances-découverte à 2 en 8 jours
de ce pays paisible de Butrint.
Les Albanais, les côtes, les sites.*

Par voiture confort + chauff.-guide
avec hœd and breakfast.

7 nuits réparées sur circuit 1 400 km
(respons. français).

2 480 Fpers. - base 2 personnes
(Tirana est "à côté" en avion)

Documentations et réservations à **Barter Ouest-
Albanie - Rue du Sani Franchet n° 11/23 - Tirana.**

N SICILE
BEACH* (Campofelice)**
96 4 990 F*
Paris + transferts A/R aéroport/hôtel +
(coage). Taxes aériennes en sus (70 F).
N VENISE

PROMOTION SICILE
HÔTEL-CLUB GARDEN BEACH (Campofelice)**
 15 jours du 24/08 au 07/09/96 4 990 F*
 *Prix comprenant : le vol Paris/Palermo/Paris + transferts AIR autopromis +
 logement en chambre double et petit déjeuner. Taxes aériennes en sus (70 F).

PROMOTION VENISE
AVION + HÔTEL + TRANSFERTS 1 850 F 1 610 F* jeudi/dim. (4/3n)
 *Dates de séjour : du 24/08/96 et du 29/08 au 01/09/96 (exemple de prix).
 Prix comprenant : le vol Paris/Venise/Paris + transferts aéroport/Place St-Marc +
 logement en chambre double et petit déjeuner. Taxes aériennes en sus (70 F)

Tél : 44.51.39.27
 MINITEL 3615 (1.29 F/mn)
 Cit Evasion

 **cit**

RD 85 85 0017

1 2 3 4 5 6

Figure 1 is a horizontal bar chart showing the percentage of total sample for each of the 11 categories (I to XI). The categories are listed on the y-axis. The bars show varying lengths, with some categories (like IV, VI, VII, IX, XI) having significantly shorter bars than others (like I, II, III, V, VIII, X).

HORIZONTALEMENT
L'Araignée qui s'enroule sur son
fil pour se protéger
sur le placard - IV. En
Avoir bruyamment
Interrogation. Sur le

ABONNEMENTS 3615 LE

la durée suivante	Prix
1 an	1 500 F
6 mois	1 050 F
3 mois	550 F

කොටස: _____

code postal :

joint mon règlement d'install. par C.

Signature et date (obligatoire)
Nom et adresse

par téléphone : 01 40 00 00 00
inscriptions : 01 40 00 00 00
tarif appels : 01 40 00 00 00

33-111-1-1
Internal 3615 CODE: 1E

—

1

19



1

Figure 1

Le Festival de Locarno se situe au carrefour d'itinéraires singuliers

Deux cent trente films sont présentés dans la cité tessinoise

Parmi les nombreux courts et longs métrages présentés durant la première moitié de la quarante-neuvième édition du festival, qui s'est ou-

verte le 8 août et s'achèvera le 18, des cinéastes aux partis pris radicaux dessinent des trajectoires personnelles qui, de l'intime aux grands

débats politiques et sociaux, interrogent la place même de la mise en scène. L'énergie du cinéma dans ce qu'il a de meilleur.

LOCARNO

Grand festival cinématographique, Locarno se veut le rendez-vous sans exclusive de tout ce qui, sur les écrans, porte la trace d'un point de vue d'auteur. C'est ainsi qu'y voisinent la première intégrale du grand cinéaste égyptien Youssef Chahine (*Le Monde* du 8 août) et une vaste sélection de courts métrages annonçant la relève du cinéma français, des incunables restaurées par la Cinémathèque suisse et des œuvres contemporaines du monde entier. Ce sont au total quelque deux cent trente films qui sont présentés dans la cité tessinoise du 8 au 18 août. A mi-parcours de cette pléthorique et cosmopolite programmation, on aura surtout remarqué une poignée de réalisateurs qui, souvent avec des moyens matériels très réduits, parviennent à dire « je » avec une inventivité et une puissance qui pulvérisent tout risque de narcissisme.

Dès le premier jour, une sorte de météorite calme s'abatait sur les rives du lac Majeur. Cela s'appelle *Rencontre*. C'est le nouveau film d'Alain Cavalier. Rarement l'expression « un film de... » aura à ce point pris tout son sens. Seul avec une petite caméra vidéo, jour après jour, il a filmé et parlé et dialogué son amour partagé avec une femme. Leur amour est l'enjeu unique du film, la pudeur et la sensibilité sont les clés de cette sonate au clair des sentiments, où les objets de chaque jour, les menus présents, les mots, les gestes, le corps en ce qu'il a de plus concret, sont les notes de ces arpegges murmurés, souriants, bouleversants. *Rencontre* ne ressemble à rien de ce

qu'on a vu avant sur un écran. Identique et son contraire, venant de l'autre bout du monde, voici *Bari Zogon*, du japonais Fumiki Watanabe. Lui aussi est un solitaire, vivant et travaillant en marge du cinéma de son pays. Lui aussi est personnellement présent dans son film, menant une expérience limite. Cette fois il ne s'agit plus d'une histoire intime, mais d'une affaire qui met en cause

vertigineux puzzle critique, *Bari Zogon* met en cause le statut des images, celles qui se prétendent objectives comme celles qui se retranchent derrière le « il était une fois ». Et c'est aussi ce que fait, en un film-coup de poing d'une sidérante violence et d'une impressionnante liberté de narration, Claire Denis avec *Nénette* et *Boni*. Tous les pièges de la sociologie appliquée et de la psychologie bien-

chacun. *Rencontre* est un journal intime du bonheur, en regard duquel on aurait aussi pu mettre le projet mené par le photographe américain Robert Frank, qui, dans *The Present*, filme sa maison comme le territoire des illusions perdues. Ces films, tout comme *Bari Zogon* ou *Nénette* et *Boni*, sont, loin de toute approche policière ou journalistique, des enquêtes sur l'état du monde et de ceux qui y vivent.

Et c'est encore le cas du nouveau film de Robert Kramer, Américain installé en France, citoyen d'une planète dont il guette les dérives. A l'inverse de son confrère japonais, lui qui est aussi un formidable documentariste, part cette fois de la fiction : *Walk the Walk* s'ouvre sur un récit familial à trois personnages, le père, la mère, la fille, qui vivent dans le midi de la France.

UNE « EXPERIENCE »

Chacun de son côté, l'homme et la fille s'en vont, la femme reste. Les deux qui partent voyagent vers l'est, l'un par le Nord, l'autre par le Sud. Et ce dispositif qui intègre un double mouvement et un pôle statique construit un portrait de l'Europe d'aujourd'hui - celle de Maastricht, celle du chômage, celle de la prospérité, de l'après-chute du Mur, de l'implosion de l'Union soviétique et de la Bosnie martyre -, où la rigueur et la liberté de la mise en scène insuffisent par toutes les ouvertures de la narration la réalité contemporaine du continent. Une expérience, dans tous les sens du terme, menée avec une telle détermination du côté de la vie qu'elle fraye un chemin au milieu de la détresse.

C'est un peu ce que fait aussi, dans un registre très différent, le premier film du cinéaste égyptien Oussama Fawzi. Les personnages des *Rois de l'asphalte*, habitants d'un quartier pauvre du Caire, sont affreux, sales et mal embouchés, hâbleurs et batailleurs. Le portrait qu'en trace le cinéaste est si vigoureux et chaleureux, si attentif aussi, qu'il émane de cet échantillon d'humanité une force revigorante. Cette énergie est celle du cinéma à son meilleur, tel que la sélection de Locarno en donne chaque jour un aperçu, en un kaléidoscope aux tonalités variées, mais où, chaque fois, le regard d'un artiste dans ce qu'il a de plus personnel rencontre la complexité de l'universel.

Jean-Michel Frodon

■ Joli mois de mai pour le cinéma avec 9,8 millions d'entrées et une hausse de la fréquentation de 26,1 % par rapport à mai 1995, selon le Centre national de la cinématographie. L'embellie est due à la bonne performance des films français sortis pendant le Festival de Cannes, notamment *Ridicule*, *Un héros très discret* et *Le Huitième Jour*, ainsi qu'à la longévité de *Pédale douce*, *Les Deux Papes* et *La Maman ou Chacun cherche son chat*. La part de marché des films français atteint ainsi le taux exceptionnel de 62,4 %.

■ Ecoute téléphonique pour Roman Polanski, c'est ce que révèle le quotidien espagnol *Diario 16*. La maison du cinéaste à Ibiza (Balears) aurait été « branchée », en 1992, pendant deux mois par la garde civile, qui le soupçonnait de contrebande au profit de l'Organisation armée ETA. Roman Polanski aurait rapidement été innocenté.

■ 20th Century Fox lève le premier emprunt du cinéma sur le marché, pour un milliard de dollars, a annoncé la banque responsable de l'émission, Citicorp. La majeure partie de l'emprunt a été placée en obligations. Les studios de cinéma, qui font partie du groupe de médias News Corporation de Rupert Murdoch, ont ainsi trouvé « une source de capital à prix avantageux » pour la production de futurs films. La Fox vient de connaître un énorme succès aux Etats-Unis grâce à *Independence Day*.

LES NOUVEAUX FILMS

L'ULTIME SOUPER

Film américain de Stacy Little. Avec Cameron Diaz, Annabeth Gish, Ron Eldard, Jonathan Penner, Courtney B. Vance, Ron Perlman (1 h 25).

Ce petit film d'un farfelu macabre repose sur un syllogisme filmé comme une comédie noire. Le syllogisme est ainsi formulé par l'un des protagonistes : a) vous rencontrez Adolf Hitler en 1909, b) trente ans plus tard, vous savez que ledit Hitler fera des millions de victimes, c) vous avez donc le droit de le tuer à la première rencontre, afin d'éviter ce massacre. Adoptée par cinq jeunes libéraux américains (parmi lesquels deux femmes, un Noir et un juif), cette « logique » est aussitôt mise en pratique à l'encontre de tout ce que les Etats-Unis comptent de plus réactionnaire. Parmi d'autres, un nazi, un pasteur homophobe, un macho et un anti-écologiste succombent ainsi successivement à des dîners fins, arrosés d'arsenic par les sympathiques jeunes gens. Filmes pour l'essentiel en champ-contre-champ dans une salle à manger, ces petits meurtres entre amis finissent par lasser. D'autant que la réalisatrice, apparemment soucieuse d'édification, se désolidarise de ses personnages à mi-chemin, quitte à les réhabiliter en extrêmes (sous forme de dessins) dans le générique de fin. Cette casuistique grippe le mécanisme délinant et ravalé le film à un exercice d'école. Jacques Mandelbaum.

INSTANT DE BONHEUR

Film américain de James Foley. Avec Al Pacino, Mary Elisabeth Mastrantonio, Jerry Barone (1 h 30).

Dès le générique, une sorte d'anthologie des grands succès du cinéma hollywoodien défille à l'écran sur fond de musique sirupeuse. Inquietant. Quand apparaissent les premières images baissant dans une lumière mordorée, l'inquiétude se mue en angoisse. Il y a là le haut-parleur d'une camionnette qui annonce la programmation d'un cinéma de quartier, un jeune garçon qui se réveille, et une voix off (celle du garçon devenu adulte) qui se charge d'expliquer à la première personne le sens profond de tout cela, par l'amour conjugué de la vie et du cinéma. L'action se situe à Philadelphie en 1933, au plus fort de la grande dépression. Les personnages principaux sont Gennaro Spirito, garçonnet de douze ans d'origine italienne, sa mère qui l'élève seule, et son grand-père (Al Pacino) qui agonise. L'enjeu, à la croisée du roman d'éducation et du néoréalisme italien, consiste pour Gennaro à trouver, dans la journée, les 25 cents qui lui ouvriront les portes du cinéma La Paloma. Le résultat, étouffé par les symboles et les clichés, est un empilage systématique de tout ce qui peut faire vivre un film, à commencer par les personnages. Une curiosité, à ce titre, pour les incondtionnels du grand acteur : Al Pacino, transformé en épouvantail à moineaux. J. M.

MO'

Film français de Yves-Noël François, avec Jean-Marc Barr, Jean Yanne, Gunilla Karlsen, Adama Niane, Christine Pignet (1 h 22).

Mo' affiche d'emblée son ambition : une comédie louchette et truffée de clins d'œil cinéphilas. Dans un décor de science-fiction en carton-pâte, un succédané de Sam Spade enquête, à la demande de la patronne obèse d'un conglomérat télévisuel, sur la disparition d'un acteur qui se prend pour John Wayne. Entre autres figures louches, il croise une pulpeuse créature au double visage de Marilyn et de Nikita, un sorcier black humoriste... Tout cela est prétexte à de bonnes blagues comme des copains peuvent s'en raconter en fin de soirée, au mieux à des astuces susceptibles de nourrir une BD (par petits morceaux), en aucun cas à un film. L'absence totale de mise en scène et la négligence de l'interprétation disqualifient l'entreprise, qui s'embourbe de surcroît dans une « réflexion » sur réalité et simulacre à l'âge de la société du spectacle, confondante de naïveté. J.-M. F.

FAUX FRÈRES, VRAIS JUMEAUX

Film américain d'Andrew Davis, avec Andy Garcia, Rachel Ticotin, Alan Arkin, Joe Pantoliano, David Ogden Stiers (2 h 10).

A cause du *Pugilif*, Andrew Davis est devenu, pour Hollywood, un metteur en scène de film d'action. Chez le comédien Andy Garcia, il y a toujours eu, du *Parrain 3* à *Jennifer 8*, comme un ressort serré, une menace - ou une promesse - d'explosion. Alléchante, l'alliance de ces deux dynamiques donne pourtant naissance à un film étrangement plat. Garcia incarne des jumeaux orphelins séparés par le divorce de leurs parents d'adoption. L'un, Ruben, fut élevé par sa mère, une danseuse qui lui inculqua générosité et fierté dans sa culture latino. C'est le gentil, il porte un galurin d'une taille trop petite et des vestes d'une taille trop grande. L'autre, Robby, fut dressé par son père dans l'obsession de l'arrivisme et de l'argent : il joue au polo, porte des costards sur mesure. C'est donc le méchant - il voudra très vite dépouiller son « gentil » jumeau de sa fortune. Le scénario se tire-bouche en séries de complications. On a pourtant l'impression qu'il ne se passe pas grand-chose. Manque simplement un petit grain de folie, autant dire l'essentiel. Henri Béhar.

FREISCHUTZ

Film hongrois d'Ildiko Enyedli. Avec Gary Kemp, Sadie Frost, Alexandre Kaldanovski (1 h 30).

Le Festival de Cannes 1989 révélait le talent d'une jeune cinéaste hongroise, Ildiko Enyedli, dont le premier long-métrage, *Mon 20^e siècle*, obtenait alors la Caméra d'or. Est-ce cette précoce reconnaissance qui a poussé la réalisatrice vers un projet tel que *Freischutz*? De hongrois, cette transposition de l'opéra de Carl Maria von Weber n'a que la nationalité d'Ildiko Enyedli. On serait bien en peine de trouver une authenticité à cette coproduction au cosmopolitisme stérile. Il n'est guère plus aisé de déceler le sens de ce conte où un tireur d'élite, chargé de protéger un champion d'échecs, utilise des balles magiques pour accomplir sa mission. Le récit, passablement alambiqué, est entrelardé de séquences mystico-médiévales d'un kitsch achevé. Le diable est supposé mener les balles, et l'histoire du *Freischutz*. C'est sans doute lui qui a soufflé à la réalisatrice de se lancer dans cette entreprise pesamment « culturelle » et symbolique, exécutée en plans aussi décoratifs que creux. J.-M. F.

LES ENTRÉES À PARIS

■ Deuxième triomphateur de l'été après *Rock*, *L'Effaceur* attire 130 000 spectateurs dans 47 salles.

Arnold Schwarzenegger prend ainsi aisément (c'était prévisible) l'avantage sur les deux autres « grosses sorties » de la semaine. Le *Strip-tease* de Demi Moore séduit 82 000 spectateurs devant 41 écrans. Et *Flipper* fait un flop à seulement 20 000 dans 38 salles.

■ Le total des entrées enregistre une amélioration de plus de 100 000 par rapport à la semaine correspondante de 1995. Grâce aussi à *Rock*, qui en deuxième semaine enrôle encore plus de 80 000 amateurs, pour un total avoisinant les 240 000. Les productions hollywoodiennes occupent donc tout le terrain estival, ces quatre films disposant de 177 écrans dans la capitale et sa banlieue.

■ Aucun autre film n'attire plus de 15 000 spectateurs. A noter le succès de la reprise de *Shanghai Gesture*. *Crash* prend correctement le virage de la quatrième semaine, pour atteindre le total de 150 000, et, en troisième semaine, *Dangereuse alliance* prend un léger avantage sur *Le Grand Tournoi*. Pour le cinéma français, on attendra le 21 août...

J.-M. F.

★ Chiffres : Le Film français.

Le Monde cet été

● Nouvelles vagues

Nos correspondants à l'étranger ont rencontré des jeunes qui sont déjà des acteurs de la vie sociale et culturelle dans leur pays.

chaque jour jusqu'au 17 août

● Le piéton des Balkans

Un journal de voyage de François Maspero.

du 19 au 24 août

● L'Amérique de la deuxième chance

Sylvie Kauffmann dessine un autre visage de la société américaine à la veille de l'élection présidentielle.

du 26 au 31 août

● Séries noires en série

Des nouvelles inédites signées Daniel Picouly et Marc Villard.

chaque vendredi (daté samedi) jusqu'au 23 août

Le fisc perquisitionne à la banque Rivaud, soupçonnée de fraude

L'établissement aurait soustrait 665 millions de francs à l'impôt et à la TVA

QUATORZE HEURES de perquisition après un démarrage à 7 heures du matin. Tel est le traitement qui a, selon *Le Canard Enchaîné*, été infligé à la banque Rivaud, jeudi 8 août. Le tribunal de grande instance de Paris avait rendu le même jour une ordonnance, autorisant le fisc à perquisitionner. Selon *Libération*, daté du même jour, une quinzaine d'autres perquisitions auraient simultanément eu lieu au domicile de collaborateurs et de clients de la banque de la rue Notre-Dame-Des-Victoires.

La banque aurait abandonné, entre 1992 et 1994, le recouvrement de 265 millions de francs de créances qui apparaissent pourtant, dans certains cas, facilement recouvrables. L'établissement n'aurait même pas tenté de faire jouer les garanties attachées à ces créances. Certains des débiteurs, pour l'essentiel des PME, qui auraient ainsi bénéficié d'un traitement de faveur, ont pour associé ou administrateur « des émanations

juridiques de la banque Rivaud », selon les constatations du fisc reprises par *Le Canard Enchaîné*. La banque Rivaud aurait constitué pour 400 millions de francs de provisions en prévision de futurs abandons de créances. Conclusion du tribunal de grande instance : la banque se serait ainsi « soustraite à l'impôt sur les sociétés et à la TVA (...) en faisant passer sciemment des écritures inexistantes ou fictives dans des documents comptables ». En 1994, elle affichait, grâce à ce système de provisions, une perte de 310 millions de francs. En 1995, elle dégageait un mini-profit de 6 millions de francs.

Rivaud serait, également, soupçonné d'avoir organisé, pour le compte de certains de ses clients, le rapatriement en France de capitaux suisses non déclarés. Le constat est le suivant : la banque Rivaud a reçu beaucoup d'argent venu de Suisse, censé correspondre aux versements effectués par les cautions de certains de ses débiteurs. Ces versements étaient tous

effectués par le même établissement genevois, la Banque d'Investissements privés (BIP). Ils étaient même parfois spontanés, sans que le débiteur initial ait fait défaut de paiement. Une même personne aurait même servi de caution à plusieurs emprunteurs de Rivaud, a priori sans aucun lien.

Selon un membre de l'administration proche du dossier, « certaines de ces pratiques se seraient développées à l'insu de la direction et du fait de certains cadres intermédiaires ». La banque Rivaud, traditionnellement si discrète, fait parler d'elle en ce moment. Sa filiale à 33 %, la compagnie aérienne d'Air Liberté, fortement déficitaire, pourrait, grâce à une idée du gouvernement, se marier avec AOM, une ancienne filiale du Crédit lyonnais aujourd'hui détenue par le consortium de Réalisation chargé de vendre les actifs de la banque publique, et mettre ainsi la main sur la trésorerie d'AOM... Le 31 mai, Marc Rochet, président d'AOM qui refusait de travailler

avec Air Liberté, s'est vu démis de ses fonctions au profit d'Alexandre Couvrelaire, un proche de Jacques Chirac (*Le Monde* du 8 août).

Bâti au temps des colonies sur l'achat de plantations d'ébéniers, le groupe Rivaud conserve de son passé quelques sociétés aux noms exotiques - Caoutchoucs de Padang, Plantations des Terres Rouges, Mines de Kali-Sainte-Thérèse. Il est aujourd'hui présent dans l'aéronautique, l'immobilier, la banque ou encore l'assurance. Solidement gouverné par le comte Jean de Beaumont, 93 ans, la fortune a déjà connu quelques tempêtes. En 1988, elle cédait 52 % du capital de Pathé-Cinéma à l'homme d'affaires italien Giancarlo Piretti. En 1990, après la mise en échec d'une OPA hostile lancée par les banques Duménil-Leblé et Stern, le groupe s'est allié à Vincent Bolloré par un jeu subtil de participations croisées.

V. Ma.

Les sans-papiers grévistes de la faim en appellent à M. Chirac

Après 41 jours de jeûne, le mouvement se développe

APRÈS L'OPÉRATION d'hospitalisation forcée des dix grévistes de la faim menée par la préfecture de police de Paris, lundi 12 août, les porte-parole des trois cents Africains sans-papiers, qui occupent l'église Saint-Bernard dans le 18^e arrondissement de Paris depuis le 28 juin, ont indiqué, mardi, qu'ils ne pouvaient « plus considérer le ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, comme un interlocuteur valable. C'est maintenant directement au président de la République, Jacques Chirac, que nous nous adressons », ont-ils expliqué. La coordination régionale d'Île-de-France des sans-papiers, solidaire des Africains de Saint-Bernard, a annoncé, pour sa part, son intention d'étendre le mouvement au plan national, en appelant tous les « sans-papiers de France » à se faire connaître.

Un « jeûne tournant » de solidarité avec les dix grévistes de la faim organisé par les associations de soutien aux sans-papiers, a débuté dans l'église, mardi 13 août, afin « qu'en cas de nouvelle intervention policière, les grévistes ne soient plus les seuls à se faire embarquer », a précisé une responsable d'association.

Dix Français - personnes, membres d'associations ou anonymes - devraient jeûner quotidiennement par roulement de vingt-quatre ou quarante-huit heures à leurs côtés. Le groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (Gisti), le MRAP et Droits Devant, ont appelé à l'organisation d'autres jeûnes de protestation en France, pour obtenir la régularisation des étrangers en situation irrégulière. La proposition est, déjà relayée par plusieurs personnalités, dont Pierre Bourdieu. Dans un communiqué, le sociologue, précise que « la solidarité avec les étrangers menacés dans leurs droits, leur dignité, leur existence même, peut être le principe d'une nouvelle solidarité de tous ceux qui

entendent résister à la politique de la bassesse ».

Dans le même temps, les réactions des partisans de la fermeté en matière de lutte contre l'immigration se sont multipliées. Patrick Stéfani, secrétaire général adjoint du RPR, a estimé, mardi 13 août, que les Africains de Saint-Bernard exerçaient « une forme de chantage inadmissible à l'égard de la République et ses autorités ». Selon lui, « le soutien que leur apportent des personnalités en mal de médiatisation est irresponsable ». Par ailleurs, M. Stéfani, ancien directeur adjoint de cabinet d'Alain Juppé, a réaffirmé sa « confiance au ministre de l'intérieur pour appliquer la loi et lutter avec fermeté contre l'immigration clandestine ».

« UNE DES PLUS BELLES PAGES ». Pour sa part, Bruno Mégret, député général du Front national, a estimé que l'affaire des sans-papiers de l'église Saint-Bernard « révèle combien le dispositif d'expulsion des clandestins est inadéquat. La prétendue démonstration d'autorité du ministre de l'intérieur est en réalité une preuve de faiblesse puisqu'elle montre que le gouvernement est impuissant à résoudre les problèmes de quelques dizaines de clandestins qui le défient pourtant ouvertement », a-t-il affirmé.

Seule voix modérée à s'élever dans ce concert de menaces, la Fédération des travailleurs africains en France (Fetaf), a estimé que les sans-papiers de Saint-Bernard « sont en train d'écrire une des plus belles pages du mouvement immigré africain ». La Fetaf a, cependant, demandé aux grévistes de la faim de « ne pas persister dans la voie de la grève et d'envisager d'autres formes de lutte ». Mercredi 14 août, les grévistes de la faim entamaient leur 41^e jour de jeûne.

Cécile Prière

M. Juppé écarte toute idée de « conflit » avec la Banque de France

LE FRANC se reprenait légèrement, mercredi 14 août, lors des premières transactions entre banques européennes. Il revenait à 3,4205 francs pour un deutschemark, après être tombé, la veille, jusqu'à un cours de 3,4292 francs pour un mark. La Banque de France avait intervenu de façon répétée, mardi 13 août, afin d'empêcher le franc de franchir la barre des 3,4305, qui représenterait son cours plancher dans l'ancien système monétaire européen (SME), à bandes étroites.

La devise française était soutenue, mercredi matin, par la remontée du dollar face à la monnaie allemande. Le billet vert est passé de 1,4750 à 1,4820 mark. Les investisseurs étant rassurés par l'annonce d'une faible progression des ventes au détail (+0,1 %) et d'une hausse modérée des prix à la consommation (+0,3 %) aux États-Unis au mois de juillet. Ces statistiques ont rendu très peu probable un resserrement de la politique monétaire américaine lors du prochain conseil de la banque centrale, mardi 20 août. Une hausse des taux directeurs de la Réserve fédérale des États-Unis aurait risqué d'entraîner une chute des actions et des obligations américaines, et par contre-coup du dollar.

Le franc profitait également des déclarations d'Othmar Issing, membre du conseil de la Bundesbank. « Une appréciation du deutschemark ne cadre pas avec le paysage économique actuel », a-t-il

affirmé dans un entretien accordé, mercredi 14 août, à l'*International Herald Tribune*.

Selon les analystes, les opérateurs étaient aussi sensibles aux précisions apportées par le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, au sujet des poursuites judiciaires engagées par le gouvernement à l'encontre des anciens dirigeants du Crédit lyonnais.

NERVOSITÉ

« A aucun moment Jean-Claude Trichet n'est mis en cause dans le dossier. Il ne saurait donc être visé par ces investigations », a affirmé M. Arthuis dans un entretien à l'hebdomadaire *Paris-Match*. Le premier ministre Alain Juppé a rejeté, mercredi matin, toute idée de conflit entre le gouvernement et la Banque de France. Il a qualifié les récentes tensions de « tempête dans un verre d'eau ».

La polémique, toutefois, est loin d'être terminée, ce qui rend le rebond du franc très fragile. Dans les rangs de la majorité parlementaire, les adversaires de la politique du franc fort ne désarment pas. Pour le député Philippe Briad (RPR, Indre-et-Loire), « il est des lois que l'on regrette d'avoir votées, de celles qui font mal au ventre. La loi du 4 août qui donne son indépendance à la Banque de France en est une (...) Aux courbes, aux graphiques, à la secte du franc fort, je préfère la France des petits commerçants, des agriculteurs, des petites et des moyennes entreprises, qui créent de la richesse, la France des vrais fonctionnaires, qui conçoivent le service public comme le service du public ».

De surcroît, la nervosité des opérateurs pourrait augmenter au fur et à mesure que se rapproche le conseil de rentrée de la Bundesbank. Si la banque centrale allemande choisit, jeudi 22 août, de ne pas réduire le taux de ses prises en pension (REPO), les tensions monétaires actuelles en Europe risquent de se transformer en une crise de grande ampleur.

Pierre-Antoine Delhommais

Nouvelle procédure dans l'affaire du logement du fils de M. Tiberi

L'ASSOCIATION pour la défense des contribuables parisiens (ADCP) a officiellement demandé au maire de Paris, Jean Tiberi, de se constituer partie civile au nom de la commune, afin de permettre l'engagement de poursuites judiciaires dans l'affaire de l'appartement de son fils, Dominique Tiberi. La démarche, certes paradoxale, de l'avocat de l'ADCP, M. Jean-Marie Biji-Durval, constitue le préalable indispensable à une saisine du tribunal administratif visant à autoriser, en cas de « défaillance » du maire, un ou plusieurs contribuables à déposer une plainte en lieu et place du maire. Dans une lettre adressée à M. Tiberi le 13 août, l'association souligne que « le ministre public se refuse à poursuivre de son propre gré les faits à l'évidence délictueux dont la ville de Paris, les contribuables et singulièrement les demandeurs de logements sociaux sont les victimes ». L'ADCP estime le « préjudice » subi à 672 000 francs - différence entre le loyer perçu par l'office HLM et le « prix du marché » durant sept ans - en constatant qu'il fut « considérablement aggravé » par les « travaux somptuaires » effectués dans l'appartement sur le budget de l'office. Saisi d'une initiative semblable, le tribunal administratif avait rejeté, le 8 janvier, la requête de l'ADCP concernant l'appartement du fils d'Alain Juppé (*Le Monde* du 10 janvier).

La Grande-Motte persiste dans l'interdiction des tracts

SERGE DURAND, le maire divers droite de La Grande-Motte, a justifié, mardi 13 août, l'arrêt municipal sur lequel il s'est fondé pour faire cesser, la veille, une distribution de tracts d'opposants à la tenue, dans la commune, de l'université d'été du Front national (*Le Monde* du 14 août). Pris par son prédécesseur il y a treize ans, cet arrêt n'avait pas été appliqué jusqu'ici, mais M. Durand est décidé à le faire respecter afin d'éviter qu'« une poignée d'individus, pour des raisons qui leur sont légitimes, ne souillent la ville ». Il s'est dit cependant prêt à tolérer une distribution des tracts à caractère politique, à condition que les « organisateurs prennent l'engagement qu'ils ne seront pas jetés sur la voie publique » et que soit mise à disposition « une poubelle, et si possible assez grande, car les gens sont nombreux à refuser ce tract ». Pierre Valarié, directeur de recherche au CNRS et membre du Collectif grand-motinois contre le FN, a décidé de porter plainte « pour voie de fait choquée, puis qu'un procès-verbal sera dressé afin d'éviter qu'un instrument de propriété de la commune ne se transforme en outil contre la mobilisation anti-FN ». (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ ATTENTAT : une maison d'édition parisienne considérée comme proche de l'extrême droite, la Nouvelle Acropole, a été la cible d'un attentat dans la nuit du mardi 13 au mercredi 14 août. L'engin explosif, déposé en face du 68, rue Daguerre, à Paris (quatorzième arrondissement), a légèrement blessé le concierge de l'immeuble. L'enquête a été confiée à la police judiciaire.

■ FRUITS ET LÉGUMES : Philippe Vasseur, ministre de l'Agriculture, de la pêche et de l'alimentation, a demandé, mardi 13 août, aux caisses de mutualité sociale agricole d'organiser, « dans les meilleures conditions, des reports de paiement de la part patronale des cotisations sociales sur les salaires dus par les agriculteurs spécialisés dans la production de fruits et légumes ». Cette décision s'inscrit, ajoute le ministre, dans l'ensemble des mesures prises par les pouvoirs publics pour ce secteur (aménagements sur des prix planchers avec les supermarchés, aides à l'exportation, aides à la destruction des produits excédentaires).

■ PRÉSIDENT DE L'UNEDIC : André Bergeron, ancien secrétaire général de Force ouvrière, et les services de Matignon ont démenti, mardi 13 août, les informations publiées dans notre édition datée du 14 août selon lesquelles M. Bergeron, président d'honneur de l'Unedic, a téléphoné au premier ministre, Alain Juppé, pour lui dire que l'éventuelle accession de M. Blondel à la présidence de l'Unedic serait de « bien mauvaise augure ». M. Bergeron a démenti « catégoriquement » être intervenu « auprès de quiconque ». Il a assuré ne pas avoir eu de contact avec M. Juppé « depuis au moins six mois ». Matignon a affirmé que les informations du *Monde* étaient « sans fondement ». M. Blondel a estimé, dans un communiqué, que « l'utilisation abusive » de son prédécesseur relève de « la pure affabulation ».

■ PRESSE : le groupe de presse économique et médicale Les Echos a annoncé, mardi 13 août, l'arrêt, après six mois de parution, de son mensuel *Argent magazine*, dont la diffusion (90 000 exemplaires) restait inférieure de moitié aux objectifs de l'éditeur. Les trente-deux salariés du titre seront reclassés à l'intérieur ou à l'extérieur du groupe.

Jeux de l'été

36 15 LEMONDE

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 36 15 LEMONDE

Cours relevés le mercredi 14 août, à 10 h 15 (Paris)

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Paris CAC 40 1980,57 +0,12 +5,80

Londres FT 100 3818,20 +0,39 +3,49

Zurich 125,99 +12,59

Milan MIB 30 12.599 +8,59

Frankfurt Dax 30 2536,85 +0,42 +12,64

Bruxelles 12,42 +12,42

Suisse SMI 29,29 +29,29

Madrid Iboex 35 10,41 +10,41

Amsterdam CBE 15,24 +15,24

Tirage du Monde daté mercredi 14 août 1996 : 443 341 exemplaires

مكتبة من الأصل

FRAMATOME

RÉSULTATS CONSOLIDÉS AU 30.06.1996

Chiffres caractéristiques

(en millions de F)		au 30.06.1996	au 30.06.1995	au 31.12.1995
• Chiffre d'affaires	(a)	7 346	6 714	17 901
dont hors de France	(b)	3 872	3 210	7 123
	% (a) (b)	52,7 %	47,8 %	39,8 %
• Résultat net de l'ensemble avant amortissement des écarts d'acquisition	(e)	670	359	1 020
• Amortissement des écarts d'acquisition	(d)	(41)	(132)	(209)
• Part revenant aux minoritaires	(f)	(51)	7	(38)
• Résultat net part du Groupe :				
(c) - (d) + ou - (e)	(f)	578	234	665

Avec 7 346 millions de francs, le chiffre d'affaires du premier semestre 1996 marque une progression de 9,4 % par rapport au chiffre d'affaires du premier semestre 1995.

En l'absence de toute facturation de chaudière neuve, cette augmentation est essentiellement imputable aux activités nucléaires récurrentes, en l'espèce le combustible et les services nucléaires dont les facturations ont été importantes au premier semestre de l'exercice en cours, notamment en ce qui concerne les services à l'étranger.

La Connectique voit ses ventes progresser de 4,2 % par rapport à la même période de 1995 alors que le chiffre d'affaires des Equipements Industriels non nucléaires marque le pas, notamment du fait du report sur le second semestre de certaines facturations.

Le résultat net-part du Groupe s'élève à 578 millions de francs, en forte augmentation par rapport à celui du premier semestre 1995. Cette progression est due notamment à l'augmentation des ventes, à l'amélioration du résultat financier qui enregistre divers profits exceptionnels et enfin à la diminution de l'amortissement des écarts d'acquisition qui sont désormais allégés de ceux enregistrés lors de l'achat des sociétés de connectique Burndy et Souriau.



FRU Communication

Africains sans papiers : les appels à la négociation se multiplient

LES TROIS CENTES sans papiers de l'église Saint-Bernard de Paris reviennent à la négociation par le biais d'un appel à la médiation, après avoir refusé de quitter le lieu de leur occupation. Le groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (Gisti) a annoncé, mardi 13 août, que les sans-papiers de Saint-Bernard ont décidé de ne pas persister dans la voie de la grève et d'envisager d'autres formes de lutte. Mercredi 14 août, les grévistes de la faim entamaient leur 41^e jour de jeûne.

La santé du pape

Le pape Jean-Paul II a été déclaré en état de santé satisfaisant, selon les médecins de la papauté, après avoir subi une opération de la prostate.

Fusion

dans la réassurance

Le Burundi isolé

Le message d'apaisement du président Burundais n'a pas suffi à apaiser les tensions entre les différents groupes ethniques.

Histoires de produits

Chocolats, liqueurs, vins, produits de beauté, etc.

Nouvelles vagues

Le mouvement des sans-papiers se développe dans d'autres villes de France.

Au cœur de la Terre

Le projet de parc national de la région de la Grande Montagne est en cours d'étude.

Un été à Paris

Les touristes étrangers ont passé un été très agréable à Paris, malgré la chaleur et la pollution.

Rock à Saint-Malo

Le festival de musique rock de Saint-Malo a attiré un grand nombre de visiteurs.

19 0147 - 201 - 7.00 F